649 3 6 22 31 35 43 7
6 10 22 31 39 42 1
SÉLECT 42
3

La Presse
Dimanche

GAREAU mazda
10175, AV. PAPINEAU, MONTRÉAL 381-3987

Aujourd'hui: quelques averses. Minimum 5° Maximum 14°
Demain: quelques averses

• MONTRÉAL, DIMANCHE 16 MAI 1993 109e ANNÉE Nº 203 54 PAGES, 4 CAHIERS

Abitibi-Témiscamingue: 55 cents Îles de La Madeleine: 1.00
Extérieur de la ville de Québec (Région est): 65 cents
À domicile par porteurs: 60 cents Routes motorisées: 70 cents
50¢ Taxes en sus

Bonjour!

La personnalité de la semaine



B 3 PIERRE BIBEAU

Sports

MONTRÉAL EXPOS 2 — Mets 1

Sommaire

Annonces classées
immobilier ..... B13, C6 à C9
marchandises ..... C9 et C10
emplois C10
automobiles ..... C10 à C12
propositions d'affaires A6
Additions croisées C6
Arts et spectacles
informations ..... B8 à B12
ciné-horaire B12
télé-horaire B10
Bandes dessinées B14
Décès C11
Êtes-vous observateur? . B13
Feuilleton C7
Horoscope C8
Le bridge C10
Le monde ..... A6 et A7
Livres ..... Cahier B
Loteries A4
Mot mystère C9
Santé ..... Cahier C
SPORTS
Réjean Tremblay S5

Le bilinguisme croît chez les francophones

GILLES PAQUIN

Le nombre de francophones maîtrisant l'anglais a augmenté d'un quart de million de personnes au Québec depuis 10 ans, mais celui des Anglo-Québécois bilingues est demeuré le même au cours de cette même période.

C'est ce que révèlent les plus récentes données de Statistique Canada sur la connaissance des langues au pays. Ces chiffres inédits, tirés du recensement de 1991, démontrent également que l'anglais exerce toujours un fort attrait sur les allophones au Québec.

Selon l'organisme fédéral, le pourcentage de francophones bilingues s'est accru depuis 20 ans au Québec. Ainsi, 1 250 000 francophones disaient connaître l'anglais lors du recensement de 1971 ; 1 508 000 en 1981 et 1 765 000 en 1991. C'est 250 000 de plus à tous les 10 ans ou un demi-million en 20 ans.

Par ailleurs, 289 000 Anglo-Québécois se déclaraient bilingues lors du recensement de 1971; 383 000 en 1981 et seulement 380 000 en 1991. Il y a donc eu une progression de 94 000 personnes pendant la première décennie, mais 3 000 de moins au cours des 10 années suivantes.

Ce léger recul en chiffres absolus, relevé en 1991, se traduit néanmoins par une augmentation du taux de bilinguisme de 5 p. cent par rapport à l'ensemble de la population anglophone du Québec puisqu'elle a glissé de 694 000 à 626 000 personnes sur dix ans.

Au cours de la décennie antérieure, soit de 1971 à 1981, la population anglophone du Québec avait également diminué passant alors de 788 000 à 694 000, mais le nombre de bilingues augmentait tout de même de 94 000 durant cette période.

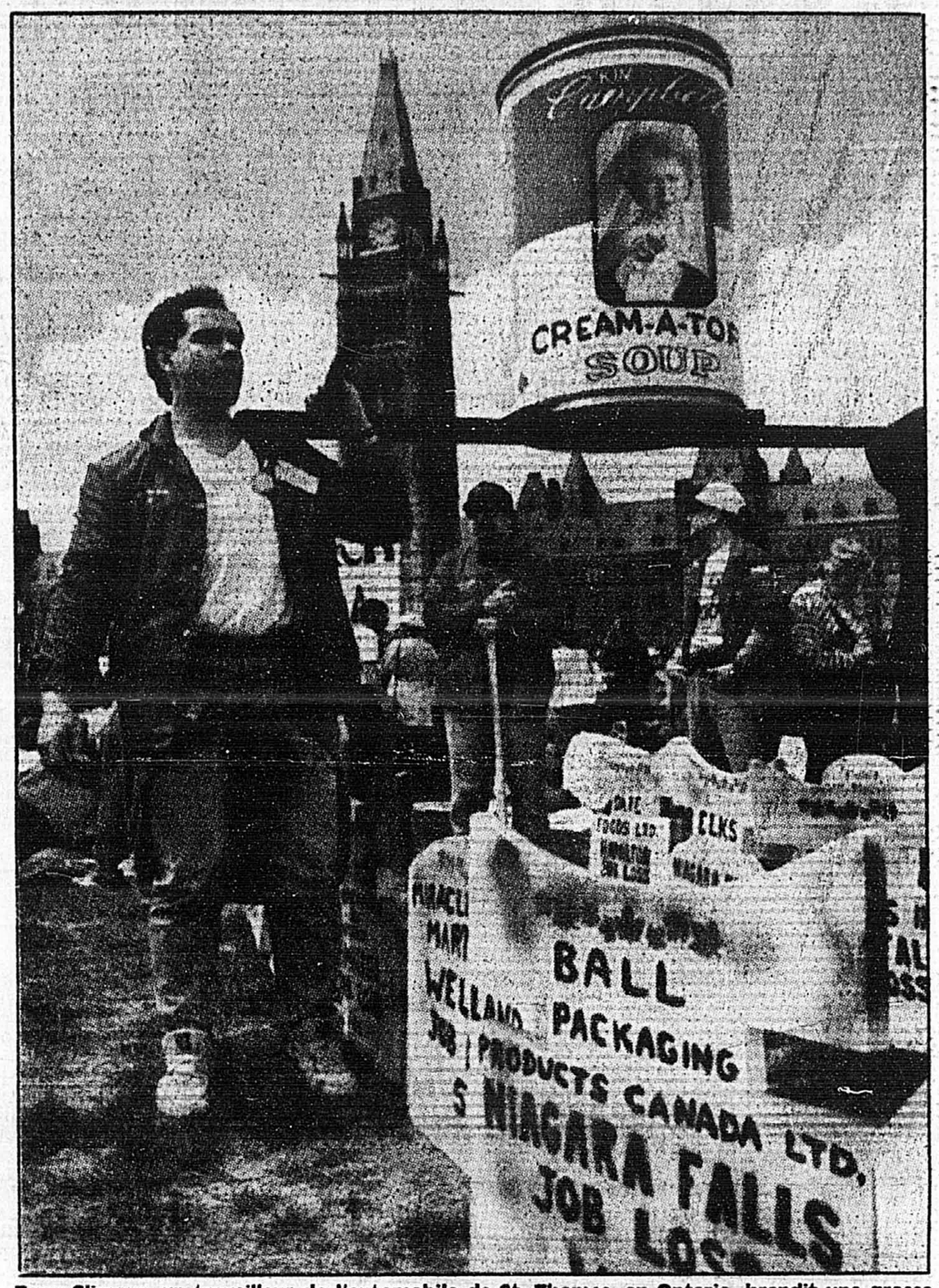
Invité à expliquer cette apparente contradiction, le démographe Charles Castonguay a déclaré à *La Presse* que différentes études, dont une du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, avaient déjà été réalisées sur ce phénomène.

«Cette bilinguisation par défaut s'explique par le fait que les anglophones unilingues ont une plus forte propension à quitter le Québec que ceux qui connaissent le français», a expliqué le professeur Castonguay.

Ce qui est vraiment étonnant, selon lui, c'est que ni les démographes, ni le Commissaire aux langues officielles d'Ottawa, ni même le ministre responsable de la langue, Claude Ryan, n'ait remarqué la «progression importante» de la connaissance de l'an-

VOIR BILINGUISME EN A 2

MANIF MONSTRE À OTTAWA



Tony Glimour, un travailleur de l'automobile de St. Thomas, en Ontario, brandit une grosse boite de soupe Campbell pour se moquer de Kim Campbell, candidate à la direction du Parti conservateur. Il était au nombre des dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté hier contre le gouvernement sur la colline parlementaire à Ottawa. PHOTO REUTER

«On veut des emplois maintenant»

MICHEL HÉBERT
de la Presse Canadienne

OTTAWA

Des dizaines de milliers de manifestants ont envahi la colline parlementaire hier à Ottawa pour protester contre les politiques du gouvernement conservateur et demander des emplois.

«Des emplois maintenant, des emplois maintenant», a scandé la foule en pestant à plusieurs reprises contre l'Accord de libre-échange nord-américain.

«Nous sommes ici pour reprendre notre avenir en mains. Aujourd'hui, nous plantons la graine qui donnera naissance à une nouvelle orientation à notre pays», a lancé Bob White, le président du Conseil du Travail du Canada, chaleureusement applaudi par les manifestants.

«Il n'y a pas de plus grande perte pour un pays que le chômage», a-t-il ajouté en les invitant à ne pas oublier, lors des prochaines élections, que le chômage ravage le pays d'est en ouest et qu'un million d'enfants vivent dans la pauvreté.

Organisée par le CTC, cette manifestation rassemblait des centaines de syndicats, de groupes sociaux, féministes et environnementaux, des organisations autochtones et des activistes de tout acabit.

La Gendarmerie royale du Canada estimait la foule à 60 000 personnes. Le CTC, qui compte 2,2 millions de membres, chiffrait le nombre des manifestants à plus de 100 000.

La GRC avait bloqué la rue Wellington, l'une des plus importantes artères de la capitale fédérale, provoquant ainsi des embouteillages dans la plupart des rues du centre-ville. Ceux qui étaient venus en automobile n'ont pu quitter l'enceinte parlementaire qu'en fin de journée.

Aucun incident malheureux n'était encore survenu en milieu d'après-midi, selon l'inspecteur Jean Dubé de la GRC. Les forces policières fédérales étaient discrètement dispersées autour des édifices parlementaires. Plusieurs unités regroupant plus d'une centaines d'agents de l'escouade technique de la police d'Ottawa se tenaient toutefois en attente dans les principaux édifices gouvernementaux, prêtes à intervenir.

La manifestation d'hier était la plus importante depuis celle

VOIR MANIF EN A 2

Les Leafs éliminent les Blues

La loi c'est la loi, même pour des... réfugiés bosniaques

MARIE-FRANCE LÉGER

Des citoyens de l'ex-Yougoslavie ont pu constater avec amertume que les critères de la loi fédérale sur l'immigration avaient parfois bien du mal à s'ajuster dans les cas de force majeure.

Ayant été forcée de quitter la Bosnie en guerre et réfugiée en Croatie avec sa mère de 77 ans et ses deux enfants d'âge mineur, Mme Helenka Smoje-Madjarevic a malgré tout été obligée d'obtenir la signature de son mari, caché à Sarajevo, afin de pouvoir entrer au Canada...

Au bout de cinq mois, et après des efforts surhumains, elle a tout de même réussi à arracher cette signature authentifiée par télécopieur (fax). Une chance inouïe dans un pays en pleine guerre, où la poste ne fonctionne plus et où il faut prendre rendez-vous pour utiliser les quelques lignes téléphoniques encore en état de fonctionner. Le mari, Mirko Madjarevic, 42 ans, ne peut pas sortir de la ville car tous les hommes en état de porter les armes sont enrôlés de force par les Serbes ou faits prisonniers.

Le consulat canadien à Zagreb, en Croatie, a en outre demandé à Mme Madjarevic de signer un document où elle s'engage à quitter le Canada si son mari ne les a pas rejoints à l'expiration du permis de séjour temporaire (en mars prochain) ou à la fin de la guerre. Et si le mari meurt entre temps? «Le Canada demandera à voir le certificat de décès», a-t-elle indiqué hier.

Habituellement, le Canada exige la signature de l'autre partie dans les cas où un des parents veut émigrer avec des enfants d'âge mineur. Cela afin de se prémunir contre des enlèvements d'enfants. Mais, comme l'avocat William Finkelberg, on peut se demander quand un pays est en guerre, et que les moyens de communications sont réduits au minimum, s'il faut quand même appliquer le règlement à la lettre... ou faire preuve d'un peu d'humanité.

VOIR LOI EN A 2

La prise d'otages de Neuilly-sur-Seine: la police abat le ravisseur

Après 46 heures d'angoisse, les six enfants et leur institutrice sont libérés sains et saufs

d'après Reuter et AFP

PARIS

La prise d'otages de l'école Commandant-Charcot de Neuilly-sur-Seine, près de Paris, s'est terminée hier matin après 46 heures d'angoisse: les six enfants et leur institutrice ont été libérés sains et saufs, tandis que le preneur d'otages a été tué.

Les tireurs d'élite du RAID, la brigade tactique, ont profité d'un moment d'assoupissement du ravisseur pour passer à l'action. Ils ont pénétré dans la salle de classe et ont «neutralisé» l'homme en lui tirant trois balles dans la tête.

«Tout ce qui était humainement possible a été fait», a dit le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua.

«Le cauchemar est terminé (...) Il était très important que les enfants soient libérés en bonne santé, c'était notre objectif essentiel», a-t-il ajouté. «Le second (objectif), qui n'est pas négligeable, c'était que la force reste à la loi. Le forcené est mort».

Les six derniers otages, six petites filles de 3 et 4 ans, ont été immédiatement remises à leurs parents.

Évelyne Lambert, capitaine médecin des pompiers qui prêtait main forte à l'institutrice Laurence Dreyfus, a raconté qu'elles n'avaient «vu absolument aucun des éléments de la scène» de la mort de leur ravisseur.

«Les enfants étaient protégés», a-t-elle dit. «Ils étaient à l'autre bout de la pièce sous des matelas, allongés derrière des tables protégées par d'autres matelas».

Les enfants «sont sortis de la salle dans les trente secondes qui ont suivi. Ils souriaient et on a pu recommencer à jouer avec eux», a-t-elle précisé. «Ils avaient retrouvé leur sérénité et leurs parents, ce qui était le plus impressionnant».

Charles Pasqua a précisé au cours d'une conférence de presse que le preneur d'otages était porteur de papiers d'identité au nom d'Éric Schmitt, un Français de 42 ans, né en Algérie. Armé d'un revolver, le visage dissimulé derrière une cagoule, l'homme avait placé 16 bâtons de dynamite autour de sa taille et 5 autres bâtons dans la salle de classe, avec le dispositif de mise à feu opérationnel, a indiqué la police.

L'homme a déclaré à ses interlocuteurs que les initiales HB utilisées pour la prise d'otages et pour un attentat commis à Neuilly le 8 mai signifiaient «Human Bomb».

Légion d'honneur

Le ministre de l'Intérieur a félicité tous ceux qui ont participé à l'opération.

Il a exprimé son admiration pour «le courage exceptionnel et les qualités professionnelles tout a fait remarquables» dont a fait preuve l'institutrice Laurence Dreyfus. L'enseignante et le médecin Evelyne Lambert seront promues chevaliers de la Légion d'honneur, a-t-il précisé.

Le ministre de l'Intérieur a également rendu hommage au «calme et au courage» des parents des enfants otages et aux hommes du RAID qui, a-t-il dit, «sont souvent à la peine et ont l'habitude de ne pas être à l'honneur».

Au terme de sa conférence de presse, il a fêté le dénouement en invitant tout l'état-major de la police à boire quelques bouteilles de champagne dans les jardins du ministère.

Le président François Mitterrand a transmis ses «félicitations

VOIR OTAGES EN A 2



Les potions amères du bon docteur Balladur



LOUIS B. ROBITAILLE
collaboration spéciale
PARIS

PARIS FRANCE

Tous les nouveaux gouvernements bénéficient d'une période d'état de grâce au lendemain d'une grande victoire électorale.

À priori, il n'y a donc rien d'extraordinaire à ce qu'en France le premier ministre Édouard Balladur garde aujourd'hui une cote très favorable dans l'opinion: cela ne fait même pas six semaines qu'il a formé son gouvernement, et l'opposition socialiste reste écrasée par sa propre défaite.

Cependant, il y a un peu plus que l'état de grâce. Il y a indéniablement un «effet Balladur», une manière à lui de doser les décisions et les annonces, de préparer l'opinion de longue main. Entre 86 et 88, Édouard Balladur avait une image hautaine et communiquait plutôt mal. Aujourd'hui encore, même si son élégance un peu ronde et veloutée passe bien à la télévision, lui-même reste un orateur médiocre, notamment au Parlement.

Or il faut bien mettre à son crédit personnel ce tour de force: l'administration au pays — et en une seule dose massive —de la plus amère potion fiscale qu'on ait vue depuis de très longues années. En moins d'une heure, lundi après-midi, les Français ont reçu un formidable coup de massue sur la tête.

Ils ont appris que le litre d'essence (mais aussi de fuel ou de gazole) était augmenté de 28 centimes, c'est-à-dire de six ou sept cents, et que les pompes françaises seraient les plus chères d'Europe (plus du double du prix canadien). On leur a également annoncé que «l'impôt-bis» créé par Michel Rocard, la Contribution sociale généralisée, serait augmentée de 1,4 p. cent: pour un célibataire gagnant 60 000 $ brut par année, cela représente une ponction directe de plus de 600 $. À quoi il faut ajouter une augmentation de 16 p. cent sur les alcools (sauf vins et champagne). Et... un gel des salaires des fonctionnaires pour l'année à venir.

Cela pour le déficit du budget 93, qui avait dérapé au point d'atteindre les 80 milliards $ (plus du double des prévisions, et plus de 4 p. cent du PIB).

Mais il y a aussi les déficits de la Sécurité sociale (santé), et la crise prévue dans les dix ans pour les régime de retraite. Pour ne pas être en reste dans les bonnes nouvelles, le premier ministre a annoncé que la durée des cotisations obligatoires serait allongée (sans doute de 37 à 40 ans: donc suppression de fait de la retraite à 60 ans), et que le calcul des «meilleures années» serait élargi. Bref on paierait davantage et on toucherait moins à sa retraite. À quoi il faudrait sans doute ajouter de nouvelles coupures dans les remboursements de dépenses de santé, l'augmentation de tickets modérateurs pour les séjours hospitaliers et pour la consultation médicale.

Disons pour simplifier que le gouvernement Balladur venait d'opérer, avec toute la courtoisie requise, une ponction de 1500 $ dans la poche d'un cadre moyen célibataire — moins pour les bas salaires, plus pour les «riches». Cinq semaines après la fin d'une campagne électorale où les deux grands partis de droite avaient, somme toute, annoncé... un allègement général de la pression fiscale.

Les Français sont facilement mécontents et cette fois ils avaient de bonnes raisons de l'être — même si bien entendu personne dans le pays ne croit sérieusement aux promesses électorales de baisses des impôts. Or que croyez-vous qu'il arriva? Les Français applaudirent!

On ne peut pas parler d'enthousiasme délirant, mais deux sondages réalisés mardi donnaient 65 et 72 p. cent de «satisfaits» suite au plan d'austérité Balladur. Ce n'est pas tous les jours qu'une écrasante majorité approuve des augmentations massives d'impôts.

Au sein des milieux politico-médiatiques, succès également impressionnant. Encore assommé par sa défaite, et se jugeant quelque part responsable de ce trou budgétaire de 340 milliards de francs, le Parti socialiste s'est contenté de critiques de détail et de pure forme. Les centrales syndicales ont grogné, mais sans vraiment montrer les dents. Seuls le Parti communiste et «sa» centrale la CGT ont manifesté leur hostilité absolue: mais cela ne fait plus un mouvement d'opposition sérieux.

Il y a eu des réserves dans les médias, comme c'est normal: le plan d'austérité, s'il assainit les finances et renforce la monnaie, risque d'aggraver encore une récession que les instituts prédisent aujourd'hui à 1 p. cent pour 1993. D'autre part les modestes plans de relance dans le bâtiment et les travaux publics ne suffiront pas à contrer la tendance.

Dans l'ensemble, c'est plutôt un concert de félicitations. Ceux qui sont plutôt favorables à Balladur saluent le «courage» qu'il y avait à donner ce brutal tour de vis fiscal au lendemain de la victoire, et sans se préoccuper outre mesure de... l'élection présidentielle à venir en 95. D'autres, penchant à gauche, le félicitent d'avoir «trahi si tôt le programme de la droite», notamment en refusant de recourir à la facilité d'une augmentation de la TVA, indirecte et injuste.

Tous finalement s'extasient devant l'habileté discrète du leader qui, à mesure que le scrutin du 29 mars approchait, se faisait de plus en plus prudent et commençait à annoncer des «sacrifices». Puis qui a continué à distiller ses avertissements et ses craintes aussitôt devenu premier ministre. Le tout sans jamais tomber dans la polémique à l'égard de ses prédécesseurs; sans non plus jamais élever la voix, surtout pas au Parlement au moment de sa déclaration de politique générale. L'affaire a été de bout en bout si superbement menée que lorsque les mesures concrètes ont été annoncées dans le détail de la même voix attristée par M. Balladur en personne en conférence de presse lundi, les trois quarts des Français étaient déjà profondément convaincus que «puisqu'il le dit», il n'y avait rien d'autre à faire. S'agissant d'un matraquage fiscal comme on n'en voit guère en démocratie en temps de paix, c'était un beau succès politique.

Du coup la France s'est demandée si sous les traits froids du Grand Intendant Balladur, elle ne venait pas de s'offrir un nouveau grand artiste de la politique.

Demain dans *La Presse*

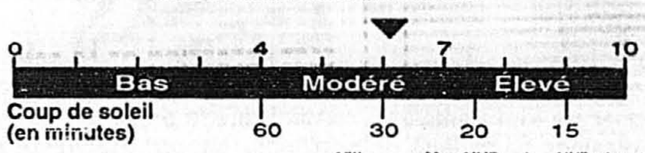


Une silhouette réussie!

■ **Dérivée des voitures LH dont elle emprunte la mécanique, la Chrysler LHS compte sur sa silhouette élégante, son incroyable habitabilité et un comportement routier exemplaire pour percer dans la catégorie des intermédiaires de luxe, écrit Denis Duquet dans le cahier Automobile de demain. Notre chroniqueur est de plus d'avis que ces voitures munies d'un équipement parfois supérieur sont vendues à des prix nettement inférieurs à la concurrence. D'autre part, Claude Beaudoin continue d'éplucher le volumineux courrier qu'il a reçu sur le choix d'un véhicule neuf. Encore cette semaine, il répond à 25 lecteurs qui comptent échanger sous peu leur voiture pour une neuve ayant des caractéristiques spéciales. Le CAA-Québec, pour sa part, donne une série de conseils sur la période de rodage d'un véhicule neuf, car la longévité d'une auto est grandement tributaire de sa mise en forme première. À lire demain dans *La Presse*.**

Le soleil

Indice ultraviolet B du 16 mai à Montréal



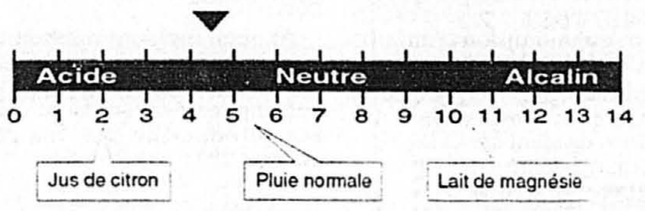
Coup de soleil (en minutes): 60 — 30 — 20 — 15

Avec un indice ultra-violet B inférieur à 4, le soleil a peu d'effet sur la peau exposée. Avec un indice modéré de 4 à 7, il est recommandé d'utiliser une crème solaire ou de porter un chapeau et des manches longues. Avec un indice élevé de plus de 7, il est possible d'avoir un coup de soleil après un temps relativement court.

Ville	Max UVB	à	UVB plus de 4
Hull /Ottawa	6.0	13h00	10h à 16h
Montréal	6.1	12h51	10h à 16h
Ste-Agathe	5.9	12h52	11h à 15h
Sherbrooke	6.2	12h45	10h à 16h
Drummondville	6.0	12h47	10h à 16h
Québec	5.8	12h42	11h à 15h

La pluie

Indice de l'acidité des précipitations du 15 mai à Montréal



(4,6) 10 fois plus acide que des précipitations normales

© 1993 MTI Inc.

La quotidienne — Tirage d'hier
à trois chiffres **384**
à quatre chiffres **5905**

ABONNEMENT 285-6911
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
RÉDACTION 285-7070
PROMOTION 285-7100
COMPTABILITÉ
Grandes annonces 285-6892
Annonces classées 285-6900

ANNONCES CLASSÉES
lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30 285-7111
Décès, remerciements 285-6816
GRANDES ANNONCES
Détaillants 285-7202
National, Télé+ 285-7306
Vacances, Voyages 285-7265
Carrières et professions, nominations 285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *LA PRESSE* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *LA PRESSE* sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe — Enregistrement : numéro 1400 » Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.
RENSEIGNEMENTS 285-7272

19-7
CODE DU JOUR — **DIMANCHE 16 MAI 1993**

SUITE DE LA UNE

BILINGUISME

Le bilinguisme croit chez les francophones

glais chez les francophones du Québec ou la «stagnation de l'acquisition du français» chez les anglo-québécois depuis 1981.

Si le rythme d'acquisition du français par les anglophones du Québec a visiblement été influencé par l'évolution de la situation politique au cours des deux dernières décennies, il en va autrement pour les allophones.

En effet, lorsqu'ils arrivent au Québec, ceux-ci semblent se tourner davantage vers le français ou l'anglais selon les influences linguistiques de leur pays d'origine.

On peut en général les regrouper en quatre grandes catégories: la première, réunissant ceux qui proviennent de pays où le français a été ou est toujours une langue d'usage, tels que la république d'Haïti, le Cambodge ou le Vietnam. Selon les données du recensement, ceux-là connaissent le français dans une proportion de 86 p. cent contre seulement 37 p. cent p. cent l'anglais.

Dans la deuxième catégorie, englobant les ressortissants des pays de langue latine ou ayant connu une forte influence française, tels que le Portugal, l'Amérique latine et plusieurs États arabes, la connaissance du français se situe à 81 p. cent contre 54 p. cent pour l'anglais.

Par contre, dans la troisième catégorie, celle qui englobe tous les pays fortement influencés par l'anglais tels ceux d'Europe du Nord ou les anciennes colonies britanniques, 78 p. cent connaissent l'anglais contre seulement 51 p. cent le français. Parmi ceux-ci les plus anglophiles sont ceux du sous-continent indien qui optent massivement pour l'anglais.

La dernière catégorie est propre aux personnes de langue maternelle italienne qui se répartissent presque également entre le français (84 p.cent) et l'anglais (72 p. cent).

Si le Québec veut attirer davantage d'immigrants susceptibles de se franciser et de prendre racine ici plutôt que de poursuivre leur route vers l'Ouest ou les États-Unis, ces données lui fournissent de précieux renseignements pour l'avenir. □

MANIF

«On veut des emplois maintenant»

de 1981 alors que 100 000 personnes avaient protesté à Ottawa contre la hausse des taux d'intérêt décrétée par la Banque du Canada.

La foule, réunie sous un soleil radieux, rassemblait des agriculteurs, des enseignants, des infirmières, des fonctionnaires. Les plus puissants syndicats du pays étaient représentés: l'Alliance de la Fonction publique du Canada, la Fédération des travailleurs du Québec, les Travailleurs unis de l'Automobile, les Métallurgistes unis d'Amérique, les Teamsters, etc.

«Les gens qui détiennent ici le pouvoir au nom du Parti conservateur ont une obsession, le déficit, notre obsession, à nous, c'est la création d'emplois», a clamé Fernand Daoust, le président de la FTQ.

Il a traité les aspirants à la succession de Brian Mulroney, Kim Campbell et Jean Charest, et le chef libéral Jean Chrétien de «frères et soeurs siamois d'un même régime».

«Des emplois, des emplois, des emplois, c'est ce qu'on veut», a répété le syndicaliste québécois.

Seule la leader néodémocrate Audrey McLaughlin était présente hier. Elle n'a cependant pas eu le droit de prendre la parole.

«Le découragement, le désarroi, le désespoir de la population, ça ne peut plus durer», a ajouté Fernand Daoust en reprochant au gouvernement son incapacité à mettre sur pied une politique de création d'emplois.

«Ils doivent se faire indiquer la sortie, a-t-il poursuivi, dans quelques mois, nous ferons le balayage qui s'impose».

Tony Clarke, président du Comité d'action nationale, un des principaux moteurs de la manifestation d'hier, a enchaîné: «Nous ferons de l'ALENA un débat majeur, a-t-il dit, assez, c'est assez».

Le président du Conseil autochtone du Canada, Ron George, a fait un parallèle entre les espoirs des manifestants et les aspirations des peuples autochtones.

«On vous comprend parce que des centaines de milliers d'autochtones se sentent eux aussi abandonnés».

«Nous avons besoin les uns des autres», a-t-il ajouté avant de céder la parole à Judy Rebbick, présidente du Comité national sur le statut de la femme.

«Je veux que Brian Mulroney nous entende d'où qu'il soit dans le monde», a-t-elle lancé à la foule excitée.

«Qu'est-ce qu'on veut?», a-t-elle demandé. «Des emplois, des emplois maintenant», a répondu le choeur des milliers de manifestants. □

LOI

La loi c'est la loi, même pour des... réfugiés Bosniaques



Srdjan Madjarevic, 5 ans, Helenka Smoje-Madjarevic, 38 ans, Biserka Smoje, 77 ans et Nikola Madjarevic, 11 ans, ont quitté la Bosnie en guerre pour émigrer à Montréal. Le Canada a quand même exigé la signature du père des enfants, caché dans la ville encerclée de Sarajevo, pour les laisser entrer au pays.

PHOTO PIERRE McCANN, *La Presse*

«C'est au consul de décider s'il doit protéger les droits des deux parties d'un mariage. Mais je pense qu'on ne doit pas prendre pour acquis qu'il faut protéger les droits civils du mari au lieu de protéger les droits des enfants et de la mère contre la violence», a souligné cet avocat spécialisé dans le droit de l'immigration canadien et américain.

Mme Helenka Madjarevic est arrivée le 6 mai dernier à Montréal avec ses enfants, Nikola, 11 ans, Srdjan, 5 ans et sa mère, Biserka Smoje, 77 ans. C'est la soeur de Mme Madjarevic, Dujka Smoje, au Québec depuis 25 ans, qui parraine tout le monde. Sa mère Bizerka a bénéficié de la catégorie «famille». Elle a pu obtenir ainsi une résidence permanente au Canada.

Ce n'est pas le cas d'Helenka et de ses enfants qui vivent dans l'incertitude la plus complète quant à leur avenir. Helenka n'entre pas dans la catégorie «famille» mais dans la catégorie «parent aidé». Helenka (et ses enfants) détient un permis de séjour temporaire délivré par le bureau du ministre fédéral.

Elle est sortie de l'enfer de Sarajevo dans des convois d'autobus au mois de novembre dernier. Pendant trois mois, dans la ville encerclée, l'eau était coupée. Tout un étage de leur maison a été détruit. Son mari habite aujourd'hui dans la cave avec sa mère qui ne peut plus marcher.

«Ils étaient à quatre dans la noirceur sur des lits minuscules. Ils avaient peur d'attraper le typhus», a raconté Dujka Smoje, professeur de musicologie à l'Université de Montréal.

Maintenant, le pire est passé pour eux. Ils voudraient s'installer au Québec. Helenka parle déjà français. Ses enfants veulent aller à l'école. Dujka a déjà l'accord de la Commission scolaire des Milleiles. Il reste à convaincre les fonctionnaires de leur accorder un visa d'étudiant. □

OTAGES

La prise d'otages de Neuilly-sur-Seine: la police abat le ravisseur

à tous les personnels qui ont contribué au sauvetage des enfants».

«Ma réaction est celle de tous les Français. C'est une réaction de soulagement. La France a vécu pendant deux jours dans un drame», a dit le premier ministre, Édouard Balladur. Il nous arrive de nous diviser sur tel ou tel sujet dans notre pays mais lorsque quelque chose d'essentiel et d'important est en cause, nous savons nous réunir».

«Le sentiment? C'est que la vie est belle (...) Mon sentiment? C'est le visage de ces 21 gosses qui sont tous sortis en pleine forme. C'est ça. Je suis heureux. Voilà», a dit Nicolas Sarkozy, ministre du Budget, qui a joué un rôle de premier plan dans les négociations en tant que maire de Neuilly.

«Tout d'un coup, il s'est bloqué»

La prise d'otages avait débuté jeudi matin lorsque l'homme avait pénétré dans l'école en suivant une voiture d'entretien, selon le témoignage de la directrice. Il aurait alors brandi un revolver en rentrant dans la classe des plus petits, où se trouvaient 21 élèves âgés de 3 à 4 ans.

Charles Pasqua a déclaré que dès le début de la prise d'otages il avait ainsi défini les trois axes de sa stratégie:

— «ne rien faire qui puisse mettre en péril la sécurité des enfants et de l'institutrice;

— «n'intervenir par la force que si cela s'avérait compatible avec la sécurité des enfants ou en cas de menace immédiate ou de début de violence à leur égard.

— «n'accepter en aucun cas que l'individu n'emmène pas avec lui des enfants dans sa fuite».

Il a précisé que la situation avait basculé vers minuit vendredi. Alors qu'une rançon avait été remise au preneur d'otages et que des garanties pour sa vie lui avaient été données, le dialogue devenait «de plus en plus difficile». L'homme qui avait libéré 15 des 21 enfants initialement pris en otages ne voulait notamment plus relâcher de prisonniers, a-t-il précisé.

«Tout d'un coup, le preneur d'otages s'est bloqué, il s'est dit que ces enfants, c'était sa protection. Il ne voulait plus en sortir», a raconté Nicolas Sarkozy. «Il n'y avait plus rien à faire. Il ne voulait plus rien entendre. On a tout essayé».

Charles Pasqua a dit avoir donné l'autorisation d'intervenir aux policiers du RAID à 05h30 du matin (heure locale) en leur laissant le choix du moment.

«À 7 heures 25, ce samedi 15 mai, profitant d'un moment d'assoupissement du preneur d'otages, les policiers du RAID ont pénétré dans la classe afin de sortir les six enfants et l'institutrice», a dit Charles Pasqua.

«L'homme s'est réveillé. Les policiers du RAID ont fait usage de leurs armes afin d'assurer la sécurité des otages. L'homme est mort sur le coup».

Dès le début de la crise, il avait affirmé sa volonté de «mourir plutôt qu'être pris vivant». □



Tous les lundis à la une de *La Presse*...
Chaque jour chez votre libraire!
Stanké
30 À LA UNE par Anne Richer • 256 pages • Photos • 18, 95 $

La Presse

Manifestation devant le poste 31 pour dénoncer l'arrestation «abusive» d'un Noir

RAYMOND GERVAIS

■ À peine 16 personnes ont répondu hier après-midi à l'appel de la Ligue des Noirs du Québec et pris part à une marche de protestation vers le poste de police du district de Côte-des-Neiges de la police de la Communauté urbaine de Montréal.

La manifestation qui devait attirer au moins une cinquantaine de personnes selon M. Dan Phillips, président de la Ligue des Noirs du Québec, avait été mise sur pied afin de dénoncer l'arrestation de Richard Ogilvy, un Noir de 32 ans, arrêté dans la soirée du 6 mai, à la suite d'une infraction à la circulation.

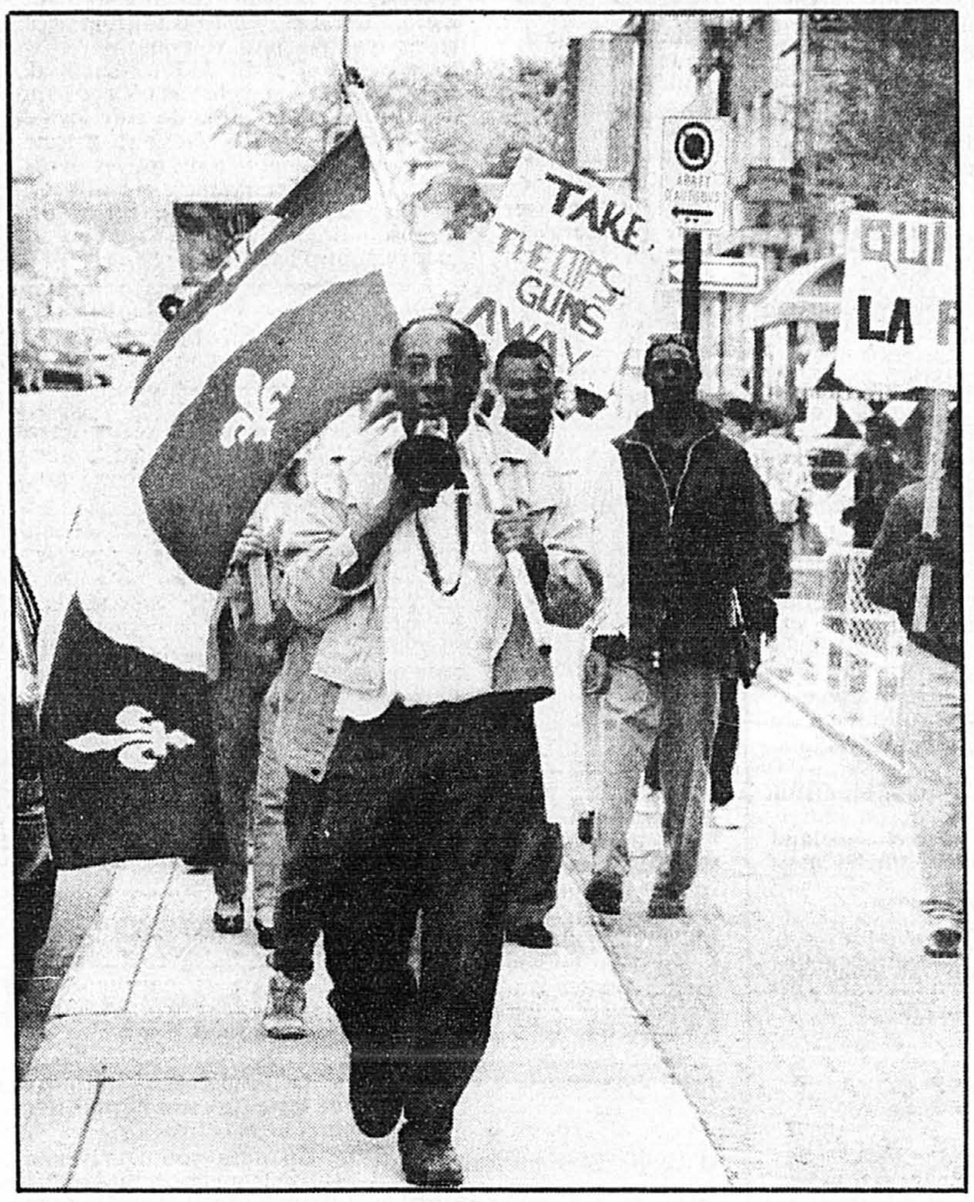
Selon M. Phillips, Ogilvy aurait été brutalisé par des agents de police de la CUM pour avoir refusé de s'identifier à un policier qui lui demandait ses papiers.

M. Phillips a soutenu que l'homme de 32 ans aurait reçu de nombreux coups de la part des policiers, lui brisant même une jambe. Il a ajouté ne pas croire la version policière voulant que Ogilvy se soit fracturé la jambe en tombant sur le pavé lorsqu'il a chuté avec l'agent.

Pour lui, la brutalité policière dont sont constamment victimes les membres de sa communauté, a assez duré. «On est ici aujourd'hui pour réclamer justice et pour sensibiliser la population sur la façon dont la police nous traite», a déclaré M. Phillips.

Parmi les manifestants hier, trois hommes portant des masques et des gants étaient au premier rang devant le poste de police. Ces personnes, dont une seule a accepté de répondre aux questions de *La Presse*, portaient des déguisements afin d'éviter d'être identifiées par la police.

L'un d'eux a affirmé qu'il portait un masque parce qu'il voulait lutter contre le pouvoir blanc au Canada qui, selon lui, brime les droits des Noirs depuis 400 ans. «On couvre notre visage et on porte des gants, car on a l'intention de prendre tous les moyens nécessaires afin d'obtenir pleine liberté et pleine justice pour les Noirs. On souhaite que le gouvernement revise sa politique avant que nous prenions les moyens nécessaires pour arriver à nos fins», a déclaré le cagoulard.



Le président de la Ligue des Noirs du Québec, M. Dan Phillips, dirigeait la marche de protestation.

PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

Un autre manifestant a tenu à préciser qu'il déplorait l'attitude de ces personnes masquées. Selon lui, les Noirs doivent s'efforcer de faire valoir leurs droits en respectant la loi et les autorités en place.

Par ailleurs, le directeur Denis Lauzon du district 31 a donné hier sa version des circonstances de l'arrestation de Ogilvy.

Selon M. Lauzon, un seul agent a été impliqué. Il a ajouté que M. Ogilvy a été intercepté par le policier parce qu'il a croisé un véhicule de police à une vitesse de 80 km/h.

«Le policier qui était alors accompagné d'une policière, a rejoint le véhicule suspect à l'angle des rues Decelles et Goyer. L'agent s'est dirigé vers l'homme qui quittait alors son véhicule pour rentrer chez lui, tandis que la policière s'est approchée de la dame qui accompagnait M. Ogilvy. L'agent a demandé à l'automobiliste de s'identifier à trois reprises avant de le placer en état d'arrestation après que l'homme eut poussé le policier de la main pour passer. Voulant lui passer les menottes, les deux hommes se sont bousculés et sont tombés sur le sol. C'est en tombant que M. Ogilvy s'est infligé sa blessure qui a été constatée par Urgences Santé une fois au poste. L'homme a alors été transporté à l'hôpital. Il a reçu une contravention pour ne pas avoir effectué son changement d'adresse auprès de la Régie de l'assurance automobile dans les délais prévus et a été accusé d'entrave au travail d'un policier pour avoir refusé de s'identifier», a déclaré le directeur Lauzon.

Grand ménage réussi du bois Saint-Sulpice

RAYMOND GERVAIS

■ Quelque 150 personnes, dont une meute de louveteaux, ont procédé hier matin, malgré la pluie, à un «bee collectif» pour nettoyer le bois Saint-Sulpice, borné par les rues Legendre, Christophe-Colomb, Émile-Journault et Saint-Hubert.

Constatant au printemps 1992 que le petit bois d'une superficie de six hectares subissait un vandalisme constant et de plus en plus dévastateur, les citoyens du quartier ont formé un comité pour l'aménagement du bois Saint-Sulpice.

Hier, les citoyens ont entassé des déchets de tout acabit dans une cinquantaine de gros sacs verts qu'un camion de la Ville de Montréal est venu cueillir.

Comme l'a expliqué M. Daniel Ducharme, coordonnateur du comité, les bénévoles ont ratissé tout le bois hier pour y ramasser bouteilles, canettes, contenants de plastique, morceaux de métal, sommier, matelas et arbres de Noël abandonnés sur place.

Les citoyens ont aussi constaté que de nombreux arbres avaient été la cible de vandales. Plusieurs arbrisseaux ont ete déracinés, tandis que des branches d'arbres plus gros ont été brisées et sciées.

Des personnes sont aussi venues se chercher de la terre noire en creusant sous les racines d'arbres, les faisant par le fait même mourir.

Selon les membres du comité, le temps presse pour agir si l'on veut sauver ce qui reste de ce bois, petit poumon de ce coin de la ville.

Le 15 juin dernier, le comité de citoyens a déposé au conseil municipal de Montréal une pétition de 1365 résidants du quartier, demandant que soit aménagé le parc du Bois-Saint-Sulpice.

Satisfait des engagements de la Ville, qui se sont d'ailleurs concrétisés en bonne partie dans les mois qui ont suivi, le comité demeure cependant convaincu qu'il faut agir vite si l'on veut soustraire le bois à toute forme de vandalisme et de pillage.

Les citoyens souhaitent maintenant que le projet d'aménagement du parc soit retenu dans le plan triennal d'immobilisation de 1993-95.

«Jusqu'à maintenant les autorités municipales semblent bien accueillir le projet, mais il manque encore la volonté politique d'agir dans les plus brefs délais pour réaliser le projet», a déclaré M. Ducharme.

Parmi les principaux aménagements souhaités par le comité, mentionnons la création de nouveaux sentiers avec des percées visuelles ayant pour effet de sécuriser les usagers, le reboisement de certaines espèces et l'aménagement de bancs. Les promeneurs pourront ainsi faire une pause à l'occasion tout en profitant de la beauté et de la tranquillité des lieux.

Les citoyens estiment également que le projet pourrait comporter, s'il n'était pas trop coûteux à réaliser, un plan d'eau afin d'y attirer les oiseaux.

Le comité estime par ailleurs qu'il ne serait pas souhaitable, sauf à certains endroits spécifiques, d'installer un système d'éclairage.Outre le coût, le comité estime que l'installation de lampadaires créerait une illusion de sécurité et aurait un effet dévastateur sur la végétation.

En conclusion, le comité dit souhaiter que le projet se réalise au plus tard en 1994.



PHOTO LUC SIMON PERRAULT, *La Presse*

Daniel Ducharme transporte un vieux sapin de Noël abandonné dans le bois.

Le Musée de Pointe-à-Callière fête son premier anniversaire

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Pour sa première année d'existence, le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal de Pointe-à-Callière a accueilli 160000 visiteurs. Le Musée souligne cet anniversaire par une fin de semaine de fête au coût symbolique de 1 $.

La directrice des communications, Francine Bouchard, explique que le nombre de visiteurs annonce des débuts prometteurs et encourageants. «D'abord, les gens sont étonnés parce que le Musée est un édifice moderne. C'est quand ils descendent et voient les vestiges de Montréal qu'ils poussent des cris admiratifs», a-t-elle indiqué.

Une série d'activités est organisée en fin de semaine pour marquer l'ouverture de Pointe-à-Callière, un anniversaire qui correspond également à la fondation de Montréal, soit le 17 mai. Après avoir signé une carte de voeux géante, les Montréalais, petits et et grands, participeront à un jeu questionnaire, pourront gagner des prix et assisteront à des spectacles en face du musée, sur la place Royale.

Pointe-à-Callière est un musée dont la formule a ravi jusqu'ici ceux qui ont pu le visiter. Après une première prise de contact d'une quinzaine de minutes sur l'histoire de Montréal, les visiteurs descendent ensuite examiner ce qu'il reste des premières fondations de la ville.

Certains se recueillent devant les vestiges du premier cimetière catholique, qui a notamment accueilli les dépouilles des premiers compagnons de Jeanne-Mance. «C'est comme nos catacombes», disent les visiteurs. On entend et on voit de l'eau, on voit la terre. Les gens sont séduits. Un Hector de Callière en costume d'époque vient les interpeller. On a aussi beaucoup de gens d'autres origines qui amènent leur famille. C'est une très belle façon de découvrir la ville», a repris Mme Bouchard.

Le Musée est situé au 350, place Royale, à l'angle de la rue de la Commune. Aujourd'hui, l'entrée du musée est gratuite pour les 12 ans et moins.



Malgré la pluie, quelque 1000 jeunes ont défilé hier matin dans les rues de Montréal lors de la Marche 2/3 1993 en faveur de la solidarité internationale et de l'harmonie interculturelle.

PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

Un millier de jeunes tiers-mondistes bravent la pluie pour participer à la Marche 2/3

RAYMOND GERVAIS

■ Un millier de personnes, des jeunes voués à la cause du tiers monde pour la plupart, ont défilé hier dans les rues de Montréal lors de la la Marche 2/3.

Fondé en 1970 par des élèves du collège Marie-Victorin qui s'étaient penchés sur la situation des pays du tiers monde, le Club 2/3 est devenu le partenaire des 2/3 de l'humanité qui manquent d'eau potable, de nourriture et de soins médicaux.

Le rôle du l'organisme consiste notamment à sensibiliser la jeunesse québécoise à la triste réalité du tiers monde. Vingt-trois ans après sa fondation, le Club 2/3, est composé de milliers de jeunes qui s'engagent chaque année dans la réalisation de projets de développement de base, tel que l'eau, la santé, l'éducation, le développement communautaire et agro-alimentaire.

Afin d'atteindre ses objectifs, l'organisme a élaboré un programme éducatif centré sur des projets concrets de développement par des groupes d'élèves des écoles secondaires du Québec.

Depuis sa fondation et grâce au soutien financier de l'Agence canadienne de développement internationale, ainsi que des dons de fondations et de particuliers, l'organisme a pu réaliser 1000 projets de développement en partenariat avec des collectivités du tiers monde, totalisant ainsi plusieurs millions de dollars, en plus d'offrir des activités éducatives rejoignant annuellement près de 100000 élèves dans plus de 150 écoles.

L'EXPRESS DU MATIN

ARRÊTÉ POUR LE MEURTRE DE SA CONJOINTE

■ Un homme de 28 ans a été arrêté vendredi par la Sûreté du Québec pour le meurtre de sa conjointe, Marie-Josée Champagne, 22 ans, abattu d'un projectile d'arme à feu. Le suspect, domicilié rue Sainte-Angélique à Joliette, s'est rendu au poste de police de cette municipalité vers 2h 30, vendredi, alertant les policiers qu'il venait de retrouver sa conjointe, inanimée, dans leur logement. Interrogé d'abord comme témoin important, le suspect a par la suite été arrêté. Il devrait comparaître au palais de justice de Joliette le 17 mai prochain, pour répondre à une accusation de meurtre.

77 MINEURS ARRÊTÉS À DORION

■ Les policiers de la Sûreté du Québec de Vaudreuil ont interpellés 77 mineurs sur un total de 106 clients dans un établissement licencié de Dorion, sur le boulevard Harwood. L'opération a eu lieu vers 23 h vendredi soir. Les mineurs ont été relâchés après identification. Ils devraient comparaître par voie de sommation pour répondre des accusations relativement à la LIMBA (Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques).

HOMME DE 73 ANS INTERPELLÉ

■ Un homme de 73 ans a été interpellé par la Sûreté du Québec comme témoin important relativement au décès d'un homme de 62 ans qui a été atteint vendredi soir, vers 23h, d'un projectile d'une arme à feu de fort calibre à la hauteur du cou. Le drame, qui aurait toutes les apparences d'un meurtre, est survenu dans la résidence de la victime, située au 66 Chemin Perron à Desruisseaux, près de Mont-Laurier. L'homme de 73 ans connaissait bien la victime avec qui il entretenait un litige depuis déjà un certain temps.

PONT JACQUES-CARTIER FERMÉ

■ Le pont Jacques-Cartier sera complètement fermé aujourd'hui à la circulation entre 6 h 30 et 11 h 30. Cette fermeture est effectuée dans le cadre des festivités entourant le Festival de la santé. Les policiers de la Sûreté du Québec vont diriger les automobilistes vers des voies de contournement.

CSST: RÉACTION DE LA CSN

■ La vice-présidente de la CSN, Céline Lamontagne, a dit souhaiter que le nouveau président de la CSST, M. Pierre Shedleur, aura d'autres préoccupations que financières. «Espérons que M. Pierre Shedleur se rappellera que les lois administrés par la CSST sont des lois à portée sociale qui ont pour principal objectif de protéger les droits des travailleurs et des accidentés du travail», a-t-elle déclaré. La vice-présidente a tenu à rappeler au nouveau président de la CSST le projet de réglementation qui attend depuis plusieurs mois déjà sur la table de travail. La CSN a été informée, il y a peu, de la nomination du nouveau président de la CSST. Mme Lamontagne a déploré le fait que les organisations syndicales n'aient pas été consultées, contrairement à ce qui s'était passé en 1989.

MORTE DEPUIS 1950, SON NEVEU TOUCHAIT SA RETRAITE

■ Olive Preito, institutrice dans une école de Floride, a pris sa retraite en 1947 à l'âge de 64 ans. Dans les décennies qui ont suivi, sa retraite a décuplé puisqu'elle est passée de 50 à 500 dollars. Le seul hic, elle est morte en 1950. Son neveu de 72 ans a été arrêté jeudi: les enquêteurs l'ont filmé en train de toucher le dernier chèque d'Olive Preito. Selon la police, Lars Copenland, qui a été inculpé de vol et de faux en écriture, a indûment touché 125000$ au total. Les services sociaux ont commencé à avoir des soupçons l'année dernière lorsqu'ils ont passé en revue les retraités âgés de plus de 100 ans et qu'ils n'ont pu joindre Olive Preito au téléphone.

ADOLESCENTE EN FUGUE

■ Une jeune fille de seize ans, Céline Pérusse, est en fugue depuis le 19 avril et recherchée par le service de police de Laval. Elle a les yeux et les cheveux bruns, elle mesure 1,73 m (cinq pieds et huit pouces) et pèse 77 kilos (171 livres). Toute information peut être transmise au 662-4250.

LA RONDE EST OUVERTE

■ Mordus de manège, à vos marques! La Ronde a ouvert ses portes pour une 26e saison. Ce ne sont pas les activités qui vont manquer cet été à La Ronde. Pour cette première fin de semaine, les visiteurs pourront découvrir en primeur l'Optitron, la nouvelle attraction haute technologie de La Ronde. Ils pourront alors faire un voyage dans l'imaginaire de J Ronde pour faire un tour dans le nouveau manège Mini-Rallye et découvrir le nouveau visage de La Petite Ronde, plus pimpante que jamais.

Début demain des audiences du CRTC sur les demandes de Bell

Presse Canadienne

OTTAWA

■ La plus riche compagnie de téléphone du pays veut augmenter ses tarifs de base mais le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) prévoit examiner minutieusement les chiffres avant de prendre décision.

Bell Canada propose des hausses moyennes de 3,85 $ (ou environ 40 p. cent) pour une ligne téléphonique résidentielle simple, et de 6,50 $ (ou 25 p. cent) pour une ligne commerciale. Si le CRTC donne son accord à ces augmentations, les nouveaux tarifs entreraient en vigueur dès le 1er septembre.

Bell, qui a réalisé des profits records de 931 millions, l'an dernier, a aussi déposé une demande pour ajouter de nouveaux frais à l'assistance-annuaire, à l'installation des fils et aux appels du service d'urgence 911.

Le CRTC commence demain quatre semaines d'audiences pour soupeser le bien-fondé de la demande.

La récession

La compagnie justifie le besoin d'augmenter les tarifs de base pour la première fois depuis 10 ans par la récession et par la perte de revenus découlant de la concurrence dans le secteur de l'interurbain, qui servait à subventionner le service local.

«La hausse des taux est nécessaire afin que Bell puisse maintenir la qualité et l'étendue des services que nous offrons à nos clients», a déclaré le porte-parole de la compagnie, Susanna Cluff-Clyburne.

La société affirme que le service d'une ligne téléphonique coûte en moyenne 40 $ par mois, mais l'abonné ne débourse que 10 $ en moyenne pour le service résidentiel de base.

Des groupes de consommateurs, des lobbies du milieu des affaires et des consommateurs irrités ont dénoncé les hausses proposées. Ils disent qu'il s'agit d'une décision inopportune de la part d'un géant arrogant qui détient toujours un monopole sur le service local.

Bell dessert plus de sept millions de clients des secteurs résidentiel et commercial au Québec et en Ontario.

Unitel

Le rival Unitel, nouveau riche de l'interurbain, soutient que Bell tente de se cramponner à sa position sur le dos des consommateurs.

Le vice-président Richard Stursberg a indiqué que Bell veut augmenter les tarifs de base dans le but de diminuer les frais du service interurbain pour les entreprises.

«C'est comme Robin des Bois à l'envers, a commenté M. Stursberg. Prendre l'argent aux pauvres pour le donner aux riches.»

Bell blâme la nécessité des hausses de tarifs sur la conjoncture économique défavorable et la concurrence des revendeurs. Les revendeurs achètent des services de télécommunications en gros pour ensuite les offrir à prix réduits.

«Cela n'a rien à voir avec la présence d'Unitel dans le marché», a précisé Mme Cluff-Clyburne.

Le CRTC pourrait ratifier les augmentations de Bell, accorder des hausses moins importantes ou même exiger une réduction des tarifs en vigueur.

En mars, le conseil a rejeté une requête de Bell, qui voulait obtenir une augmentation temporaire des tarifs, en disant que des audiences publiques en bonne et due forme doivent être tenues avant que les tarifs ne soient modifiés.

À la suite de cette décision, Bell a reporté à l'année prochaine son projet d'élargir la zone d'appels locaux à Montréal, Ottawa et Toronto. Toutefois, le plan sera examiné durant les audiences du CRTC, qui se dérouleront à Hull.

On prévoit la participation d'environ 70 groupes ou individus. Le CRTC a reçu quelque 2400 lettres concernant les nouveaux tarifs proposés.

La journée de demain est réservée aux présentations informelles d'une durée de 15 minutes des individus et des associations.

Le maillage d'entreprises: une porte de sortie et une occasion de croissance

Presse Canadienne

GRANBY

■ Diminution des risques, réduction des coûts... Le maillage d'entreprises constitue une formule prometteuse pour ceux qui cherchent une réponse à ces problèmes. Mais aux compagnies condamnées par la situation économique à se spécialiser, il offre aussi une porte de sortie et de nouvelles occasions de connaître une croissance.

«Notre environnement est caractérisé par la libéralisation des marchés, la mondialisation des communications, les comportements changeants des consommateurs, l'endettement massif des gouvernements, ce qui contraint l'entreprise à la qualité — offrir à bas prix un produit et un service adaptés aux besoins particuliers de chaque client — et oblige ses dirigeants à recourir à des outils comme le maillage», indique M. Gilles Châtillon, vice-président administration et secrétaire du Cercle des chefs mailleurs du Québec.

Maillage, réseau, alliance, partenariat, coopération, voilà autant de façons de désigner ce regroupement temporaire d'entreprises de toutes tailles qui, seules, ne pourraient vaincre leurs difficultés et se développer aussi bien que si elles étaient regroupées.

«La situation économique a contraint les entreprises de toutes tailles à la spécialisation de leur vocation de base, les alliances donnent maintenant accès à des compétences nécessaires pour saisir les occasions qui se présentent», explique M. Châtillon.

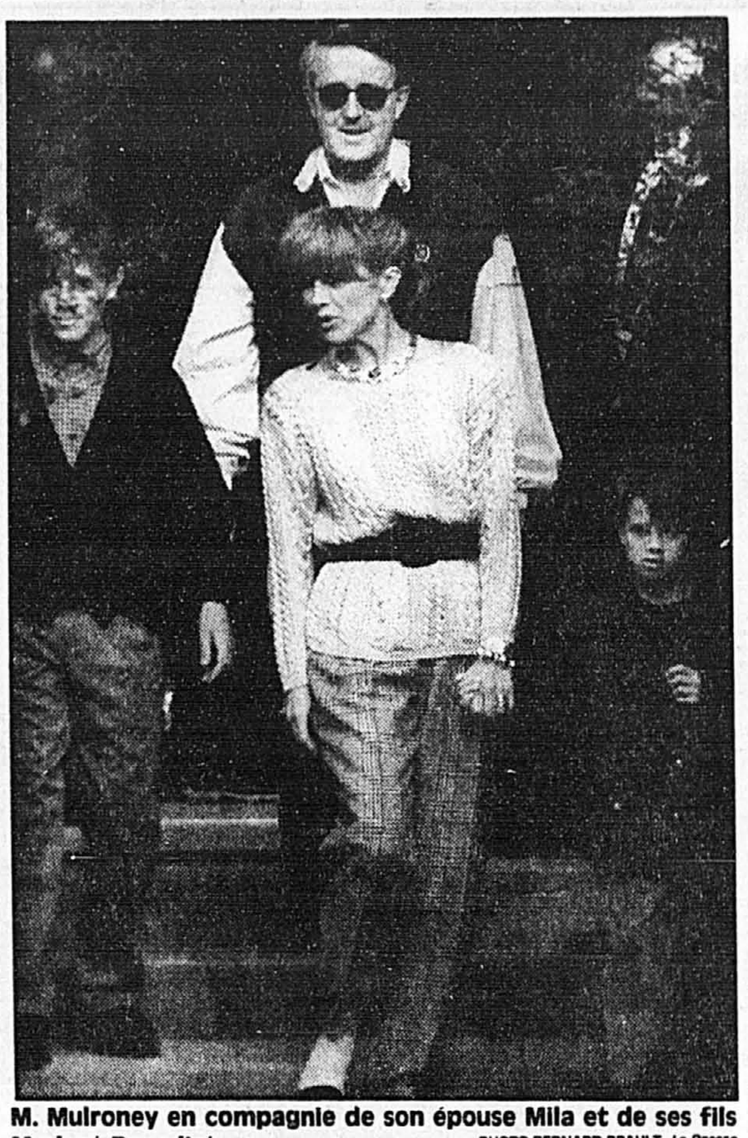
Le Japon en avance

Ce sont les Japonais qui, après leur défaite de 1945, ont donné le coup d'envoi au maillage, en en faisant le «principal cheval de leur conquête économique. Ils décident de réunir une fois pas mois les chefs des clubs qui comptent une vingtaine de membres. Chacun d'entre eux anime un club de second niveau de 20 membres également et ceux-ci un club de troisième niveau. Ils ont ainsi réussi à édifier un réseau de 8000 entreprises», explique M. Châtillon.

Et, autre caractéristique, à chaque niveau, il y a une industrie, une banque et une société commerciale. «Au plus profond du maillage japonais, il y a cette obligation pour les partenaires de se sentir en charge de l'emploi. Cette responsabilité individuelle et collective est capitale pour expliquer leur succès», ajoute M. Châtillon.

Un bon maillage, ça ne s'improvise pas. Il y a toute une série de règles à suivre: se fréquenter avant de s'embarquer ensemble dans la même galère, investir dans des ressources humaines, échanger de l'information, établir un contrat, etc. Il faut aussi être sur la même longueur d'ondes et avoir des activités qui se complètent.

«Si des entreprises qui affichent le même profil, qui fabriquent les mêmes choses décident de se mailler, ça n'ira pas bien loin», précise de son côté Andrée-Anne Chénier, professeur adjoint au département de marketing de l'Université de Sherbrooke. L'établissement d'un réseau — et il en existe toute une variété— doit, selon elle, venir des individus de la base.



M. Mulroney en compagnie de son épouse Mila et de ses fils Mark et Benedict. PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

Retour discret de Mulroney à Montréal

Presse Canadienne

■ Le premier ministre Brian Mulroney est rentré hier discrètement à Montréal, quelques heures après son retour au pays d'une tournée d'adieux qui l'aura conduit dans quatre capitales européennes, à la veille de sa retraite de la vie politique.

C'est sur une piste de l'aéroport de Saint-Hubert, en banlieue sud de la métropole, — plutôt qu'à Dorval —, que s'est posé tout doucement par cette fin d'après-midi ensoleillée le réacté des Forces canadiennes transportant le chef du gouvernement et sa suite.

Dès son arrivée à l'aéroport, M. Mulroney et les siens ont été conduits sous escorte de la Gendarmerie royale du Canada à leur nouvelle résidence de Westmount.

Dans l'entourage du premier ministre, on n'a pas caché que l'arrivée impromptue à Saint-Hubert du jet aux cocardes de l'armée de l'air canadienne visait à permettre à M. Mulroney de prendre ses distances par rapport à la presse.

On aura voulu et réussi à éviter la meute des journalistes et photographes qui ne manquent jamais de servir de comité d'accueil au chef du gouvernement en pareilles occasions.

Dans son domaine situé sur le flanc du Mont-Royal, le premier ministre s'est entretenu brièvement avec un architecte de problèmes relatifs au déclenchement répété, au cours des derniers jours, d'un système d'alarme protégeant le périmètre de la résidence cossue.

Après un bref examen des lieux la famille Mulroney a immédiatement regagné l'hôtel Ritz Carleton, refuge favori du premier ministre et des siens lors de leurs séjours montréalais.

Au cours des neuf jours précédents, M. Mulroney a pu s'entretenir avec les dirigeants de quatre pays, soit le Russe Boris Eltsine, l'Allemand Helmut Kohl, le Britannique John Major et le Français François Mitterrand.

Dure journée pour Kim et Jean

PC

OTTAWA

■ Des étudiants d'Edmonton ont fait subir un interrogatoire serré à l'aspirant à la direction du Parti conservateur (PC) Jean Charest, hier, tandis que la favorite Kim Campbell a été prise à partie par les manifestants d'un rassemblement sur la colline parlementaire, à Ottawa.

La manifestation, organisée pour dénoncer le libre-échange et le chômage, a offert une tribune à des politiciens et des manifestants qui ont attaqué Mme Campbell pour des remarques faites jeudi dernier. Durant le débat des candidats, elle a suggéré que les gens qui ne veulent pas réduire le déficit fédéral sont «ennemis des Canadiens».

Mme Campbell s'est empressée vendredi de s'excuser pour ses propos. Mais cela n'a pas empêché certains manifestants d'afficher des macarons disant: «Ennemis du Canada de Kim».

D'autres manifestants s'en sont pris à la ministre de la Défense, qui rencontrait des délégués à Toronto, pour son appui au programme d'achat d'hélicoptères EH-101 au coût de 5,8 milliards $.

Certains portaient des pancartes se lisant «Kim, Kim, tu es bien comme lui», une allusion à la principale cible du rassemblement, le premier ministre Brian Mulroney.

La dirigeante du NPD, Audrey McLaughlin, qui accompagnait les quelque 60 000 manifestants, a dit que c'était malheureux que Mme Campbell ne soit pas là pour entendre ce que les gens avaient à dire.

«Elle considère les Canadiens de la même manière que Brian Mulroney», a-t-elle déclaré.

Entretemps à Edmonton, Jean Charest, le plus jeune des candidats, a reçu un accueil houleux de la part d'étudiants participant à une conférence les enjoignant de ne pas quitter l'école. Ils ont interrompu bruyamment M. Charest lorsqu'il a dit qu'il n'est pas en faveur d'abaisser l'âge pour voter. Et un autre étudiant l'a invectivé au sujet de l'enseignement de l'histoire des noirs dans les écoles.

«Vous m'avez laisser tomber», a-t-il lancé.

Par ailleurs, M. Charest a indiqué qu'il pourrait se passer de la Loi sur les indiens et du ministère des Affaires indiennes s'il était élu.

Il a dit qu'il commencerait par déchirer la législation.

«Je voudrais la voir partir, j'aimerais voir disparaître le ministre des Affaires indiennes et du Nord. Nous avons une relation paternaliste avec les peuples autochtones qui n'a pas fonctionné, et peu importe les bons ou les mauvais coups du passé, ça n'a tout simplement pas marché.»

La Loi sur les indiens, adoptée en 1869 et amendée à plusieurs reprises depuis lors, a fait l'objet de critiques de la part des autochtones et des fonctionnaires fédéraux, qui la considèrent dépassée et répressive.

Bien qu'il avait peu de solutions à proposer pour remplacer la loi ou le ministère, M. Charest a dit que ce n'est pas un dossier qui peut se régler dans le cadre constitutionnel.

«Les changements que nous devons envisager devraient être à l'extérieur, je pense, de la formule d'amendement constitutionnel.»

Un sondage Gallup publié vendredi suggère que le ministre de l'Environnement a gagné du terrain dans l'opinion du grand public, ce qui pourrait se traduire par de nouveaux appuis parmi les délégués conservateurs, estiment des organisateurs du camp Charest.

Le sondage, effectué auprès de 1015 personnes entre les 5 et 11 mai, démontre que l'appui à Mme Campbell en tant que chef demeure inchangé depuis deux semaines et s'établit à 38 p. cent, tandis que M. Charest, à 31 p. cent, a gagné cinq points.

RÉSULTATS Loto-Québec

Loto-Québec

Lotto 6/49 — Tirage du 93-05-15

3 6 22 31 35 43

Numéro complémentaire: 7

6/6
5/6+
5/6
4/6
3/6

RÉSULTATS COMPLETS PUBLIÉS DES DEMAIN

Ventes totales:
Prochain gros lot (approx.):
Prochain tirage: 93-05-19

Extra — Tirage du 93-05-15

NUMÉROS	LOTS
908511	100 000 $
08511	1 000 $
8511	250 $
511	50 $
11	10 $
1	2 $

Banco — Tirage du 93-05-15

3	4	15	16	17
25	27	29	30	33
37	38	43	49	59
60	61	64	66	67

Prochain tirage: 93-05-16

Select 6 — Tirage du 93-05-15

6 10 22 31 39 42

Numéro complémentaire: 1

MISE-TÔT 5 9 11 35
GAGNANTS 112 — LOTS 446,40$

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00$
5/6+	1	27 123,60$
5/6	45	401,80$
4/6	1 658	50,90$
3/6	25 452	5$

Ventes totales: 997 154,00$
Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00$

T V A, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

RÉSULTATS Loto-Québec

Loto-Québec

La Mini — Tirage du 93-05-14

NUMÉROS	LOTS
319542	50 000 $
19542	5 000 $
9542	250 $
542	25 $
42	5 $
31954	1 000 $
3195	100 $
319	10 $

Provincial — Tirage du 93-05-14

NUMÉRO DÉCOMPOSABLE

NUMÉROS	LOTS
4074513	1 000 000 $
074513	5 000 $
74513	500 $
4513	100 $
513	25 $
13	5 $

La Quotidienne — Tirages du 93-05-09 au 93-05-15

	3	4
DIMANCHE	248	8334
LUNDI	527	1529
MARDI	966	6779
MERCREDI	328	6708
JEUDI	507	9941
VENDREDI	146	5634
SAMEDI	384	5905

Banco — Tirage du 93-05-14

11	12	13	14	15	21	23
34	41	43	46	49	53	54
57	58	61	63	69	70	

Prochain tirage: 93-05-15

Interplus — Tirage du 93-05-14

NUMÉROS	LOTS
261931	250 000 $
61931	2 500 $
1931	250 $
931	25 $
31	10 $

T V A, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

MBA

COOPÉRATIF À TEMPS COMPLET

CHEMINEMENT DIRECTION GÉNÉRALE

Un programme de maîtrise en administration des affaires qui forme des gestionnaires généralistes aptes à travailler dans différents milieux.

Intègre théorie et pratique.

CHEMINEMENT ENTREPRENEURSHIP

Un programme de maîtrise en administration des affaires qui forme des entrepreneurs aptes à démarrer, relancer ou acquérir une entreprise.

Intègre le développement du projet d'entreprise à la formation.

- Premier programme MBA offert au Canada en régime coopératif et encore le seul au Québec.
- Agencement par période de 4 mois, de 4 sessions d'études et de 2 stages rémunérés en milieu de travail (environ 2000 $ par mois).
- Conditions d'admission : grade universitaire de 1er cycle et au moins deux années d'expérience de travail.
- Date limite de demande d'admission en vue d'une inscription au trimestre d'automne 1993 : 31 mai.

Renseignements :
Secrétariat des maîtrises
Faculté d'administration
Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
(819) 821-7333 (téléphone)
(819) 821-8010 (télécopieur)

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
UN PAYS DE CONNAISSANCE

Veuillez me faire parvenir les documents suivants :

☐ cheminement direction générale ☐ cheminement entrepreneurship

NOM _____ TÉLÉPHONE _____

ADRESSE _____ 1

Robillard s'attaque maintenant au secondaire

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne

QUÉBEC

■ De toute évidence, la réforme de l'enseignement collégial est maintenant derrière la ministre de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation Lucienne Robillard, même si les projets de lois la consacrant n'ont pas encore été votés par l'Assemblée nationale.

Dans les propos qu'elle a tenus, au cours de la semaine dernière en Commission parlementaire de l'Éducation sur la réforme des cégeps, la ministre a clairement indiqué que dans son esprit elle en est rendue à la seconde étape d'un processus énergique visant à renouveler l'enseignement au Québec lorsqu'elle a parlé de la nécessité de s'attaquer maintenant au niveau secondaire.

«Soyez patients, nous allons terminer le collégial bientôt, a-t-elle lancé aux représentants du monde étudiant qui ont paradé devant elle. La pression est très forte sur les autres ordres d'enseignement, mais soyez certains que je vais y venir au niveau secondaire.»

Depuis l'automne dernier, rares sont les groupes qui ont participé au processus de consultation sur la réforme de l'enseignement collégial qui n'ont pas souligné à la ministre qu'il est futile de songer à améliorer rapidement les performances des étudiants du pré-universitaire si des modifications profondes ne sont pas apportées au niveau secondaire.

Gestes musclés

Il y a eu de nombreuses interventions, du milieu syndical, des entreprises et des affaires, du monde étudiant, réclamant des gestes musclés pour revaloriser le diplôme du secondaire et mieux préparer les jeunes à faire le saut au collégial.



«Il faut viser à favoriser l'effort», dit Lucienne Robillard.

C'est au chapitre des matières de base — le français et les mathématiques entre autres — que les améliorations sont attendues.

La ministre a été très claire: «Il faut viser à favoriser l'effort, la réussite et une meilleure préparation des jeunes qui choisissent le collégial.»

«Sans rejeter l'idée d'effectuer une réforme des cégeps, ont précisé les porte-parole de la Fédération étudiante collégiale du Québec, les étudiants déplorent le fait qu'une telle démarche n'est que partielle. La coalition collégiale croit que le succès d'une réforme doit passer par un examen global du système québécois. Agir dans ce sens et réformer les autres niveaux d'enseignement permettrait une plus grande harmonisation favorable à l'atteinte de l'excellence.»

Les jeunes ont fait dire à leurs représentants devant la Commission parlementaire qu'il est illusoire de penser que les lacunes dans leur formation au secondaire peuvent être corrigées une fois rendus au collégial.

C'est le cas, plus particulièrement, lorsqu'on souligne leurs faiblesses dans l'apprentissage du français.

Encore une fois, les jeunes ont exigé des examens d'entrée au collégial à ce chapitre, ce qui implique donc une meilleure qualité de l'enseignement au secondaire.

«Nous considérons nécessaire que soit évalué le niveau de français de tous les étudiants qui s'inscrivent au collégial», ont demandé les représentants des étudiants.

L'exigence d'une meilleure préparation en formation générale de base au secondaire sera d'autant plus facile à défendre par la ministre et le gouvernement, que la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) a elle-même soumis dans son mémoire devant la commission parlementaire de l'éducation qu'elle est consciente de la nécessité de mieux définir son rôle.

Harmonisations

«Il importe de rappeler que les arrimages et les harmonisations avec l'ordre secondaire vont constituer un enjeu déterminant pour le succès de cette réforme (du collégial)», a précisé la présidente de la FCSQ, Mme Diane Drouin.

«Tout projet de formation nouvelle doit prendre appui sur la formation antérieure», a-t-elle ajouté.

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) a lui aussi défendu cette thèse.

«Nous sommes favorables à la proposition selon laquelle une liste de formations acquises au secondaire, a expliqué le président Ghislain Dufour, sera constituée pour permettre de mieux définir les complémentarités entre les deux niveaux de formation.»

Lorsque la ministre de l'Éducation s'attaquera au niveau secondaire, le consensus sera d'autant plus facile à réaliser que même la CSN, dans son mémoire, a parlé d'établir plus clairement «des passerelles facilitant le passage d'un niveau à l'autre».

Trois conseils pour bien élever vos enfants

SUZANNE DANSEREAU
de la Presse Canadienne

TORONTO

■ La meilleure façon d'élever ses enfants dans les années 90 est encore de leur inculquer de la discipline, de les respecter et de leur donner des valeurs spirituelles.

Voilà l'opinion qu'a livrée hier le célèbre pédiatre américain, le Dr Benjamin Spock, lors d'une conférence à l'université de Toronto.

«Le problème le plus courant à l'heure actuelle est celui-ci: les parents ont peur de se montrer fermes avec leurs enfants. Ils manquent de confiance», a-t-il estimé.

«Faites-vous confiance, vous en savez plus que vous ne le croyez».

«Les enfants ne veulent pas de parents mous. Ils ont besoin de clarté et de leadership», a-t-il ajouté.

Certaines personnes pensent qu'elles ont le choix entre gâter leurs enfants ou les chicaner, déplore le Dr Spock. «C'est faux. Vous pouvez être à la fois très ferme comme parent et très agréable comme personne».

«Il ne faut pas les réprimander: il faut leur montrer la solution».

Le célèbre pédiatre, maintenant âgé de 90 ans, est en tournée pour la promotion de son nouveau manuscrit, intitulé «Un monde meilleur pour nos enfants», qui sera publié l'an prochain.

Violence

Devant un auditoire de 200 personnes — composé d'étudiants et de parents — le Dr Spock a énuméré les problèmes que pose la société actuelle pour les familles: violence à la télévision, divorce, drogue et suicide des jeunes.

Sur la violence, il dit ceci: «elle nous rend insensible». Sur le divorce, il suggère: «n'hésitez pas à consulter un psychologue avant de choisir la séparation. La moitié des gens divorcés disent après coup qu'ils auraient dû essayer davantage de faire fonctionner le mariage». Et sur le suicide des jeunes, il commente: «C'est effarant, les chiffres ont quadruplé en 20 ans».

Selon le Dr Spock, la meilleure façon d'éviter le désespoir des jeunes est de leur fournir des modèles et de leur enseigner des valeurs spirituelles.

«Le désespoir des jeunes, c'est qu'on ne leur montre pas à croire en quelque chose (...) La société est trop matérialiste et on oublie les valeurs spirituelles (...) Même dans l'éducation sexuelle, il faut montrer aux enfants que le sexe n'est pas seulement physique, mais qu'il s'agit aussi d'une union spirituelle entre deux personnes».

Enfin, le Dr Spock demande aux gouvernements d'améliorer leurs sytèmes de garderies et leurs écoles. «Nous avons besoin de davantage de garderies et d'écoles de haute qualité», a-t-il dit hier.

Macrobiotique

Le Dr Spock célèbrait la semaine dernière son 90ème anniversaire de naissance. Son épouse, Mary Morgan, qui l'accompagne dans toutes ses conférences, a révélé hier la recette de sa longévité.

«Tous les matins, après le lever, nous faisons 20 minutes de méditation transcendantale, puis 30 minutes d'exercices de yoga. Ensuite nous nous donnons des massages shiatsu avec les pieds — c'est-à-dire que je marche sur son dos et vice-versa. Et tous les jours nous faisons de la natation».

Mme Morgan a également indiqué que son mari et elle ne consommaient que des aliments macrobiotiques.



Nathalie Petrowski

Si Saul savait...

L'écrivain Saul Bellow est né dans la ville de Lachine le 10 juin 1915. Dans les dictionnaires, on le qualifie pourtant d'écrivain américain né par accident au Canada. À côté de son illustre nom, Lachine est inscrit entre parenthèses comme une coquille qui se serait glissée par inadvertance chez l'imprimeur.

Cela n'empêche pas le Prix Nobel de littérature de 1976 de garder le Lachine de son enfance enfoui dans un coin de son coeur. Au milieu des années 80, l'écrivain a gentiment accepté de prêter son nom à la bibliothèque municipale. En plein mois de juin, le jour-même de son anniversaire, l'écrivain, pourtant peu porté sur les mondanités, a quitté sa résidence d'été quelque part en Amérique pour les mornes trottoirs bétonnés de Lachine où l'attendaient le ruban rouge du maire Décary, ainsi qu'une litanie de discours officiels qu'il a écoutés poliment avant d'inaugurer la célèbre bibliothèque Saul Bellow réunissant sur une même tablette les quelque quarante titres de son imposante oeuvre.

Je me demande bien ce que Saul Bellow dirait aujourd'hui s'il savait que la bibliothèque qu'il a bénie de sa présence envoie en prison les gens qui ne remettent pas leurs livres à temps. Je me demande ce qu'il penserait du nouveau maire de Lachine pour qui tout est affaire de loi, de droit et de procédures. Je me demande s'il se prendrait d'affection pour Suzanne Poirier, étudiante en psychologie sociale et tête de cochon aguerrie, qui a eu le malheur, un jour, d'emprunter trois livres dont un de Saul Bellow ironiquement intitulé *La journée s'est-elle bien passée?* et d'oublier de les remettre. Rirait-il jaune en apprenant qu'elle se retrouve aujourd'hui devant un châtiment digne d'une criminelle de grands chemins?

Sans connaître l'écrivain plus qu'il ne faut, je me permets d'avancer l'hypothèse qu'une telle histoire l'aurait fasciné. Elle l'aurait probablement inspiré pour un roman. Saul Bellow adore les histoires insolites et anodines qui ont le don de révéler les petites ironies de la vie et les vastes absurdités du contrat social. La justice n'a pas de secret pour lui. Il sait que son théâtre est parfois une farce et ses acteurs, de joyeux bouffons.

N'étaient-ils pas un bataillon d'avocats le jour de son Nobel, à tendre la main au nom de ses quatre ex-femmes, pour encaisser à sa place le gros chèque de sa consécration? L'histoire absurde de Suzanne Poirier serait l'occasion rêvée pour l'écrivain de revenir à Lachine et de visiter la bibliothèque où des préposées, exclusivement féminines, vont et viennent presque sur la pointe des pieds. Saul noterait l'air contrit d'un abonné venu rapporter ses livres en spécifiant sur un ton coupable qu'aujourd'hui était le dernier jour du prêt. Il entendrait la préposée lui chuchoter avec commisération qu'il n'a pas à s'inquiéter. Après tout, ce ne sont pas tous les abonnés qui sont fautifs, seulement ceux qui ne respectent pas le règlement.

À force de traîner dans les parages, Saul Bellow découvrirait que cette histoire n'aurait pas pu voir le jour trois ans plus tôt. À cette époque-là, la bibliothèque de Lachine fonctionnait dans le plus grand flou artistique. Il n'y avait pas encore de système informatique et aucun moyen de contrôler les allées et venues de la clientèle. Des amendes de 5 sous étaient imposées pour chaque jour de retard, mais personne ne les respectait. Les livres revenaient, ne revenaient pas, mais cela ne changeait rien au cours des choses ni au désordre de leur disposition. Du jour au lendemain tout bascula. Les ordinateurs firent leur entrée triomphale dans la bibliothèque coulée dans le béton drabe entre les maisons de vieux et les grandes surfaces, et le flou artistique fut écrasé au nom de la rationalisation des données.

Non seulement la bibliothèque devint-elle une forteresse douanière mais ses contrôles serrés, une mine d'or pour les caisses municipales. Du jour au lendemain, les livres devinrent des 'documents' et les abonnés des contrevenants extrêmement rentables. Désormais, il en coûterait un dollar par jour de retard, plus dix dollars de frais d'administration. Au bout de deux semaines de retard, un abonné distrait ayant négligé de remettre ses trois livres, se retrouverait avec une facture de 55$. Multipliez ce montant par 500 retardaires sur 7 000 abonnés et vous vous retrouvez avec 27 500$ de plus dans les caisses municipales chaque année.

* * *

Au début, le système marcha rondement. Les abonnés, étroitement surveillés par l'ordinateur, rapportaient leurs livres avec la ponctualité des trains suisses. Les autres payaient docilement leurs amendes. Plus ils se sentaient coupables, plus vite ils payaient, leur humiliation exacerbée par l'oeil réprobateur de l'ordinateur.

Suzanne Poirier, elle, n'avait rien à se reprocher même si elle s'y connaît mieux que quiconque en matière de culpabilité. Il y a dix ans, elle a écopé d'une peine de 23 mois pour vol qualifié. Une erreur de jeunesse. Suzanne Poirier a payé ses dettes à la société et voulu tourner la page. Elle est retournée aux études, s'est mise à lire du Saul Bellow et à se renseigner sur Saint-Thomas d'Aquin. Elle s'est même mise à fréquenter la bibliothèque du coin, preuve irréfutable de sa réhabilitation. Sauf que, mettez-vous à sa place. Quand on a été puni pour avoir péché, on accepte mal ensuite d'être condamné sans aucune raison. On se demande à quoi sert l'honnêteté. On pense à tous les innocents qui ont plié l'échine, fermé leur gueule et acheté la paix à prix fort. On se dit que le crime est finalement plus payant. Si Suzanne Poirier avait volé le livre de Saul Bellow, elle aurait écopé d'une amende de 100$.

À défaut de payer l'amende, le juge lui aurait donné deux jours de prison. Voler c'est enfreindre la loi et poser un geste criminel. Mais quel est le crime quand le livre est emprunté et le retard accidentel? Quel mal y a-t-il à faire durer le plaisir d'une lecture et à prolonger le séjour d'un écrivain chez soi?

Les rayons des bibliothèques ne devraient-ils pas être vides et les maires des villes modernes heureux de savoir que leurs citoyens savent encore lire. Ne comprennent-ils pas qu'à force de contrôles, d'amendes et de procédures, ils vont tout simplement dégoûter les gens de la lecture? Si Saul Bellow savait tout cela, je ne crois pas qu'il reviendrait à Lachine. Je crois qu'il rayerait la ville de son coeur et la bibliothèque de sa mémoire. Je crois qu'il se demanderait à quoi bon écrire quand les livres ne sont plus des fenêtres ouvertes sur le monde mais les tristes meurtrières d'une prison.

Collision inusitée

AP

BAYONNE

■ Un accident peu ordinaire a eu lieu, hier matin, sur l'aérodrome de Laloubère (Hautes-Pyrénées) où un avion de tourisme a percuté un cycliste qui se promenait sur un chemin en bout de piste. L'accident s'est produit peu avant huit heures, a précisé la gendarmerie locale. L'avion s'apprêtait à décoller lorsqu'il a touché le cycliste. Ce dernier, grièvement blessé, a été transporté à l'hôpital de Tarbes.

PIANOS • PIANOS
YOUNG CHANG
ET
Bouthillier Musique
ANNONCENT LEUR
JUSQU'À 50% DE RABAIS
SOLDE D'ENTREPÔT
✓ MODÈLES VARIÉS — RETOURS DE LOCATION
✓ MODÈLES DE DÉMONSTRATION — MODÈLES QUI NE SONT PLUS FABRIQUÉS
✓ ACHETEZ DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER ET ÉCONOMISEZ
✓ LA REVUE *CONSUMER'S DIGEST* LE CLASSE «MEILLEUR ACHAT»
✓ LA REVUE *TEST ACHATS D'EUROPE* LE CONSIDÈRE AUSSI COMME MEILLEUR ACHAT
✓ UN PIANO TOUT FAIT DE BOIS CANADIEN
✓ GARANTIE DE 12 ANS DU MANUFACTURIER SUR PIÈCES ET MAIN-D'OEUVRE
LOCATION: 36 mois 50,17$ 48 mois 39,95$ *Taxes en sus.*
NOUVEAU CLAVIER ÉLECTRONIQUE
PIANOS D'OCCASION À PRIX TRÈS AVANTAGEUX
LINDSAY 650$
REMINGTON 650$
PETIT 1 150$
YAMAHA UI 3 950$
BALDWIN/HAMILTON 2 950$
PIANOS À QUEUE
MASON RISCH 2 695$
KNABE 3 695$
YAMAHA 7 900$
STEINWAY 14 250$
VASTE CHOIX DE PIANOS D'OCCASION
BALDWIN — HEINZMAN — MASON RISCH — WILLIS — STEINWAY
4 jours seulement: 13 et 14 mai: 10 à 21 h, 15 et 16 mai: 9 h à 17 h
BOUL. MÉTROPOLITAIN (AUT. 40)
RUE JEAN-TALON
RUE BÉLAIR
3338
BOUL. ST-MICHEL
BOUL. PIE-IX
NORD
UN SEUL ENDROIT:
3338, RUE BÉLAIR, MONTRÉAL
Tél.: 722-8741 — 983-3280

Le Monde

La Presse

A 6 LA PRESSE, MONTRÉAL, DIMANCHE 16 MAI 1993

Référendum: le non attendu des Serbes de Bosnie



PHOTO REUTER

Des soldats serbes bosniaques attendent leur tour de voter dans un bureau de scrutin de Pale, en Bosnie.

d'après AFP et Reuter

PALE, Bosnie

Les Serbes de Bosnie devaient se prononcer hier et aujourd'hui sur le plan de paix Vance-Owen, un document que leur «parlement» a déjà rejeté. On s'attend à ce que le «non» soit tout aussi massif au niveau de l'électorat de base qu'à celui des députés.

À ce sujet, le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a déclaré hier soir que les Serbes bosniaques «ne vont pas accepter le plan Vance-Owen». «Si l'Occident veut nous l'imposer, qu'il l'impose, nous ne l'accepterons pas», a ajouté M. Karadzic dans une interview en direct de Pale (nord de Sarajevo) à la chaine de télévision grecque privée Antenna.«La communauté internationale doit respecter notre droit à l'indépendance comme elle l'a fait avec les Croates et les Slovènes, elle doit maintenant le faire avec les Serbes de Bosnie», a dit M. Karatzic.

Pour le leader serbe bosniaque, la Bosnie, qui «n'a jamais été un État», doit devenir «une confédération comprenant les trois nationalités mulsulmane, croate et serbe». Il a affirmé que les Serbes bosniaques soutenaient «la chrétienté contre les islamistes» et qu'ils voulaient «stopper l'extrêmisme islamique».

M. Karadzic a déclaré qu'il comprenait les dirigeants serbes, les présidents Slobodan Milosevic et Dobica Cosic, qui sont «contraints et poussés» par les occidentaux. Il a affirmé par ailleurs que les serbes bosniaques «avaient commis le moins d'atrocités car les Serbes de Bosnie disposent d'une très bonne direction». Les atrocités «ont été commises par des personnes isolées, pas par notre armée organisée», a-t-il dit.

Deux questions sont posées aux électeurs. On leur demande dans un premier temps d'accepter ou de rejeter le plan des médiateurs internationaux Cyrus Vance et David Owen, qui prévoit la partition de la Bosnie en dix provinces relativement autonomes et la rétrocession par les Serbo-bosniaques du tiers environ des territoires conquis. L'électeur est également invité à dire si la République auto-proclamée serbe de Bosnie a le droit de s'unir à la Serbie proprement dite et aux autres enclaves serbes en Bosnie et en Croatie.

Les diplomates occidentaux soulignent que l'électeur n'a le plus souvent d'autre connaissance du plan Vance-Owen que celle qui lui en donnent ses dirigeants. Le chef des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic a déclaré qu'il demanderait à Mikhail Gorbatchev de rédiger un nouveau plan de paix pour la Bosnie si la population serbe de la région rejettait le plan Vance-Owen.

«Si le plan Vance-Owen première version est mort, passons à Vance-Owen deuxième version. Si l'Ouest veut réussir, il doit prendre en compte la volonté de la population serbe», a-t-il déclaré aux journalistes après avoir voté dans le bastion serbe de Pale. Radovan Karadzic a refusé de dire quel avait été son choix. «C'est un vote secret», a-t-il dit.

Au moins à Pale, le taux de participation au scrutin semblait élevé. Les responsables du bureau de vote installé à l'hôtel Panorama déclaraient que près de 60 personnes avaient voté dès le premier quart d'heure. À Rakovac, une localité sise dans les montagnes de la Romanija, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Sarajevo, café et slivovitz — un alcool de prune — accueillent l'électeur. Là comme ailleurs, à en juger par les commentaires d'autochtones dont beaucoup ont des proches sur le front, le «non» devrait l'emporter sans conteste. Rakovac resterait serbe si l'on appliquait le plan Vance-Owen mais sur place l'on n'a nulle envie d'être entouré «d'ennemis».

Les organisateurs du référendum ont précisé que 730 000 personnes environ étaient habilitées à voter. Les résultats du scrutin sont attendus mercredi.



PHOTO REUTER

Un militaire pleure la mort de son frère.

▶ REPÈRES

Le général Routskoï prépare sa revanche

PAOLA MESSANA
AFP
MOSCOU

■ Le général Alexandre Routskoï est toujours formellement vice-président de la Fédération de Russie, mais il est aujourd'hui sans affectation et prépare sa revanche avec un objectif déclaré: la présidence russe, à la tête d'une vaste coalition qui arrêterait l'avancée de la «dictature» eltsinienne.



Le feuilleton de cette situation à la limite de l'absurde, où le président et le vice-président du plus grand pays du monde sont devenus des ennemis jurés et ne s'adressent plus la parole, s'est enrichi cette semaine de deux nouveaux épisodes. Désormais, le général ne pourra plus recevoir de lettres de créances des nouveaux ambassadeurs étrangers, et son personnel de service a été réduit de 51 à 6 personnes. «De toute façon, ils n'ont plus qu'à porter sa traine», a ironisé un haut-fonctionnaire sous couvert de l'anonymat.

Alexandre Routskoï, 46 ans, ancien «héros» de la guerre d'Afghanistan élu au suffrage universel sur le même «ticket» réformateur que Boris Eltsine, est impossible à limoger. Le président russe l'avait choisi en 1991 en raison de ses liens présumés avec l'armée et avec les communistes réformateurs, un choix qu'il a souvent regretté par la suite, le général moustachu — qui porte rarement l'uniforme — ayant aussitôt opté pour les thèses nationalistes et conservatrices avant de devenir récemment le porte-drapeau et l'espoir de l'opposition.

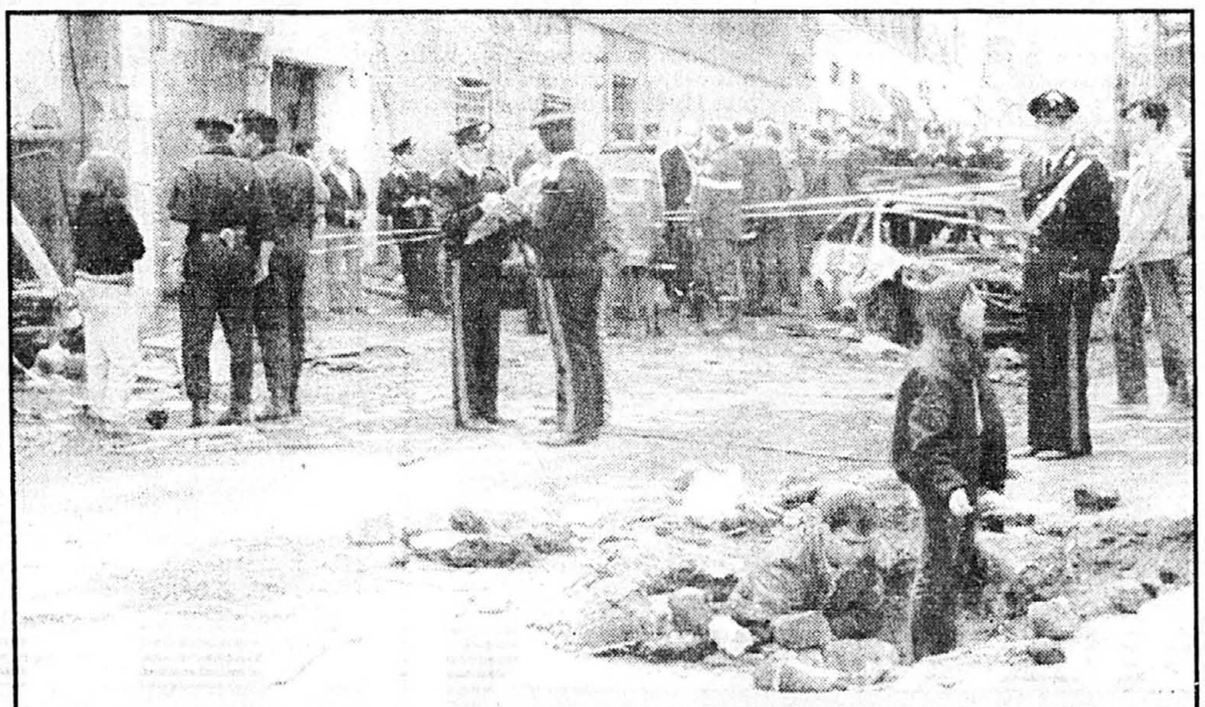
Depuis sa «rupture» définitive avec le président, lorsque M. Eltsine avait tenté en mars d'instaurer l'administration présidentielle en Russie, le général Routskoï a été successivement dessaisi des dossiers dont il avait la charge, l'agriculture et la lutte contre la corruption. La disgrâce s'est accompagnée de brimades, et il a été privé de ses voitures de marque étrangère et de presque tous ses gardes du corps. «Il avait beaucoup trop de Mercedes», a commenté le porte-parole de la présidence.

Mais, malgré plusieurs interventions de la présidence, le général refuse de quitter son poste de vice-président, qui en fait le successeur automatique de Boris Eltsine en cas d'incapacité de ce dernier. Pis, le vice-président se forge une image de «président parallèle». On l'a vu le 9 mai déposer une gerbe sur la tombe du Soldat Inconnu, peu après que le président eut quitté l'endroit. Et vendredi soir, les rédactions ont reçu sa dernière «déclaration» datée du Kremlin et frappée d'un sceau portant la faucille et le marteau de la «République fédérée socialiste soviétique de Russie». Dans ce message daté du 14 mai, le général rappelle à ceux qui seraient tentés de les oublier les «liens d'amitié historiques entre Serbes et Russes».

Fort de sa popularité croissante, en dépit de ses piètres talents d'orateur, Alexandre Routskoï n'hésite plus à enfreindre le devoir de réserve attendu de sa fonction. «Dictature», «pseudo-constitution», «nouveau tsar», ou «régime pire que celui de Pinochet» l'ancien général-dictateur du Chili, les mots ne sont jamais trop forts pour qualifier l'équipe du président Eltsine. Contre laquelle il assure détenir «onze valises de preuves» accablantes de corruption.

Si l'intelligentsia redoute cet homme qui a été à l'origine de l'une des premières erreurs de Boris Eltsine - l'instauration de l'état d'urgence, ensuite annulé, en Tchétchénie en novembre 1991 -, son message passe en revanche dans le peuple, sensible aux évocations de grandeur perdue et de moralisation nécessaire de la vie publique.

Co-président de la coalition centriste de l'Union civile, le général a d'ores et déjà annoncé son intention de forger une force d'opposition puissante à Boris Eltsine et à son équipe réformatrice, dans le but de remporter à court terme des élections législatives et présidentielle. Et l'ancien pilote sait résister. Les démocrates honnis «ne peuvent pas comprendre ce que signifie attaquer en piqué malgré les tirs de la défense anti-aérienne. Je l'ai fait souvent, et j'ai 538 vols de combat à mon actif. Il ne faut pas l'oublier», avertit le général.



Explosion d'une bombe à Rome

Des policiers et des experts en explosifs fouillent les débris laissés par l'explosion d'une bombe survenue hier à Rome. La déflagration a blessé 23 personnes et fortement endommagé un immeuble domiciliaire.

PHOTO AP

L'ONU évacue les familles de son personnel au Cambodge

d'après AFP

PHNOM PENH

L'ONU a commencé à évacuer de Phnom Penh hier les familles des personnels de ses agences civiles par crainte d'actions terroristes dans la capitale cambodgienne à une semaine des élections.

Cette crainte, partagée par nombre de résidents de Phnom Penh, pourrait être renforcée par la mort d'un caporal uruguayen tué dans la nuit de vendredi dans une rue à proximité du quartier général de l'APRONUC, dans le centre de la ville. Le caporal Daniel Bustamente Rios, 34 ans, a été trouvé au milieu d'une mare de son sang vers deux heures du matin blessé par balles à la jambe et dans le dos. Il est mort peu après.

C'est le deuxième membre de l'APRONUC à être tué à Phnom Penh après un Bangladeshi tué en mars alors qu'il ne s'était pas arrêté à un barrage de contrôle de l'armée de Phnom Penh dans le centre de la ville. La raison de l'assassinat du sergent Bustamente n'a pas encore pu être éclaircie, a précisé un porte-parole de l'APRONUC.

C'est le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros Ghali qui, dans une directive de New York, a ordonné l'évacuation des membres des familles des agences de l'ONU. Le départ de 60 enfants et 58 femmes a débuté hier. Sept agences de l'ONU sont concernées dont le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UNESCO.

Le porte-parole a confirmé par ailleurs que deux Hongrois qui appartenaient à la police civile de l'ONU dans la province de Kompong Cham (est du pays) avaient abandonné leurs postes pour regagner leur pays au début du mois. Un «Civpol» suédois basé dans la province de Sisophon (nord-ouest) a fait la même chose il y a quelques jours, a précisé le porte-parole. Les «Civpol» ne sont pas armés.

Si la situation semble pour le moment calme dans le pays, la tension monte de plus en plus à une semaine du scrutin qui doit durer jusqu'au 28 mai. Nombreux sont les officiels de l'ONU ou du régime de Phnom Penh qui s'attendent à des actions des Khmers rouges avant ou au premier jour du scrutin. Les Khmers rouges, qui ont abandonné le plan de paix en juin dernier, ont annoncé qu'ils rejetaient par avance le résultat des élections auxquelles ils ne participent pas et dont ils ont demandé l'annulation.

Dans la capitale, les rues se vident désormais dès les premières heures de la nuit, alors que la police civile de l'APRONUC effectue de rares patrouilles et que l'armée de Phnom Penh garde certains points stratégiques.

Ronald Reagan dénonce l'abandon de la «Guerre des Étoiles»

d'après AFP

WASHINGTON

Ronald Reagan a dénoncé hier l'abandon par la nouvelle administration démocrate de l'Initative de Défense stratégique, le programme de «Guerre des étoiles» qu'il avait lancé il y a 10 ans.

«Si nous pouvons protéger l'Amérique des attaques de missiles avec un bouclier défensif, nous devons le faire par tous les moyens», a affirmé M. Reagan, qui s'exprimait à l'Université militaire de Caroline du Sud, à Charleston. «Si la nouvelle administration à Washington pense que nous ne courons plus aucun risque, ils doivent ouvrir les yeux et regarder sérieusement le monde autour d'eux», a poursuivi l'ancien président républicain.

Jeudi, le secrétaire à la Défense, Les Aspin, avait enterré l'IDS en affirmant que ce programme, qualifié de «massif», n'était plus adapté au monde de l'après-guerre froide. Cela ne signifie pas l'abandon du système de défense anti-missiles américain, avait précisé M. Aspin, mais une réorganisation tenant compte de la disparition de la menace nucléaire soviétique et de l'émergence de menaces régionales.

Par ailleurs, le président Bill Clinton devrait décider la reprise des essais nucléaires américains d'ici la fin de l'année, alors que le moratoire de neuf mois sur les essais nucléaires décidé par le Congrès expire le 1er juillet, a indiqué hier le New York Times.

Selon le quotidien, citant des responsables de l'administration parlant sous couvert de l'anonymat, M. Clinton devrait insister dans le même temps sur sa volonté d'aboutir à un arrêt des tests en 1996. Vendredi soir, le président américain avait réuni à la Maison Blanche ses principaux conseillers en matière de défense pour définir une politique sur les essais nucléaires. Le secrétaire d'État Warren Christopher, le secrétaire à la Défense Les Aspin, le secrétaire à l'Énergie Hazel O'Leary, le chef d'état-major inter-armes, le général Colin Powell, et le directeur de la CIA James Woolsey, participaient à la réunion.

Selon des sources gouvernementales parlant sous le couvert de l'anonymat, ils ne sont pas parvenus à une position commune. Le Pentagone et les agences chargées de la sécurité nationale sont pour une reprise des essais afin de maintenir le niveau minimum d'expertise scientifique nécessaire à la sécurité et à la fiabilité de l'arsenal nucléaire, rappelle le New York Times.

Mais d'autres responsables soulignent qu'une reprise des tests américains pourrait entrainer une décision similaire de la Russie et de la France, et rendrait plus difficile pour les puissances nucléaires de convaincre d'autres pays de renoncer à leurs ambitions nucléaires. Après la Russie et la France, le Congrès américain avait imposé en septembre 1992 un moratoire de neuf mois sur les essais nucléaires.

L'apartheid a un nouvel homme fort

d'après Reuter et AFP

PRETORIA

Ferdi Hartzenberg a été élu à l'unanimité hier chef du Parti conservateur sud-africain en remplacement d'Andries Treurnicht, décédé d'une crise cardiaque le mois dernier.

Dès son élection, par acclamation, Hartzenberg s'est engagé à poursuivre le combat en faveur de l'auto-détermination des Afrikaners. «Nous sommes prêts à négocier pour notre avenir, pas pour nos obsèques», a-t-il lancé aux 600 membres du parti présents à un congrès spécial. «Sans auto-détermination il n'y aura pas de paix», a ajouté Hartzenberg qui, avec Treurnicht, a formé le parti il y a 11 ans à l'occasion d'une scission du Parti national. «Le président Frederik de Klerk est peut-être prêt à servir sous Nelson Mandela, mais pas nous», a-t-il poursuivi sous les acclamations.

Le parti conservateur est le plus important des groupes de droite qui ont formé un front dirigé par quatre anciens généraux. Hartzenberg est considéré comme beaucoup plus à droite encore que son prédécesseur, pourtant surnommé «Dr No». Personnage haut en couleur, arborant une moustache en forme de cornes de taureau, il est né en 1936 dans une ferme de la localité de Sannieshoff, au Transvaal.

Agronome de formation, il a été ministre de l'Éducation noire dans les années 80, se signalant alors par son refus de débloquer des fonds pour financer les réparations d'écoles incendiées au cours d'émeutes. Il estime que l'Afrique du Sud connaitra le sort de l'Angola si les Blancs remettent le pouvoir à l'ANC.

Violents combats à Gaza

d'après AFP

GAZA

Plus de soixante Palestiniens ont été blessés hier par des tirs de l'armée israélienne et trois militaires ont été atteints par l'explosion d'une grenade dans la bande de Gaza occupée, selon des sources palestiniennes et israéliennes.

Par ailleurs, un Palestinien soupçonné de collaborer avec Israël a été assassiné par des hommes masqués dans un camp de réfugiés.

Cinquante-sept Palestiniens ont été blessés par balles lors de la dispersion d'un rassemblement au domicile d'un Palestinien tué à Jabalia et de manifestations violentes à l'occasion du 45ème anniversaire de la création de l'État d'Israël.

Dix organisations palestiniennes hostiles au processus de paix avaient appelé à une grève générale hier à cette occasion, qui a été massivement suivie dans la bande de Gaza et dans la plupart des agglomérations de Cisjordanie occupée.

Les heurts les plus violents se sont produits à Jabalia après la levée d'un couvre-feu de trois jours.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHÈQUES

A AI)ERE , 2e, balance vente, notaire Laberge jour, soir 729-4332

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A' VENDRE, mini-golf à être relocalisé, prix à discuter. 484-6816.

A 9,95 $ le 1000, cartes d'affaires, couleur, circulaires. 593-1763.

☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆

CONCESSIONNAIRE HYUNDAI de la rive nord recherce associé(e) ou acheteur(euse). Pour info contacter Rock Péthel au 877-3115.

☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆

GOUVERNEMENT, prêts et subventions, petites entreprises nouvelles/existantes, 728-0594 local 74.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

INVESTISSEURS, pour franchise resto-pub très rentable, 747-4687.

714 FRANCHISES

ACCESSIBLE A TOUT LE MONDE "NOUVELLES PROFESSIONS" A DOMICILE OU A NOS BUREAUX Etablissez votre propre cabinet de RÉALTOLOGUE ou PROSPOLOGUE. Projection d'ouvertures de 2000 cabinets en Amérique du Nord. Appelez: (514) 875-8081.

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

DIVORCE à l'amiable, aide, accord par notaire, jour, soir 729-4331.

718 ARGENT DEMANDÉ

Al besoin argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4332.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS.
285-7111
INTERURBAIN SANS FRAIS
1-800-361-5013
ANNONCES ENCADRÉES
285-7000

Le Monde

Maastricht-2: les Danois voteraient «oui», sans entrain

d'après AFP et Reuter

COPENHAGUE

■ À trois jours du référendum sur le traité de Maastricht, les efforts déployés par les partis danois pour animer la campagne semblent laisser de marbre une population, qui s'y l'on en croit les sondages, est maintenant majoritairement acquise au traité.

Les sept principaux partis danois appellent à voter en faveur de l'Union économique et monétaire et mettent en avant les concessions obtenues par le Danemark. Le camp anti-Maastricht est constitué de l'alliance contre nature de petits mouvements de gauche et du Parti du progrès à l'extrême-droite de l'échiquier politique. Leur discours s'appuie sur la crainte d'une perte de souveraineté du pays au profit des technocrates bruxellois.

D'après un sondage Gallup publié hier par le quotidien *Berlingske Tidende,* le «oui» à Maastricht l'emporte avec 49 p. cent des intentions de vote, contre 32 p. cent de «non» et 19 p. cent d'indécis. Le «oui» a recueilli entre 50 p. cent et 48 p. cent des intentions de vote dans les sondages quotidiens menés par Gallup depuis le 11 mai alors que le «non» oscillait entre 32 p. cent et 33 p. cent.

Mais alors que l'Europe entière à les yeux tournés sur le Danemark, la campagne n'a pas déclenché l'enthousiasme des électeurs qui reconnaissent n'avoir suivi que de très loin les débats politiques. Seuls 4 p. cent d'entre eux se sont déplacés à un meeting et 13 p. cent ont régulièrement suivi les émissions télévisées sur le sujet, d'après un autre sondage Gallup rendu public jeudi.

Les personalités politiques favorables à Maastricht ont tenté de raviver l'intérêt des électeurs à grand renfort de pintes de bière vendredi dans la péninsule du Jütland. À la première page du *Berlingske Tidende,* on peut voir le député libéral Eva Kjer Gammelgaard servant la bière pression dans un café. «Il est absolument faux que les électeurs sont indifférents au vote», a-t-elle déclaré après plusieurs tournées. Le premier ministre social-démocrate, Poul Nyrup Rasmussen, a également payé de sa personne hier soir en exécutant un duo au piano avec le maire de Kolding.

Les partisans du Non ont organisé de leur côté un meeting hier soir sur l'une des plus hautes montagnes du pays, le Himmelbjerget, qui culmine à 170 mètres. Leur manifestation dans le centre de Copenhague hier n'a réuni qu'une trentaine de sympathisants largement dépassés par les journalistes et photographes chargés de couvrir l'événement.

Par ailleurs, la Coordination des verts européens a appellé hier dans un communiqué les Danois à rejeter le traité qu'ils qualifient de «profondément anti-écologique». Le mouvement regroupe 26 partis écologiques disséminés dans 22 pays. En juin 1992, les Danois avaient voté contre le traité d'Union économique et monétaire dans une proportion de 50,7 p. cent pour, 49,3 p. cent contre. Le pays a depuis lors obtenu de nombreuses concessions concernant la monnaie commune, la défense et la police.

L'Arabie Saoudite: un pays qui respecte les droits de l'homme?

d'après AFP

RYAD

■ Le ministre saoudien de l'Intérieur, Nayef Ben Abdel Aziz, a affirmé qu'il n'existait aucun prisonnier politique en Arabie Saoudite, dans une interview à une télévision arabe basée à Londres, et reproduite hier par l'agence saoudienne SPA.

«Nous respectons les droits de l'homme dans le royaume beaucoup plus qu'ailleurs, nous n'agressons personne et n'acceptons pas que quiconque soit humilié par le pouvoir ou autre», a déclaré le prince Nayef à la télévision MBC, en soulignant que les «prisonniers politiques n'existent pas chez nous».

Il répondait ainsi à un Comité saoudien pour la défense des droits de l'homme. Récemment créé par sept intellectuels saoudiens en Arabie Saoudite puis interdit par les autorités, ce comité s'est donné pour objectif de lutter contre «l'injustice et l'oppression» dans le royaume. Un membre du comité, Mohamed Al-Masaari, a été arrêté hier à Ryad par les forces de sécurité, a annoncé son père.

Par ailleurs, l'ambassade américaine à Ryad enquêtera sur les informations faisant état du «licenciement» de sept Saoudiens qui avaient organisé le premier comité des droits de l'homme en Arabie saoudite, a annoncé le département d'État. Le département a cependant assuré que les États-Unis «ne s'ingèrent d'aucune manière dans les affaires intérieures» d'un pays qu'ils considèrent comme leur plus proche ami dans le monde arabe.

Des diplomates américains se sont réunis avec des répresentants du Comité pour la défense des droits de l'homme, mais cette rencontre «ne nuit pas aux relations excellentes» qui existent entre les deux pays, selon Washington. Le département d'État a réagi vendredi dans un communiqué à l'annonce officielle saoudienne jeudi que quatre professeurs, deux avocats et un haut-fonctionnaire qui avaient organisé le comité s'étaient vu interdire d'exercer leur profession «pour sauvegarder l'intérêt public».

Le comité fondé par des islamistes dissidents avait été déclaré illégal mercredi par la principale instance islamique de l'Arabie saoudite. «Notre ambassade enquêtera sur les informations faisant état du licenciement des membres» du comité dissident, informait le bref communiqué du département d'État.

La cote de Mitterrand en hausse

d'après AFP

PARIS

■ La cote de popularité du président français François Mitterrand est passée d'avril à mai de 34 à 39 p. cent de satisfaits, et celle du premier ministre Edouard Balladur de 56 à 49 p. cent, selon le baromètre mensuel FOP-Journal du Dimanche.

Le résultat obtenu par Edouard Balladur se décompose en 10 p. cent de «très» satisfaits (12 p. cent en avril) et 39 p. cent de «plutôt» satisfaits (44 p. cent), contre 19 p. cent de mécontents (12 p. cent), dont 13 p. cent «plutôt» mécontents (9 p. cent) et 6p. cent «très» mécontents (3 p. cent). Le pourcentage des personnes qui ne se prononcent pas reste élevé et stable, à 32 p. cent.

Pour François Mitterrand, les 39 p. cent de satisfaits se partagent entre 5 p. cent de «très» satisfaits (4 p. cent en avril) et 34 p. cent de «plutôt» satisfaits (30 p. cent en avril). Les 50 p. cent de mécontents (55 p. cent en avril) sont pour 35 p. cent «plutôt» mécontents (contre 37 p. cent) et pour 15 p. cent «très» mécontents (contre 18 p. cent). 11 p. cent, comme en avril, ne se prononcent pas.

LES ENTREPRISES UNION ELECTRIQUE LTEE

FAILLITE DE 30 000 000 $

LE PLUS GRAND CHOIX
LAMPES, PLAFONNIERS, LUSTRES, PLINTHES, TRIQUES, HOTTES, SONNERIES, ETC.

MAINTENANT 60% À 80% DE RABAIS SUR TOUT LE LUMINAIRE

OUVERT DIMANCHE 12 h à 17 h

LA PLUS VASTE SALLE D'EXPOSITION AU CANADA

8150, DÉCARIE (coin Royalmount)

Mer., Jeu., Ven., 12 h à 21 h
Sam., 9 h à 17 h

Liquidée par: TOUCHE ROUSS

D1548265

DÉCOUVREZ

PÉPINIÈRE Brossard inc.

C'EST GRAND!

TÉLÉPHONE: 466-2997

8280, Boulevard Taschereau, Brossard, (Québec), J4X 1C2

OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE

4000 pieds à l'ouest de RÉNO-DÉPÔT

Venez célébrer l'été avec PEPSI

Aujourd'hui

La Ronde

GRANDE OUVERTURE

petit prix

10,94 $*

Les samedi et dimanche 15 et 16 mai prochains, La Ronde ouvre ses portes et vous invite à venir célébrer l'arrivée de la belle saison!

Prix spécial d'ouverture : **10,94 $*** par personne (billet adulte 12 ans et plus) pour une journée avec accès à tous les manèges de La Ronde. Pour tous les détails, écoutez *CKMF 94,3*.

La Ronde

L'expérience totale

Parc des Îles de Montréal

CKMF 94,3 — La Presse — PEPSI

*Taxes en sus

La Ronde

10,94 $*

Présentez-vous à la billetterie de La Ronde avec ce bon-rabais qui vous donnera droit à un billet d'entrée d'une journée (adulte 12 ans et plus) pour aussi peu que **10,94 $***.

Bon-rabais valide les 15 et 16 mai 1993. Non monnayable.
Limite d'un bon par personne.
Ne peut être combiné à aucune autre offre promotionnelle.
*Taxes en sus

n° 504

DES CRIMES ET DES HOMMES

Gangsters des années 30

En ce «Jeudi noir» d'octobre 1929, Wall Street s'effondre, la misère s'abat sur le continent. La province américaine voit apparaître de spectaculaires hors-la-loi prêts à tout pour rafler quelques dollars. Ils n'ont rien à voir avec les caïds du crime organisé des grandes villes comme New York ou Chicago, mais ils vont passer à l'histoire. Ils s'appellent Bonnie et Clyde, «Desperate Man» Dillinger, «Machine Gun» Kelly ou «Pretty Boy» Floyd. La presse nord-américaine fait ses choux gras de leurs exploits, ils ne tardent pas à susciter des vocations. Y compris dans notre bonne ville de Montréal...

Desperados, paumés, petits malins et Cie

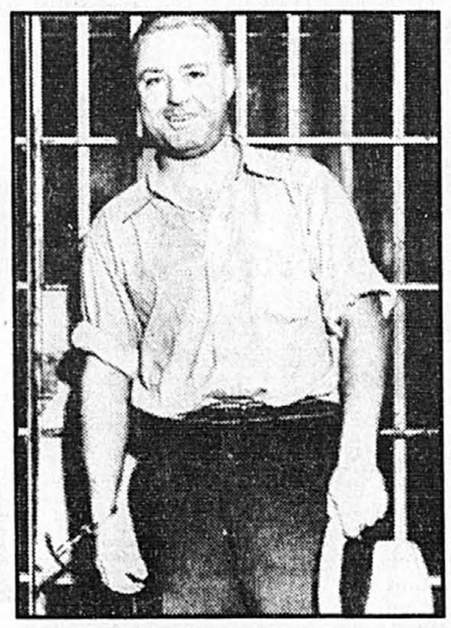


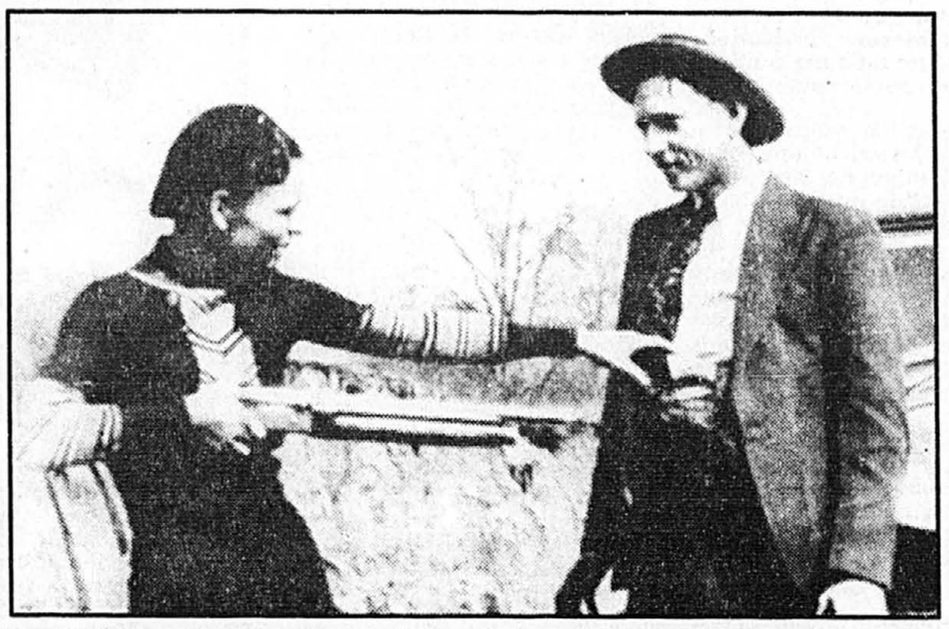
DANIEL PROULX

collaboration spéciale

Le capitalisme triomphant de notre fin de siècle a aussi connu des temps sombres. Au tournant des années trente, la crise économique, tant s'en faut, n'épargne pas le Québec. Ce n'est pas beau à voir à Montréal, *La Presse* en témoigne régulièrement. En ce 9 septembre 1931, par exemple, un reporter et un photographe se sont rendus dans un dépotoir montréalais, tout près du port, à proximité du centre des affaires, où ont élu domicile 300 crève-la-faim qui vivent des déchets que les camions des éboueurs municipaux y déversent. Ils s'abritent qui dans une cahute de terre glaise, qui dans une carcasse de voiture abandonnée, qui dans des sortes de terriers creusés dans l'amas d'ordures.

Quelques semaines plus tard, on rend visite aux déshérités qui ont trouvé refuge sur le Mont-Royal et survivent dans des huttes de fortune ou même des grottes. Ils s'apprêtent à hiberner, «à s'ensevelir tout l'hiver comme des taupes», écrit-on. À la mi-décembre, nous voilà dans l'est de la ville, tout près de la rue Sherbrooke où, sur un terrain vague, prospère une colonie de miséreux, «des ouvriers de bon aloi, canadiens-français, que le chômage a privés de domiciles...





Dans les années 30, la province américaine voit apparaître de spectaculaires hors-la-loi prêts à tout pour rafler quelques dollars. Ils n'ont rien à voir avec les caïds du crime organisé des grandes villes comme New York ou Chicago, mais ils vont passer à l'histoire. Ils s'appellent Bonnie et Clyde (à droite), «Desperate Man» Dillinger, «Machine Gun» Kelly (à gauche) ou «Pretty Boy» Floyd. La presse nord-américaine fait ses choux gras de leurs exploits.



Giuseppe Badetti

Sam l'irréductible

C'est en cet an de grâce-là que Sam Behan refait surface à Montréal. En octobre 1927, il en avait été beaucoup question à la suite d'un spectaculaire hold-up de 70 000 $ commis dans une bijouterie montréalaise. Grâce à des circulaires envoyées à toutes les polices du continent, on l'avait arrêté à New York puis réexpédié ici. Il y écope deux années de réclusion et dix coups de fouet: cinq à son admission au pénitencier et les cinq derniers, dix jours avant son élargissement, question de lui laisser un souvenir...

Quand on lui met de nouveau la main au collet, quatre ans plus tard, on en sait beaucoup plus à son sujet. Sam est un personnage connu... et redouté. Les policiers jouent de ruse et de prudence: trois d'entre eux s'introduisent en cachette dans son repaire de la rue Saint-Denis pendant que le reste de la troupe se tient en embuscade tout autour. Le commando avance à pas furtifs puis fait irruption dans la salle à manger où est assise leur proie. Ils se jettent dessus, il a à peine eu le temps de porter la main à son revolver qu'il n'a pu sortir de son étui. Le compte du chenapan est bon.

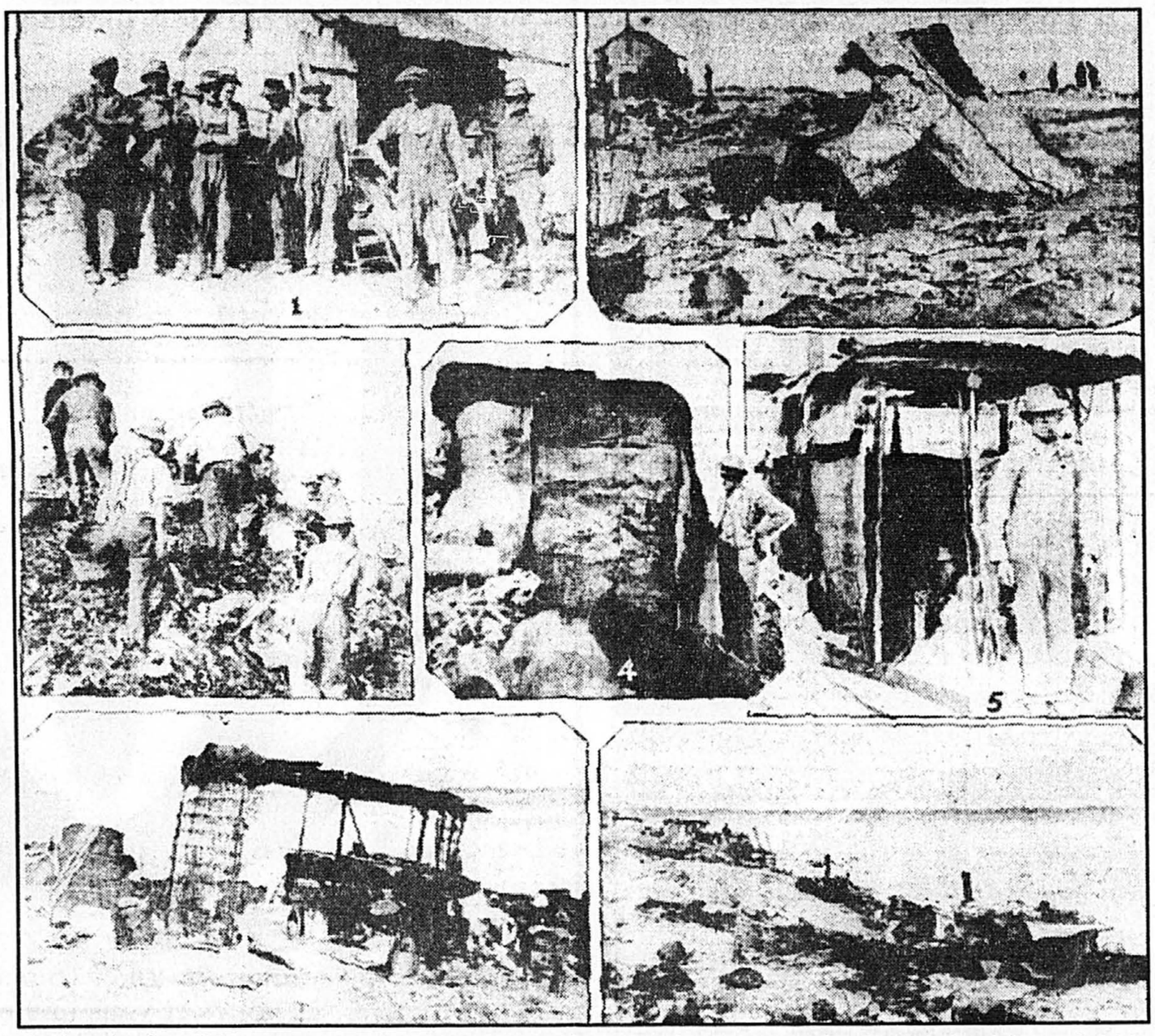
À en croire les policiers, il ne s'en tire pas si mal: la tête de ce truand globe-trotter avait été mise à prix par la mafia newyorkaise pour on ne sait quelle raison. Et puis Sam se trouve en terrain connu, il en est à sa 97e arrestation depuis le début de sa carrière. Il a été de tous les rackets et de tous les gangs, ici comme aux États-Unis et même à Londres où il a fait ses débuts. Encore adolescent, il y a été condamné en 1904 pour vol. Au cours des 12 années suivantes, il comparaît devant les tribunaux anglais à au moins une dizaine de reprises avant qu'on ne le renvoie aux États-Unis comme indésirable. En 1917, il est condamné pour vol par un juge de Brooklyn.

Il est de retour à Londres l'année suivante où il se fait encore coffrer. En 1921, il sévit à nouveau en Amérique, il aboutit au célèbre pénitencier de Sing-Sing. Puis on le retrouve à Toronto, il est ramené à New York où on le recherche pour un hold-up. En 1927, il est à Montréal et fréquente notre première mafia régie par le fameux Tony Frank qui finira sur l'échafaud à la suite de la fameuse «affaire du tunnel de la rue Ontario». On soupçonne d'ailleurs Sam d'en avoir été, mais on n'a jamais pu le prouver.

Cette fois, en 1931, on a une bonne demi-douzaine de braquages à lui reprocher. Deux mois après son arrestation, Sam et trois membres de son gang en sont reconnus coupables après huit jours de procédures où les accusés ne se sont pas gênés pour menacer à haute voix les témoins à charge. En entendant le verdict, leur leader s'exclame: «C'est ça, la justice?»

Quelques jours plus tard, tous quatre sont condamnés à l'emprisonnement à vie en cette époque où les libérations conditionnelles n'existaient pas. Le président du tribunal s'explique: «Des bandits comme vous doivent être entre les quatre murs d'une prison aussi longtemps que possible et c'est pourquoi je ne tiens pas à vous condamner au fouet. Cela m'obligerait à réduire la durée de votre emprisonnement...» Sur ces mots, rapporte *La Presse*, Sam esquisse un triste sourire...

Il trouvera cependant à faire encore parler de lui deux ans plus tard. Une mutinerie a éclaté au pénitencier de Kingston, en Ontario où, à 40 ans passés, il risque fort de finir ses jours. Il est désigné par les autorités de la maison comme un des meneurs. Sam n'a plus rien à perdre, il n'a pas l'intention de se faire oublier.



Le 9 septembre 1931, un reporter et un photographe de *La Presse* s'étaient rendus dans un dépotoir montréalais, tout près du port, où avaient élu domicile 300 crève-la-faim qui vivaient des déchets que les camions des éboueurs municipaux y déversaient. Ils s'abritaient qui dans une cahute de terre glaise, qui dans une carcasse de voiture abandonnée, qui dans des sortes de terriers creusés dans l'amas d'ordures. Ce montage avait été publié en page 3.

Charly le fataliste

À l'aube du 19 septembre 1931, John Jarvis, le veilleur de nuit du Castle, un immeuble érigé à l'angle des rues Sainte-Catherine et Stanley, surprend deux filous à la petite semaine qui pillent le coffre-fort d'une des entreprises qui logent là. Le brave homme, fier vétéran de la Première Guerre mondiale, saute sur le paletot du duo. L'un de ses membres dégaine un revolver et tire. Une femme de ménage bute contre le cadavre quelques heures plus tard...

On a encore si peu l'habitude chez nous de ce genre de crimes que le premier réflexe tant des policiers que des reporters est d'en imputer la faute à des «bandits de l'étranger». Mais voilà que dans leur hâte de déguerpir, ils ont laissé derrière eux un sac de voyage contenant leurs outils.

L'étiquette de ce nécessaire du parfait cambrioleur porte le nom d'un marchand montréalais. Les enquêteurs s'y rendent et consultent ses registres. Le sac a été vendu voilà une dizaine d'années à un individu chez qui ils se rendent aussitôt pour apprendre qu'il l'a revendu quatre ans plus tôt à une personne dont il a gardé les coordonnées. On remonte ainsi jusqu'à une certaine Irène Pratte qui déclare l'avoir cédé à un monsieur qui, questionné, en a aucune souvenance.

On retourne chez la dame Pratte, on la cuisine, elle finit par manger le morceau. Elle est la maîtresse d'un certain Giuseppe Badetti, 37 ans, un garçon au casier judiciaire passablement chargé. Il a fait dix ans de taule à Windsor, en Ontario, pour une affaire de vol à main armée. Il a eu affaire avec la police en six autres occasions et il est recherché depuis quelque temps pour une série de vols à main armée dans des stations-service. Dès le lendemain de la mort de Jarvis, il a fui à Vancouver. Plus tard, les policiers montréalais apprendront de leurs confrères de cette ville qu'il a ensuite pris le bateau à destination de Honk Kong. On le ne le reverra plus jamais au pays...

Son complice dans l'affaire du Castle, c'est un blanc-bec de 23 ans, il s'appelle Charly Schwartz. La police s'en saisit quelques jours plus tard, à la porte d'une salle de billard de la Main.

On instruit son procès en juin 1932, la preuve du ministère public repose d'abord et avant tout sur le témoignage d'Irène Pratte. Elle raconte avoir entendu son amant parler d'un éventuel «job» à l'édifice Castle. Le matin du fameux 19 septembre, il est rentré à la maison en compagnie de l'accusé. Elle a entendu Badetti demander à l'autre: «Pourquoi as-tu tiré?» Et celui-ci de lui répondre: «Il m'a frappé sur la tête avec un bâton. Je ne pouvais pas faire autrement...»

L'avocat de la défense met les jurés en garde: le témoin n'a-t-il pas intérêt à accabler l'accusé plutôt que son amant? Pourquoi ce dernier a-t-il fui tandis que son client est resté?

Les jurés le déclarent néanmoins coupable mais le recommandent à la clémence de la Cour. Quand le greffier lui demande s'il a quelque chose à déclarer, il se contente de murmurer: «Oue puis-je dire, Votre Seigneurie?»

Son père et sa mère sont là, le procureur les invite à quitter les lieux avant que la sentence ne soit prononcée. Charly Schwartz, fils d'une honnête famille de la communauté juive montréalaise, est condamné à monter sur l'échafaud le 7 octobre suivant.

Son avocat en appelle du verdict, soumettant que le juge de première instance n'a pas donné aux jurés les instructions ni les avertissements requis concernant le témoignage d'Irène Pratte. Il a gain de cause.

Son deuxième procès s'ouvre en décembre 1932. Le scénario se répète, l'avocat de la défense fait les mêmes réserves sur les dires du principal témoin à charge. Rien n'y fait, le verdict est le même, bien que les jurés aient mis trois heures avant de se prononcer.

Charly se montre aussi résigné que précédemment bien qu'il se fasse plus loquace: «J'ai été trouvé coupable par 24 de mes pairs au total. J'ai été simplement la victime d'un coup monté... Je ne suis certainement pas pour me traîner à genoux et crier mon innocence. Cependant, que l'on se rappelle que celui qui juge les autres sera jugé à son tour. Nous nous reverrons, le jury et moi, dans un autre monde...»

À ces mots, sa mère s'évanouit. Son mari et un autre de ses fils la portent hors de l'enceinte du tribunal. Schwartz s'écrie: «Ma pauvre mère...» C'est la seule fois de tout son procès qu'il sera sorti de sa réserve: il ne remue pas un cil quand il est à nouveau condamné à monter sur l'échafaud.

Une foule d'environ 300 de ses congénères attendent dans la salle des pas perdus la sortie du tribunal. Plusieurs profèrent des menaces à l'endroit d'Irène Pratte quand elle fait son apparition en compagnie d'une amie et de policiers, elle doit alors s'esquiver par une porte dérobée.

Le 5 mai 1933, le jeune homme monte la tête haute les marches qui le mèneront à l'éternité. Une pétition envoyée aux autorités pour la commutation de sa peine rappelait que jamais un «Israélite» n'avait encore été pendu au Québec. Il en aurait fallu davantage pour faire dévier notre justice de son auguste cours.

Avant que le bourreau ne lui passe la corde au cou, les rares spectateurs entendent Charly lui dire: «Make a good job... (Fais un bon travail)».

Walter le trompeur

Walter Nevin dirige la W. G. Nevin and Company, une maison de courtage en assurances qui a ses bureaux dans le quartier des affaires, rue Saint-Jacques, à Montréal. L'entreprise prospère, son propriétaire ainsi que son associé, un certain Alfred Durocher, roulent carrosse.

À l'automne de 1933, ils disparaissent soudain sans laisser de traces. Ils ont la meilleure des raisons pour ce faire, la police est à leurs trousses. En avril 1935, notre homme d'affaires est finalement arrêté à Baltimore par les autorités américaines qui le reconnaissent grâce au signalement envoyé aux quatre coins du continent par la police montréalaise. Quelques jours plus tard, Durocher est pris à son tour, à Washington. Ce sont des connaissances montréalaises des deux amis qui ont mis les policiers sur leur piste, aux États-Unis, où ils menaient, dit-on, un train de vie princier.

On lève enfin le voile sur leur double vie montréalaise. La W. G. Nevin et Company n'était qu'une façade, tout au plus servait-elle à son propriétaire à écouler certaines valeurs dérobées à autrui... Car Walter dirigeait une redoutable bande de pilleurs de banques qui, selon la police, a commis au moins sept hold-ups en l'espace de trois ans. Leurs larcins leur auraient rapporté la formidable somme de 50 000 $. Bien plus, on est convaincus que lors de leur exil en terre américaine, ils revenaient épisodiquement à Montréal y braquer quelques banques.

Notre police avait eu la puce à l'oreille à la suite d'une bévue. Les pillards s'étaient enfuis du lieu d'un de leurs méfaits à bord de l'automobile de Durocher. Un enfant, témoin du drame, avait eu la présence d'esprit de noter le numéro de la plaque d'immatriculation.

Les suspects ont vent de l'opération policière et prennent illico la clé de champs. Outre les deux associés de la maison de courtage, on recherche aussi les dénommés Creighton et Riddle. Tous quatre se sont connus des années auparavant au fameux pénitencier californien de San Quentin et s'y sont liés d'une solide amitié.

James Creighton est arrêté dans les jours qui suivent, dans la chambre d'un chic hôtel montréalais. Agé d'une quarantaine d'années, cet Anglais du Devonshire a fait la Grande Guerre, y a été blessé, décoré et a été promu major. C'est au tournant des années 20 qu'il a émigré en Amérique. Le dernier membre du quatuor, Leslie Riddle, sera coffré quelques semaines plus tard.

Nevin et Desrochers sont jugés ensemble, à la mi-juin 1935. Sept chefs d'accusation pèsent contre eux: six pour vol à main armée, une pour tentative de meurtre. En effet, lors d'un vol commis en 1933 à la banque Canadienne Nationale, rue Beaubien, ils ont ouvert le feu sur un employé qui s'était lancé à leur poursuite et l'ont blessé à la main.

Leurs avocats, on ne sait pour quelle raison, se sont récusés, c'est Nevin qui assure la défense de deux accusés. À l'étape du choix des jurés, il interroge chacun des candidats et, rapporte *La Presse*, «fait preuve d'une maîtrise qui aurait fait honneur à un criminaliste...»

Une batterie d'employés de banques qui les ont vus sévir à visage découvert paradent dans le box des témoins. L'affaire est bien mal engagée, les deux compères choisissent à mi-parcours de reconnaître leur culpabilité. En échange de quoi on laisse tomber l'accusation de tentative de meurtre. On ne les épargne pas pour autant: ils sont condamnés à 30 ans de prison... L'espérance de vie de nos aïeux n'étant pas ce qu'elle est aujourd'hui, ils risquent fort d'en sortir les pieds devant...

DIMANCHE PROCHAIN
L'affaire Guillemain

Religion

Les Journées sociales 93: ras-le-bol et colère des exclus



JULES BÉLIVEAU

■ Dans leur rapport-synthèse des Journées sociales 93, qui ont eu lieu au début du mois à Chicoutimi, les membres du comité exécutif de cet événement emploient des mots massue pour décrire les sentiments partagés par les gens plus ou moins exclus du marché du travail. Ils soulignent notamment que, selon les personnes ayant participé à la rencontre, ces gens en ont «ras-le-bol» de cette situation et que, devant la rareté de l'emploi, de plus en plus de citoyens «découvrent avec colère combien les priorités gouvernementales sont contre-productives».

On sait que l'idée des Journées sociales ou de quelque chose s'y rapprochant a surgi lors du colloque organisé à Québec en 1991 pour marquer le centième anniversaire de l'encyclique sociale *Rerum Novarum* de Léon XIII. Cette idée, on le devine, s'inspirait également des Semaines sociales du Canada, qui ont eu lieu pratiquement toutes les années entre 1920 et 1958 et qui ont profondément marqué la pensée sociale catholique au Québec.

Les membres du comité exécutif des Journées sociales 93, dont le thème était «Sans emploi, peut-on vivre?», signalent cette conviction des participants: c'est l'emploi, et non la dette nationale ou la lutte contre l'inflation, qui devrait constituer la priorité.

Le rapport-synthèse rappelle que l'économiste Diane-Gabrielle Tremblay, conférencière invitée, a décrit le développement plutôt que la seule croissance économique comme le problème fondamental de l'économie québécoise. Le document résume ensuite les exposés de trois intervenants majeurs qui, comme les autres participants entendus, se sont prononcés en faveur d'un partage plus équitable des profits découlant de la production.

«Dans les ateliers, lit-on notamment dans le rapport-synthèse, on a examiné l'une ou l'autre des pistes présentées et on s'est entendu pour continuer la démarche dans les régions. Il est apparu urgent de favoriser un large débat, au Quebec, sur l'avenir du travail. La confiance dans les gouvernants actuels est à son plus bas et les élites économiques, qui se voulaient les leaders de la société, n'ont pas livré la marchandise. Au terme, on sentait une sourde colère devant le gâchis actuel qui exclut de plus en plus de gens, les jeunes en particulier, du marché du travail. D'où l'urgence, concluait Michel Beaudin, théologien (Université de Montréal), d'une recomposition sociale et d'une éthique de la solidarité comme conditions d'une économie non plus destructrice, mais créatrice d'emplois.»

Les anciennes Semaines sociales

Les anciennes Semaines sociales, celles qui se sont déroulées au Canada — mais surtout au Québec — entre 1920 et 1958, ont sans doute inspiré l'idée de la nouvelle institution des Journées sociales. Mais il y a entre les unes et les autres, comme l'a fait remarquer à Chicoutimi l'ancien archevêque de Rimouski, Mgr Gilles Ouellet, quelques différences.

Mgr Ouellet a souligné entre autres choses, sourire en coin, qu'il aurait été inconcevable de voir autrefois les femmes «mélangées» avec les hommes dans une grande salle: on en était encore à l'époque de la séparation des sexes!

Autre différence: lors des Semaines sociales, seuls des conférenciers très prestigieux prenaient la parole, livrant depuis la tribune de longs discours que l'assistance n'avait d'autre choix que d'écouter sagement.

C'est ainsi qu'on a vu défiler sur les scènes à l'occasion de ces événements des personnes comme le jésuite Joseph-Papin Archambault (qui a été l'initiateur et le grand organisateur des Semaines sociales), le sénateur Thomas Chapais, Henri Bourassa, Édouard Montpetit, le cardinal Louis-Nazaire Bégin, Alfred Charpentier, le cardinal Rodrigue Villeneuve, le chanoine Lionel Groulx, Ernest Lapointe, Olivar Asselin, Mgr Guillaume Forbes, Esdras Mainville, Mgr Albert Tessier, le père Georges-Henri Lévesque, la religieuse Marie Gérin-Lajoie, Gérard Picard, Gérard Filion, Mgr Joseph Charbonneau, François-Albert Angers, le père Marcel-Marie Desmarais, Camillien Houde, Louis Saint-Laurent, le cardinal Paul-Émile Léger, Françoise Gaudet-Smet, André Laurendeau, le sénateur Léon-Mercier Gouin, Mgr Félix-Antoine Savard, Jean Lesage, Jean Drapeau, Paul Sauvé, Claude Ryan, le cardinal Maurice Roy, Gaspard Fauteux et de très nombreux autres «grands noms».

Les anciennes Semaines sociales du Canada, dont le thème changeait chaque année, ont eu lieu surtout dans diverse villes du Québec mais également à Ottawa, à Cornwall et à Edmunston. On y voyait surtout «l'élite» (le clergé dans les premières rangées, puis les autres notables et, derrière, les gens un peu moins connus).

Le cardinal Villeneuve a déjà décrit les Semaines sociales comme une «université ambulante». Il se peut bien, si l'on se fie à ce que l'on a vu récemment à Chicoutimi, que les nouvelles Journées sociales soient pour leur part une «université populaire».

BÉATIFICATION DE MARIE-LOUISE TRICHET

■ Marie-Louise Trichet, cofondatrice des Filles de la Sagesse avec Louis-Marie Grignion de Montfort, est béatifiée aujourd'hui à Rome par Jean-Paul II.

Celle qui s'est appelée Marie-Louise de Jésus en religion n'est pas canadienne mais son rayonnement s'est étendu au Canada depuis 1884: cette année-là, sept religieuses de sa congrégation sont arrivées dans le village de Montfort, au nord de Saint-Jérôme, pour y ouvrir un orphelinat; à Montréal, les Filles de la Sagesse ont participé notamment à la fondation de l'hôpital Sainte-Justine et ont oeuvré dans le domaine de l'éducation à l'école Louise-Trichet; aujourd'hui, il existe une centaine d'établissements des Filles de la Sagesse dans les provinces de Québec, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de l'Alberta.

Marie-Louise Trichet est née dans une famille aisée de Poitiers, dans l'Ouest de la France. Elle n'était âgée que de 18 ans lorsque, un jour de 1703, le prêtre visionnaire et fougueux Louis-Marie Grignion de Montfort, qui connaissait bien le zèle de la jeune femme auprès des malades et des pauvres, lui a offert le premier habit des Filles de la Sagesse. Pendant une dizaine d'années, Marie-Louise Trichet a porté seule ce costume de toile grossière, inspiré de celui des paysannes de sa région, qui a fait la risée de Poitiers.

L'année de la mort de Marie-Louise Trichet, en 1759, plusieurs compagnes s'étaient jointes à elles. Si bien que les Filles de la Sagesse comptaient dans l'Ouest de la France, 35 hôpitaux, écoles et hospices. Et elles ne devaient pas tarder à ouvrir des établissements dans le nord du pays et en Belgique.

Aujourd'hui, les Filles de la Sagesse retiennent notamment de leur cofondatrice qu'elle était «une femme de terrain» soucieuse de secourir les personnes les plus démunies et les plus délaissées: elles mettent leurs compétences d'enseignantes ou d'infirmières au service des malades proches de la mort, des personnes âgées et des personnes handicapées mentalement. Et des religieuses canadiennes membres de leur congrégation travaillent en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Haïti, à Madagascar, au Malawi, au Zaïre, en Inde, aux Philippines et au Brésil.



La bienheureuse Marie-Louise Trichet

Mère Térésa se rétablit bien de sa chute

Reuter

ROME

■ Mère Térésa a retrouvé «sa bonne humeur», a déclaré hier un porte-parole de la clinique de Rome où la religieuse se remet d'une chute.

«Son état de santé n'a pas beaucoup évolué, mais elle est de bonne humeur», a délaré le porte-parole de la clinique où la fondatrice de l'ordre des Missionnaires de la Charité a été admise mercredi après s'être fracturée trois côtes.

Il est trop tot cependant pour se prononcer sur la durée d'hospitalisation de la lauréate 1979 du prix Nobel de la Paix agée de 83 ans, a poursuivi le porte-parole.

En 1991, Mère Teresa avait été opérée du coeur en Californie à la suite d'une pneumonie.

Elle avait eu un malaise en janvier 1992 lors d'un passage à Rome mais son ordre avait alors démenti les rumeurs de crise cardiaque.

Mère Térésa, d'origine albanaise et née dans l'ancienne Yougoslavie, consacre sa vie aux pauvres de Calcutta depuis 1949.



Premier prix de la Super expo-sciences Bell

Étienne Chabot et Nadia Ringuet, tous deux de la région de Québec, sont les lauréats du Premier prix Bell Québec décerné à la Super expo-sciences Bell, finale québécoise des expo-sciences, pour leur projet «Les espoirs de la neurotransplantation». La Super expo-sciences Bell, organisée par le Conseil de développement du loisir scientifique, en collaboration avec le Cégep de Saint-Jérôme et la Commission scolaire Saint-Jérôme, permettait de sélectionner les jeunes qui composeront la délégation du Québec à l'Expo-sciences pancanadienne qui se déroulera cette année à Rivière-du-Loup, ainsi que ceux qui participeront à l'Expo-sciences internationale du Texas en juillet prochain. Félicitations à Étienne et Nadia, qui sont ici en présence du représentant de Bell Québec à la Super expo-sciences Bell 93, monsieur Jean-Pierre Bazinet.

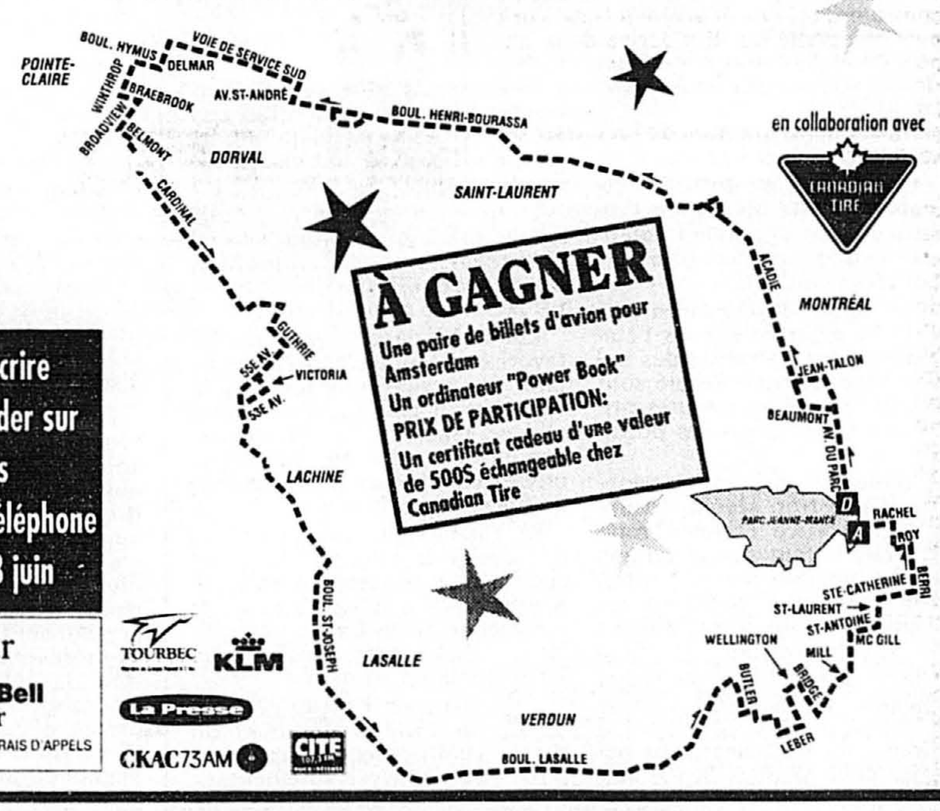
D1946991

L'AIT ET LES PRODUITS LAITIERS PRÉSENTENT

LE TOUR DE L'ÎLE DÉCORE LA VILLE

Vous habitez sur le parcours? Décorez la devanture de votre maison les 5 et 6 juin prochains et faites partie de la fête. De nombreux prix à gagner.

Les règlements sont disponibles au Tour de l'Île. Valeur des prix 3 000$.



À GAGNER
Une paire de billets d'avion pour Amsterdam
Un ordinateur "Power Book"
PRIX DE PARTICIPATION:
Un certificat cadeau d'une valeur de 500$ échangeable chez Canadian Tire

Pour vous inscrire vous devez résider sur le parcours
Inscriptions par téléphone
Date limite : 3 juin

Info-Tour DE L'interurbain Bell (514) 847-Tour
LE TOUR DE L'ÎLE ACCEPTE LES FRAIS D'APPELS

TOURBEC KLM La Presse CKAC 73AM CITE

MAIGRIR SANS OBSESSION
Motivation reprogrammation
Raymonde Forget B.S.O.T.
(514) 273-0767
Aussi: Session de groupe
1935597 - 425

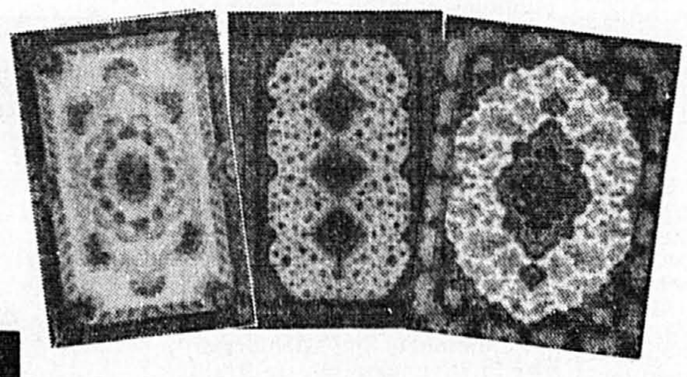
PLUS DE 3 000 POINTS OFFERTS, CETTE SEMAINE, DANS La Presse

78416364
31730460
82100460
49115116

CLUB Multi-points

RÉCUPÉRATION D'ASSURANCE
SINISTRE # 12400465NO13
BEVERLY FAIRHURST CIE D'ASSURANCES NATIONALE

ENCAN PUBLIC
SANS MISE À PRIX

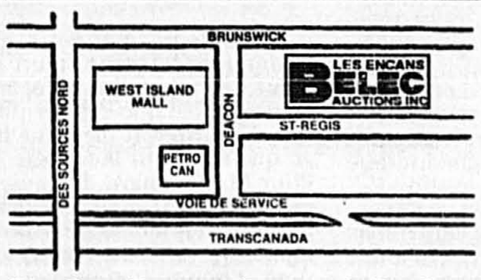


TAPIS D'ORIENT CHINOIS ET PERSANS
FAITS ET NOUÉS À LA MAIN

- Kashan, Tabriz, Mashad, tapis tribaux, tapis chinois, en laine, en soie, Aubusson, Ming, indiens, afghans, Bakhtiar et autres tapis de qualité.
- Mandat formel de vendre peu importe la valeur
- Liquidation rapide, vente finale
- Argent comptant, chèques visés, Visa, MasterCard
- Prime d'acheteur applicable de 7%.
- Inspection à partir de 17 heures
- Plusieurs tapis antiques, et de très grandes dimensions.

Commentaires de l'encanteur:
Nous avons reçu le mandat de liquider dans notre entrepôt plus de 400 tapis persans et d'Orient endommagés par l'eau dans l'entrepôt d'un importateur. Sinistre # 12400465NO13 Cie d'assurances Nationale • Beverly Fairhurst ass., février 1993. Tous les tapis ont été nettoyés et asséchés par des professionnels.

ENCAN 2 JOURS SEULEMENT
Mardi 18 mai à 19 h précises
Mercredi 19 mai à 19 h précises
Inspection à partir de 17 heures



(Directions: Transcanadienne sortie Des Sources nord, droite sur Brunswick, droite sur Deacon et gauche sur St-Régis)

LES ENCANS BELEC AUCTIONS INC
ENCANTEURS ET LIQUIDATEURS (Canada et E.U.)
2111A, ST-RÉGIS, D.D.O. (683-0661)

D1946553

la jeune presse

La surveillance électronique: un mal nécessaire?

ÉCOLES

■ Certaines écoles secondaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean préconisent l'emploi de la surveillance électronique, de gardiens de sécurité, d'une tenue vestimentaire réglementée par les dirigeants et tout cela avec l'unanimité des parents et l'accord des élèves pour diminuer les gestes violents.

La surveillance électronique est utilisée à l'école secondaire La Cité étudiante de Roberval, fréquentée par 1500 étudiants. Quinze caméras y sont installées afin de contrer le vandalisme trop présent aux yeux du directeur général, Réal Cloutier.

«Par contre, d'autres mesures sont également en place, dit-il. Trois agents de sécurité veillent au bon fonctionnement de l'école et si les cas deviennent plus sérieux, ils sont référés au directeur adjoint.»

Les étudiants doivent prendre l'habitude de vivre continuellement sous surveillance, les caméras sont omniprésentes.

«Y'en a même dans les toilettes», nous a confié avec révolte une étudiante de cinquième secondaire, Marie-Claude Boily. Ce qui fut confirmé par M. Cloutier.

À la polyvalente des Quatre-Vents, de Saint-Félicien (1300 élèves), les moyens mis en place depuis septembre dernier pour modifier l'organisation scolaire, sont semblables.

On a élaboré une politique sur la violence et les mesures instaurées visent particulièrement à l'encadrement pédagogique des étudiants.

Les indésirables

À l'entrée de l'école, une caméra est installée dans le but d'empêcher l'accès aux indésirables. Une tenue vestimentaire «adéquate» est obligatoire, souligne la directrice des jeunes, Mme France Tremblay.

«Les jeunes ne peuvent plus s'habiller n'importe comment.

Les vêtements à caractères indécents sont interdits, le port de la casquette est également défendu et les «docs» doivent être portés sous les pantalons.»

La réduction des déplacements des élèves à l'intérieur de l'établissement et le contrôle des entrées et des sorties à l'école sont également parmi les mesures prises au nom des nouvelles politiques.

«L'école aura peut-être la réputation d'être trop sévère, reconnaît la directrice France Tremblay, mais il faut savoir qu'une violence non-contrée engendre, en réponse, une violence encore plus grande et plus pernicieuse.»

Les surveillants ont pour tâche d'assurer la paix dans les lieux fréquentés. «Des règles s'imposent lorsqu'on est en groupe. Un minimum d'encadrement est nécessaire pour faciliter la vie collective.

Avec cette manière de surveillance, 60 p. cent du budget des sommes consacrées au vandalisme ont diminué. Ce que nous n'avions pas vu depuis 20 ans.»

La délation

La direction a mis sur pieds un système rémunéré de surveillance entre étudiants. Certains élèves de sixième secondaire, avec un horaire de temps chargé, sont rémunérés pour rapporter au directeur les noms de ceux qui ne respectent pas les règlements implantées.

Et cela touche aussi les professeurs! Selon Mme Tremblay, «la notion des élèves surveillants fait prendre conscience aux jeunes avec quel professionnalisme leur école fait face au problème de la violence».

La réduction du temps disponible pour dîner a contribué à diminuer les actes de vandalisme.

Depuis mars, les horaires des étudiants ont été modifiés de façon à réduire les heures perdues. Ces diminutions ont été accompagnées par la possibilité d'échanges entre professeurs et étudiants, le soir après les cours, si les élèves en voient la nécessité.

Pas de sortie

Pendant les cours, aucune sortie n'est tolérée, poursuit Mme Tremblay, même pour aller à la toilette.

Des étudiants impliqués dans le comité chargé de contrer la violence, ne voient pas le progrès supposément réalisé.

«Ça pas changé, la violence verbale est encore bien présente à notre école. Pis on a toujours peur de passer dans certains coins de la poly», affirme Karine Boivin, étudiante de deuxième secondaire et membre du comité.

Marc-Antoine Dufour, animateur de pastorale et dirigeant du comité anti-violence, est bien conscient que les réformes amènent de nombreux problèmes.

«Ce qui est dur, c'est d'avoir la concertation de tous», affirme-t-il, en présentant les réformes comme «un mal nécessaire».

Ces mesures ont été fortement appuyées par les trois cents parents réunis, lors d'une assemblée générale organisée pour discuter sur les moyens de combattre la violence à l'école.

Ailleurs

Les mesures mises sur pied aux Quatre-Vents et à La Cité Étudiante ne font pas l'unanimité chez les directions des écoles secondaires québécoises.

Le directeur-général de l'école secondaire Édouard-Montpetit de Montréal, René Champagne, trouve l'idée d'installer des caméras beaucoup trop directe.

Lui-même dans un quartier défavorisé de Montréal, il a pu constater une progression lente de la violence au cours des dernières années, mais il a préféré la contrer en instaurant un code de vie créé en collaboration avec les étudiants et les professeurs.

M. Champagne affirme que ce qui amène la violence dans une école, c'est souvent le manque d'espace. «Il y a sept ans, notre école était très difficile à contrôler et c'était compréhensible avec 3000 étudiants, dit-il.

Aujourd'hui, l'école compte seulement 1300 étudiants et un espace vital beaucoup plus grand pour chacun, c'est sûrement ce qui a permis de modérer et de diminuer la violence».

Il mentionne également que la surveillance des entrées et des sorties des élèves est un bon moyen de réussir à créer un climat paisible pour les étudiants et les professeurs.

Mme Odile Tessier, professeur et chercheur à la faculté d'Éducation, à l'Université de Sherbrooke, aborde le sujet dans la même ligne de pensée. Selon elle, l'aménagement physique des écoles peut aussi être un facteur déterminant qui déclenche les actes de violence.

Au cours de ses recherches, elle a remarqué que des comportements agressifs sont très souvent signalés dans les endroits où plusieurs étudiants se rencontrent: les corridors, les vestiaires et à la cafétéria. «Si on n'est pas capable de modifier les écoles, les études ont démontré que faire de petites écoles dans les grandes donnent aussi de bons résultats», précise-t-elle.

Expérience

C'est ce que les dirigeants de l'école secondaire Édouard-Montpetit de Montréal ont expérimenté. Ils ont intégré une école pour étudiants en difficulté d'apprentissage, Le Tremplin, à l'intérieur d'Édouard-Montpetit. À peine 90 élèves font partie de cette section.

La majorité des étudiants qui avaient été ciblée comme des enfants à «problèmes» sont dorénavant plus facile à contrôler.

Selon un rapport publié par le ministère de l'Éducation, les médias contribuent largement à rendre la violence encore plus présente dans la vie des gens, et par conséquent, dans celle des étudiants.

Sébastien PERRON
Karen POULIOT
Art et technologie des médias
Jonquière

LA JEUNE PRESSE est une initiative du service de l'information de LA PRESSE. Cette page paraît chaque dimanche, durant l'année scolaire. Son objectif est d'initier les adolescents à l'écriture journalistique en leur permettant de s'exprimer sur les divers sujets qui les intéressent. Le choix des thèmes et des chroniques est du ressort d'un comité de rédaction sous la direction de Marc Doré, adjoint au directeur de l'information.
Téléphone: 285-7070 (télécopieur: 285-6808).
Adresse: LA JEUNE PRESSE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9



PHOTO *La Presse*

Un départ rempli d'enthousiasme pour Mark Péloquin, Sean Kerrigan, Pascale Lavallée, David Roberge et Patricia Giroux.

«Plein coeur» sur Santo-Domingo

ÉCOLES

■ Fermez les yeux un instant, chers lecteurs... Imaginez, au coeur des chaudes Antilles, cette charmante île naguère nommée «Hispaniola», territoire insulaire divisé en deux pays, Haïti et République Dominicaine!

La partie orientale laisse clamer les bruits des vacanciers se noyant dans celui des vagues turquoises. Ouvrez maintenant vos yeux... et imaginez à nouveau le même site grouillant d'un peuple coloré et, dans les rues de sa capitale, la misère criante des enfants qui l'habitent. Deux visions! Une réalité!

De l'Estrie, vingt étudiants du cégep Champlain de Lennoxville, en collaboration étroite avec le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke, quittaient hier leur établissement collégial, l'esprit grand ouvert allant jusqu'à la naïveté pour non seulement aller voir, mais aussi et surtout partager, pendant près de deux mois la vie des *canillitas* (gamins de la rue) et des habitants de Saint-Domingue, capitale de la Dominicanie.

Forts de l'expérience acquise lors de deux stages précédents, les animateurs de ce juvénile bataillon sous la tutelle de R.-Jaque Brousseau, professeur de langues au Collège, préparaient les stagiaires depuis déjà octobre dernier, par le biais de quelques heures de rencontres hebdomadaires portant sur l'histoire, l'économie, la problématique de la coopération, la culture... et parfois en espagnol seulement. Les étudiants devaient obligatoirement s'inscrire et réussir un cours d'espagnol durant l'actuelle session.

Diverses campagnes de financement furent organisées par l'organisme de coopération qui regroupe ces étudiants, soit le *Tomorrow International Club*. Cette participation financière du public sera essentiellement consacrée au financement d'un projet de campement et d'activités éduco-récréatives pour les enfants de la rue. À ce chapitre, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) participe généreusement à notre stage; d'ailleurs, est-il nécessaire de l'affirmer, sans l'important apport de ce programme canadien il serait impensable de réaliser un stage d'une telle envergure ou, à tout le moins, d'atteindre les objectifs ambitieux poursuivis.

Oui, au fait, que visent les stagiaires dans une telle aventure? Le stage *Ici et Ailleurs/Here and There* du cégep Champlain permet aux étudiants d'expérimenter la coopération internationale avec des partenaires dominicains, de se sensibiliser à la dimension du développement international, de vivre et d'intégrer un choc culturel dans le pays partenaire et au pays natal lors du retour et finalement de parfaire sa formation personnelle par la dynamique d'un groupe.

Pascale Lavallée, soreloise sélectionnée pour ce stage, avoue qu'au moment de postuler elle avait des motivations bien à elle: «Pour moi, de dire Pascale, l'immersion dans une culture étrangère, culture dont les valeurs et les coutumes sont tellement différentes, représente l'un des plus grands défis que j'aurai eu à relever jusqu'à maintenant. J'ai hâte au retour de connaître la personne que je serai devenue. Actuellement, à l'heure du souper, devant le poste de télévision, il est aisé de m'apitoyer sur les images d'un pays dit en voie de développement, tout en continuant à m'empiffrer d'inutiles croustilles. Je doute que j'aurai la même conception à mon retour et je suis disposée à me changer radicalement», de poursuivre Pascale.

Famille d'accueil

«Nous aurons chacun une famille d'accueil et un jumeau ou une jumelle dominicaine avec qui nous vivrons durant les deux premières semaines; nous serons membres à part entière de cette nouvelle famille», de nous informer Pascal Duquette, stagiaire de Stornoway en Estrie.

«Nous profiterons de nos journées pour effectuer, entre autres, des travaux communautaires dans un *barrio* démuni de la ville, pour faire de l'animation des personnes âgées d'un *campo* et nous assumerons la responsabilité d'un camp de vacances pour les canillitas. Ces jeunes sont passés sans aucune escale de la première enfance au monde adulte; les stagiaires tenteront de leur permettre, pendant une quinzaine de jours, de leur faire vivre quelques semaines d'adolescence à l'extérieur du vacarme des grandes et petites rues, là où ils gagnent le pain et le beurre de leur famille.

«À prime abord, notre rôle auprès de ces jeunes, d'ajouter Isabelle Tardif, étudiante en Langues et originaire de la région des Bois-Francs, en sera un d'éducateur, essayant de leur inculquer certaines notions d'hygiène, de respect d'autrui et de tous autres aspects touchant la vie sociale, sans pour autant abuser de l'autorité que nous pourrions exercer sur eux. Ce qui m'apparaît important, c'est d'offrir. Plus on donne, plus on reçoit nous enseigne le proverbe. Et les Dominicains comme les Québécois que nous sommes en sortiront le voeur plus riche», de renchérir Isabelle.

Cet article est le premier d'une série. Les stagiaires du cégep Champlain vous feront part de leur expérience, de leur vision de la situation dominicaine, de leurs esquisses de solution... Nous serons en quelque sorte les correspondants de *La Presse des Jeunes* à l'étranger, en Dominicanie.

Au moment où vous lirez ce texte, les stagiaires fraîchement arrivés auront vraisemblablement les mains moites et ils seront un tantinet anxieux de rencontrer leur jumeau ou jumelle et leur nouvelle famille. Dans certains cas sans doute, ce sera déjà fait. Et l'un de nous, ce soir, saisira sa plume et commencera à griffonner un texte dans son journal de bord, narration qui risque de vous parvenir lors de la livraison de *La Presse* de dimanche prochain. Soyez au rendez-vous! Quant à nous, nous y serons par l'un ou l'une du groupe!

Sylvain MANSEAU
Cégep Champlain
Lennoxville

«Les jeunes ont reçu un héritage empoisonné»

ACTUALITÉ

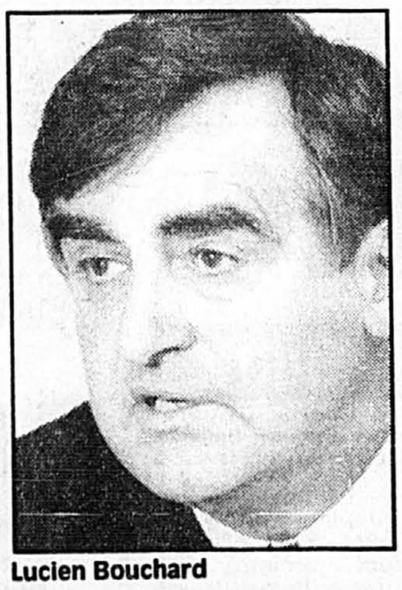
■ «Le patrimoine que ma génération a reçu était bien plus beau: on avait des «jobs», pas de dettes publiques et infiniment moins de pollution.» C'est ce qu'a confié le chef du Bloc québécois, M. Lucien Bouchard, lors d'une entrevue exclusive d'une heure accordée à des représentants de *La Jeune Presse*.

En effet, M. Bouchard reconnaît que les jeunes qui s'apprêtent à intégrer le marché du travail ne bénéficient pas des mêmes privilèges que leurs aînés. Entre autres, il trouve regrettable que la responsabilité de rembourser la dette nationale, qui atteindra approximativement 600 milliards de dollars d'ici cinq ans, incombera aux adultes de demain. «On sait bien qu'il ne nous reste pas 30 ans de vie active pour payer les impôts. On va toucher notre pension, et c'est vous qui allez payer», souligne-t-il.

Est-il possible de régler le déficit budgétaire en criant ciseau? M. Bouchard conseille à la population de se méfier des politiciens qui, lors d'une course au leadership, prévoient y arriver en moins de cinq ans. «Ça, ce sont des politiciens qui font des promesses», lance-t-il, sans hésitation.

Processus décisionnel

D'emblée, M. Bouchard affirme qu'il faut simplifier le processus décisionnel du gouvernement pour en arriver à des solutions «rationnelles et efficaces». Le chef du Bloc québécois dit qu'Ottawa a toujours pris des décisions pour des raisons politiques et non économiques. Dans le passé, la seule préoccupation des dirigeants fédéralistes était de préserver l'unité canadienne et de ne pas déchirer le pays.



Lucien Bouchard

Des choix budgétaires importants s'imposent donc pour rétablir l'équilibre des finances publiques. Il privilégie, entre autres, une réforme majeure pour améliorer le rendement net de la fiscalité. Par contre, il rejette catégoriquement toute augmentation d'impôt parce que «l'avenue fiscale est bloquée. Il n'est pas question d'exiger plus des contribuables, car ils sont saturés. On a tellement forcé la note qu'on a créé des problèmes sociaux comme dans le cas de la cigarette... Quand on taxe trop, on perd le contrôle.»

L'État doit ainsi redéfinir son rôle et faire preuve de frugalité, éviter le gaspillage et examiner la limite de chaque budget. À ce chapitre, M. Bouchard cite en exemple la course au leadership conservateur où des entreprises privées de communication interviennent souvent gratuitement.

«Quand vous les voyez travailler pour rien pour l'un ou l'autre des candidats à la chefferie, ça veut dire que le lendemain, si le poulain passe, il y aura des contrats gouvernementaux pour eux.»

Dans le domaine des communications, Lucien Bouchard est convaincu que le fédéral peut épargner des centaines de millions de dollars. Il est d'avis qu'à force de récupérer cinquante millions par ci, dix par là, on en arrivera à équilibrer les finances publiques. Des économies de toutes sortes sont possibles, à commencer par les voyages des hauts fonctionnaires à l'étranger. Quoique nécessaires, ces «dépenses» donnent lieu à des abus.

Par ailleurs, plusieurs «baby-boomers» ressentent un sentiment de culpabilité à l'égard des jeunes, parce que ces derniers auraient mérité un meilleur héritage que celui qui leur a été légué. Pour M. Bouchard, la cause n'est pas perdue. Afin de corriger la situation, «les jeunes devront développer le sens du travail», soutient l'homme politique. Il est primordial que les adolescents gardent espoir et confiance parce qu'ils auront à jouer un rôle utile au sein de la société.

D'autre part, M. Bouchard, qui a vécu plusieurs années en Europe, considère que les journalistes québécois accomplissent un travail objectif et correct. «Je pense que nous avons une presse très professionnelle, il y a un effort d'impartialité et je ne me suis jamais plaint de la manière dont le Bloc a été traité jusqu'ici.»

Même si les sondages d'opinion confirment sa popularité au Québec, M. Bouchard souligne qu'il n'a pas nécessairement l'ambition de devenir premier ministre du Québec un jour. «Quand j'ai démissionné comme ministre, j'avais même l'intention de quitter la politique», a-t-il indiqué. Pour l'instant, l'ancien ambassadeur du Canada à Paris se concentre à défendre les droits du Québec dans le cadre du fédéralisme.

Évidemment, le chef du parti souverainiste fédéral espère faire élire des dizaines de députés du Bloc québécois à Ottawa lors du prochain scrutin. À vrai dire, il se souvient que certains sondages ont déjà prédit l'élection possible d'une cinquantaine de candidats si la conjoncture politique est favorable à son parti.

Somme toute, les problèmes socio-économiques à régler sont nombreux. Par exemple, quelque 800 000 personnes dépendent directement du chômage ou de l'aide sociale au Québec. «C'est dramatique, on ne peut pas continuer longtemps comme ça», conclut Lucien Bouchard.

Karine BERNIER
Julie FAVREAU
Martin PAQUETTE
École secondaire Royal George
Greenfield Park

Génies en herbe

En collaboration avec Génies en herbe/Pantologie Inc., 3535, boul. Rosemont, Montréal H1X 1K7

A PUB: LANGAGE

Le vocabulaire des concepteurs de publicité utilise plusieurs anglicismes. Traduisez les mots ou expression suivantes:

1. brainstorming
2. prospect
3. spot
4. sponsoring
5. marketing

B FAUNE NORD-AMÉRICAINE



Animal au caractère sauvage.

1. Quel félidé, facilement reconnaissable par les pinceaux de poils sur ses oreilles, passe également pour avoir une vue perçante?
2. Quel autre félidé des montagnes est également appelé couguar?
3. Si l'autre nom du tamia rayé est le suisse, quel est celui du tamia nain?
4. À quelle famille appartient le castor?
5. Quel est le nom de ce procyonidé bariolé, nom qui vient de son habitude d'antisepsie extrême?
6. Quel animal était considéré mauvais par plusieurs tribus amérindiennes, à cause de son caractère sauvage?
7. Quel surnom ces mêmes Amérindiens lui donnèrent-ils?
8. À quelle famille appartiennent le skunk et la moufette?
9. Quels animaux, se déplaçant grâce aux ultrasons, forment la famille de chiroptères?
10. Quel animal, au cri lugubre, n'est pas très aprécié des chasseurs de la Témiscouata?

C PRESSE HUMORISTIQUE

Répondez aux questions en vous aidant de cette liste: Krokodil, Le Canard enchaîné, l'Assiette au beurre, Punch, le Charivari.

1. Quel est le nom du journal humoristique anglais fondé en 1841 par Maghew qui popularisa le personnage de John Bull?
2. Quel journal français fut créé en 1832 par Philipon et accueillit les maîtres de la caricature comme Daumier et Doré?
3. Quel autre journal français fut fondé en 1916 par Maurice Maréchal et tire aujourd'hui à 350 000 exemplaires?
4. Quel magazine de la défunte URSS, fondé en 1922, se moquait autant de la bureaucratie que du capitalisme?
5. Quel magazine anticlérical et anglophobe eut dans ses rangs Véber et Caran d'Ache?

D LITTÉRATURE

1. De quelle grande oeuvre Vautrin et Rastignac sont-ils des personnages?
2. Ce même Vautrin est inspiré d'un ex-policier, forçat et écrivain français. Quel est son nom?
3. Quel est le nom du détective créé par Poe, dans *The Murders in the Rue Morgue*, qui créait le type de policier aux méthodes analytiques et dont s'inspirent presque tous les écrivains de polars?
4. Quel écrivain et esthète irlandais fit de la prison à cause de son homosexualité?
5. Quel écrivain français fut l'auteur de *Carmen*?

E MUSIQUE

1. Quel groupe interprétait la chanson «Sunshine of Your Love»?
2. Quel Russe composa *Dans les steppes de l'Asie centrale*?
3. Quel guitariste fut le fondateur des groupes Cream, Derek and The Dominos et Blind Faith?
4. Qui est ce violoniste de jazz français né en 1942 dont la carrière se développa aux États-Unis?
5. Complétez le titre d'un album avec le nom d'un groupe anglais: Over, Under Sideways, Down_____.
6. Dans quel ballet retrouve-t-on les personnages de la fée Dragée et du roi des rats?
7. Quel danger public pour les pianos chantait *Good Golly Miss Molly*?
8. Sa vie fut une grande bouffe, son oeuvre fut un grand opéra bouffe. De quel Italien parle-t-on?
9. Comment se nomme le fils de Bob Marley, qui fait lui aussi du reggae?
10. Quel groupe fut fondé par Jerry Garcia en 1965?

F IDENTIFICATION



Membre du groupe 47.

1. Romancier et nouvelliste allemand né à Cologne en 1917 et mort à Bornheim en 1985.
2. Il fait partie de la vague de nouveaux écrivains d'après-guerre et dénonce l'aberration nazie.
3. Il sera membre du groupe 47, fondé par Richter. Il a écrit «Où étais-tu, Adam?», «Journal d'Irlande» et «Portrait de groupe avec dame».
4. Il fut récipiendaire du prix Nobel de littérature en 1971.

SOLUTION À LA DERNIÈRE PAGE DES ANNONCES CLASSÉES

Crucigrammes

Nicole Hannequart

EXPLICATION DU JEU

Tout d'abord, vous devez trouver les mots correspondant aux définitions, en commençant par le mot codé (dont les lettres sont écrites entre parenthèses).

Ce dernier vous est d'une grande aide puisque, une fois trouvé, vous reportez, en suivant le code, chacune de ses lettres dans la grille. (Par ex. 1-2 signifie la case d'intersection des mots 1 et 2, 2-3, celle des mots 2 et 3, etc.).

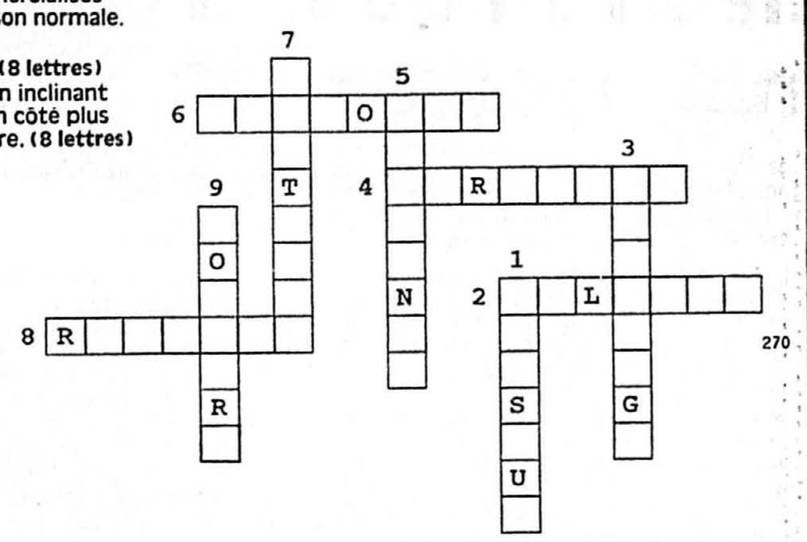
Enfin, il s'agit de compléter la grille en formant une anagramme pour chacun des mots trouvés.

MOT CODÉ

1-2 2-3 3-4 6-7 4-5 5-6 7-8 8-9

DÉFINITION Fantaisistes. (EFIMSSTU)

MOTS	DÉFINITIONS
1. R_____	Ne consentis pas. (7 lettres)
2. F_____	Il se promène sans but. (7 lettres)
3. M_____	Manifestes ta mauvaise humeur. (8 lettres)
4. P_____	Fruits commercialisés avant la saison normale. (8 lettres)
5. E_____	Pénétrions. (8 lettres)
6. B_____	Marcheras en inclinant le corps d'un côté plus que de l'autre. (8 lettres)
7. V_____	Automobiles. (8 lettres)
8. P_____	Employé de la poste. (7 lettres)
9. T_____	Mets à l'envers. (7 lettres)



SOLUTION DU No 269:

1. ÉQUARRIT — QUARTIER
2. TRUQUÉES — QUESTEUR
3. BRIQUÉE — REBIQUÉ
4. ÉBRUITER — RÉTRIBUÉ
5. DÉBOIRES — DÉSOBÉIR
6. RÉTABLIE — BATELIER
7. ARGILE — ÉLARGI
8. ÉQUITANT — QUANTITÉ
9. ANTIQUE — TAQUINÉ

Anacroisés

Philippe Guérin

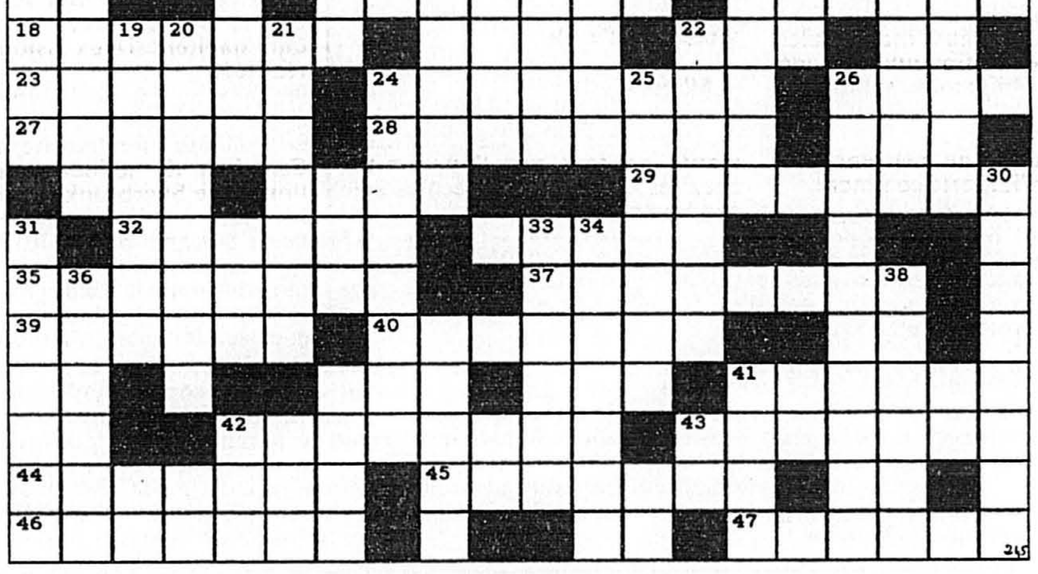
Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à découvrir. Les nombres qui suivent certains tirages correspondent au nombre de solutions possibles dont une seule peut se placer sur la grille. Comme au scrabble, on peut conjuguer. **Tous les mots à trouver figurent dans *l'Officiel du Scrabble (Ed. Larousse).*** *Il n'est donné que les tirages de mots de six lettres et plus.*

HORIZONTALEMENT

1: H N O O P S
4: B E I R S S (3)
9: D E I I N N
12: C E E I R S V (3)
13: N N O O U U
14: A B C I O R T
15: A D E G I N O R
16: A B E O R S U (4)
17: A I I M P R (2)
18: A C E I L P R (3)
23: E H I L N O
24: A A E I N N R U
27: E I N O S T (4)
28: E E I L R S T T (2)
29: E E E I I N P X
32: A C E E I P
35: A C C E H I N S (3)
37: I I O Q R U U
39: E I O T T U
40: A E G I N U X (2)
41: D D E E I R (4)
42: E F I N N O O S
43: E H N N O R U (2)
44: E M R R S U U
45: A E I N R T U (4)
46: E E I N N S S (2)
47: E E S S S U

VERTICALEMENT

1: A C E H L N P
2: A B E E H I L T
3: C I N N O O T
5: A A B B N R S T (2)
6: E G I N O R V
7: E G I R R U U
8: A C E I O S S (2)
9: D E E G I I N T
10: A A C I I N N R
11: E E E I L N N O
19: A E I L M N T (2)
20: I I O O P P U U
21: A C E E H N S (3)
22: A E E N R U X
24: A A E I S S S T
25: A E I I L O U
26: D E I M N P R S T U
30: A E E E G R S X
31: C O O R S T U (2)
33: A E G N O R (4)
34: A E E G I R V
36: A I R T U U
38: D E E I O S



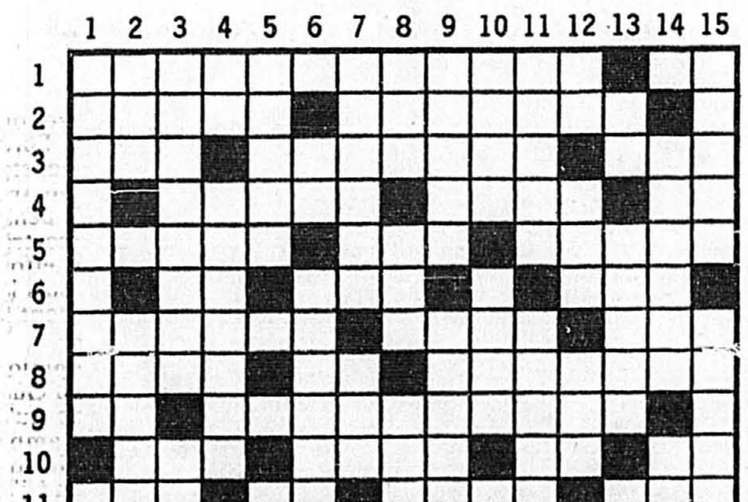
SOLUTION À LA DERNIÈRE PAGE DES ANNONCES CLASSÉES

Mots croisés

LA GRILLE THÉMATIQUE

DE MICHEL HANNEQUART

(SPORTS)



470

HORIZONTALEMENT

1. Préparation à une compétition — De même
2. Ressemble un peu à un écureuil — Scarabée nuisible à la vigne.
3. Petit socle — D'une candeur un peu sotte — Sport.
4. Terme de rugby — Épreuve — Avant.
5. Sur la table — Aurochs — Commence à prendre part à quelque chose.
6. Épluché — Gratitude — Élimina.
7. Étendre ses membres (v.pr..) Division d'une piece — Période de l'annee où l'on fait beaucoup de sport.
8. Ses flancs sont arrondis — On en fait des médailles pour les champions — Elles sont sensibles à la lumière.
9. Dieu solaire — Action de mettre le ballon en jeu en début de partie.
10. De naissance — Tour cycliste d'Italie — Article — Docteur.
11. Confédération des syndicats nationaux — Champagne — Relatif au fondement — Pronom personnel.
12. Rotation imprimée à une balle en vue d'obtenir une trajectoire inhabituelle — En vogue — En petits morceaux.
13. Il y en a dans la sueur — Course de bateaux à voile — Alliée.
14. Permet de respirer un peu — Indium — Atome.
15. Nous font suer — On y pratique certains sports — Clavicule.

VERTICALEMENT

1. Appareil de gymnastique servant à développer les muscles — Gantelet garni de plomb dont se servaient les athlètes dans les combats de pugilat.
2. Venue au monde — Changement de club d'un joueur professionnel.
3. Planche élastique sur laquelle un plongeur prend son appel — Idiote.
4. On ne peut pas y nager — Raffinées — Versus.
5. Refuge — On y fait du feu.
6. Un des points collatéraux — Se dit d'un boxeur qui a perdu conscience pendant quelques instants, mais qui tient encore debout.
7. Sportif — Un peu de lumière — Qui est en feu.
8. Division du compas — Poulie — Fromage italien.
9. Grimpe — Roi de Thèbes — Action de lancer une balle.
10. Bouleversée — Virage, en ski — Entraina (quelqu'un.) à faire (quelque chose.)
11. Panier pour prendre du poisson — Chaume qui reste sur place après la moisson.
12. Thallium — Explosif — Elle traverse le Tyrol — Il est moins bon que les autres au basket-ball.
13. Champion — Descendent — Lutte traditionnelle, au Japon.
14. Sport de combat — Dans la gamme — Fille de Cadmos.
15. Au golf, coup de longue distance donné au départ d'un trou — Sport.

■ SOLUTION DIMANCHE PROCHAIN

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	T	U	R	P	I	D	E	■	F	A	U	S	S	E	S
2	R	E	A	L	■	E	T	N	A	■	T	I	E	D	E
3	I	L	■	A	F	F	R	E	U	S	E	■	C	E	■
4	V	E	R	T	■	I	I	■	X	E	R	E	S	■	H
5	I	■	U	S	A	G	E	S	■	S	U	C	■	A	Y
6	A	R	S	■	D	U	R	E	S	■	S	O	T	T	E
7	L	A	S	S	E	R	■	M	A	L	■	P	A	O	N
8	■	T	E	■	P	E	T	■	L	I	C	E	N	C	E
9	M	A	■	E	T	R	I	P	E	■	R	■	T	A	■
10	A	T	E	L	E	■	G	A	T	E	A	U	■	S	T
11	L	I	M	E	■	A	E	R	E	■	S	S	O	■	A
12	O	N	■	V	A	N	■	T	■	E	S	■	S	A	R
13	T	E	■	E	N	■	C	■	O	D	E	■	E	R	E
14	R	E	P	U	G	N	A	N	T	E	■	S	E	M	E
15	U	S	■	R	E	E	R	■	E	N	L	I	S	E	S

469

SOLUTION DE DIMANCHE DERNIER

Scrabble

Philippe Guérin

Le soleil de l'Afrique

Au tournoi de Beloeil (quatre parties) du week-end du 1er mai, les sept joueurs québécois de classe A+ présents ont terminé groupés aux premiers rangs, du second au huitième! Mais qui donc a remporté la première place du tournoi de Beloeil? Non, ce n'est pas un joueur de classe inférieure, ni un extra-terrestre, mais le champion du Sénégal, en visite au Québec dans le cadre d'un échange scolaire entre les deux pays.

Dès la première partie notre visiteur, Seydou Oumar Ly, se distingue, en remportant la première place ex aequo avec Nguyen. Les autres A+ suivent à distance respectable, Bouliane est bien mal parti et perd près de 100 points.

Nguyen perd pied dans la seconde partie au cours de laquelle Ly réalise une partie parfaite. Ly augmente son avance au classement général, 50 points sur Marielle Gingras deuxième, 72 sur le doyen Jacques Dionne, troisième.

Dimanche matin, troisième partie, Ly, probablement mal réveillé, laisse passer quelques coups; Bouliane et Dionne triomphent ex aequo de cette troisième joute à 5 points du top. Le trio de tête ne change pas, mais les écarts diminuent, 22 points de retard pour Gingras et 36 points pour Dionne.

La quatrième manche ira à Boulianne qui termine en force le tournoi. Mais sa piètre journée de samedi (89% seulement de moyenne) a tout gâché. Autre réveil tardif, celui de Nguyen, deuxième de la quatrième manche et quatrième du général. Fin laborieuse pour Dionne et surtout Gingras qui terminent tous les deux deuxièmes du tournoi ex aequo. Une troisième place dans la quatrième manche assure à Ly un succès probant avec une moyenne excellente de 97%.

Ousmane Ly, 28 ans, est instituteur à Saint-Louis au nord du Sénégal. Ce n'est pas le premier venu! Bien qu'il soit classé actuellement à une modeste 76e place en première série internationale, il vaut mieux que ça car le Sénégal est bien isolé. Ses premiers championnats du monde remontent à 1988, à Québec où il termina 46e. On pourra regretter l'absence de Bédard et de Buteau qui perdent ainsi une rare occasion de se mesurer à un joueur de calibre international.

Comme à chaque tournoi, on a eu droit à quelques mots difficiles. D'abord la quatrième partie. Au premier coup, le mot joué est CHOIR; puis on rallonge par un A, CHOIRA; au troisième coup, ce mot se rallonge pour former ECHOIRA. Jusque-là, pas de problème. Mais voilà, ECHOIR est un verbe défectif, très défectif et, notamment, il ne se conjugue qu'aux troisièmes personnes! Beaucoup, sinon la totalité des joueurs ont tenté par la suite de former «échoirai» ou «échoiras», hélas inacceptables. Cette situation a provoqué un arrêt de la partie de plusieurs minutes afin de donner le temps aux arbitres débordés de se mettre à jour! Attention donc à ECHOIR et, pendant que j'y suis, à ECLORE qui se trouve sur la même page. Les deux sont très défectifs!

C'est la deuxième partie qui fit le plus appel à l'érudition. Ainsi trois verbes de jargon de métier: EMBAT-(T)RE, cercler une roue à chaud, EMBOSSER (amarrer dans une certaine direction) et MANOQUER (mettre les feuilles de tabac en bottes). La CHOREGIE est la fonction du chorège qui payait pour l'organisation des choeurs dans la Grèce antique et POPLITE(E) est un adjectif qui s'applique au jarret.

Les deux dernières parties furent plus simples. L'ORTHOSE est un minerai que peut-être on trouve dans un gisement RHENAN (de Rhénanie en Allemagne). ENTABLER signifie ajuster deux pièces à mi-épaisseur. Enfin GLOSER (critiquer) et SAUMURER (conserver dans une saumure) n'étaient pas à proprement parler difficiles.

Résultats: (maximum 3 539 pts)

1er Seydou Oumar Ly (Sénégal) 3 427 pts
2e Marielle Gingras (Saint-Laurent) et Jacques Dionne (Outremont) 3 369 pts
Classe A: Mario Hébert (Saint-Hubert) 3 159 pts
Classe B: Thérèse Atoniadès (Saint-Bruno) 3 007 pts
Classe C: Nicole Mercier (Saint-Jean) 2 848 pts
Classe D: Pierre Grenier (Hull) 2 681 pts

Seuls huit joueurs dépassent 90% à l'issue des quatre parties. Tournoi difficile donc!

Comment jouer la partie de duplicate ci-dessous

La formule duplicate vous permet de rejouer chez vous une partie disputée dans un club. Pour obtenir les règles détaillées, écrivez à Philippe Guérin, rubrique du scrabble, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.

Première partie du tournoi du club «Mots-A-Maux» de Beloeil disputée le 1er mai 1993. (Club Mots-A-Maux les lundis soir à l'Ecole Saint-Mathieu — Suzanne l'Heureux — 446-5723).

	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1.	AEELMNR			
2.	L+AEHIUR	MENERA	H4	18
3.	EEEDRU?	HUILERA	3B	80
4.	AABCFSX	DE(M)EUREE	5E	82
5.	BCF+EEAD	AXAS	10E	42
6.	BFE+BEIZ	CEDA	2A	29
7.	BI+AEFHN	BEZEF (1)	1D	74
8.	/AEEINQV	EBAHI	11B	41
9.	AQ+ENNOU	VEINEE	B10	34
10.	/ERSSOUI	ARQUE	J4	28
11.	ACOTTVP	SURSEOIR	8A	77
12.	ACP+AIS?	MOTIVAT	G5	39
13.	WMNNUIL	(R)ESCAPAI	15A	176
14.	/LLOFYK	MUNI	3J	24
15.	/JUONLIS	KILO	6B	36
16.	ONLI+GTR	JUS	I13	30
17.	ONGR+WDF	LIT	4D	26
18.	NGW+LEST	FONDER	L1	28
19.	GLET+GRT	WONS	2K	39
20.	GGRT+TON	VALET	9G	24
21.	GGRT+POL	TAON	D10	22
22.	GGL+YMN	PUROT (2)	14H	13
		GOY	K13	13
				975

Commentaires:

1— BEZEF ou BESEF, beaucoup.
2— PUROT, fosse à purin.

Résultats: Pts

1er Seydour Oumar Ly et Pierre Q.T. Nguyen 946
10e Pierre Létourneau 912
42e 850
71e 800
100e 700

À tire-d'aile...

Des pics qui font parler d'eux



PIERRE GINGRAS

Vous vous souvenez de ces pics dont je vous ai parlé en février et qui ont creusé de nombreux trous dans une quarantaine de maisons de la région de Rouyn-Noranda?

Eh bien, l'attaque appréhendée ce printemps n'a pas eu lieu. J'ai parlé cette semaine à l'un des membres de la famille Loyer, de Granada, en banlieue de Rouyn. L'automne dernier, les pics chevelus avaient creusé plusieurs dizaines de trous dans le recouvrement de cèdre de leur maison. On s'attendait au pire au printemps. Les bêtes se sont bien attardées à un ou deux endroits, mais rien de comparable avec ce qui s'était déjà produit. On a même sorti la mangeoire pour accueillir à nouveau les oiseaux, dont des pics mineurs. Il faut dire que pour arrêter les oiseaux voraces, on a décidé de recouvrir toute la maison d'un vinyle blanc, une tâche qui sera terminée dans les semaines qui viennent.

Deux textes écrits sur les ravages de pics au cours des derniers mois m'ont valu quelques lettres. Émile Boudreau, de la rue Saint-Denis, à Montréal, raconte qu'à l'époque, en Abitibi, on peinturait à la chaux les maisons de bois afin d'éviter la visite des pics qui cherchaient quelques vers dans les murs. Il parle aussi d'une recette à base de vieille huile d'auto dont on enduisait le bois. Les pics ne semblaient guère apprécier.

Claude Ducharme, de la Société d'ornithologie de Lanaudière, écrit de son côté une longue lettre pour me faire part de ses réactions au sujet d'une chronique sur des dommages causés par des grands pics. J'y disais notamment que dans ce cas précis, il faudrait peut-être abattre les oiseaux ravageurs, ce que permet exceptionellement la loi. De façon très courtoise, M. Ducharme estime que j'aurais dû être plus prudent dans mes propos.

Il a raison.

Cet aveu de culpabilité étant fait, je dois admettre que j'ai confondu deux législations qui prêtent manifestement... à confusion. La loi québécoise sur la conservation de la faune stipule que si un animal cause des dommages à votre propriété, vous avez le droit de l'éliminer mais à la condition de tout faire d'abord pour effaroucher l'animal, quitte à le capturer vivant et à le transporter ailleurs. Par contre, si on est obligé d'abattre l'intrus, on doit en faire part aux agents de conservation. Cette loi concerne la plupart des mammifères ainsi que plusieurs oiseaux de juridiction provinciale.

En ce qui concerne les oiseaux migrateurs et certaines autres espèces non migratrices qui se retrouvent sous la protection du gouvernement fédéral (dont les pics), il est interdit en tout temps de les molester. Et sauf exception, on ne donne pas de permis pour les abattre même en cas de problèmes. On vous conseille plutôt de les effaroucher. Le cas de M. Marcel Loyer dont nous parlons plus haut fut justement une exception à cette règle. Son permis fut toutefois de très courte durée.

Mais je veux préciser tout de suite que malgré l'impression laissée chez M. Ducharme, je n'ai voulu en aucun moment encourager les gens aux prises avec des « pics-bois » à tirer sur eux. Et à plus forte raison les grands pics relativement rares.



Courrier

■ ***Christiane Fraser*** de Carignan signale la présence d'un chardonneret élégant à ses mangeoires durant tout le mois de février et une partie du mois de mars. L'oiseau accompagnait un groupe de chardonnerets jaunes. Elle demande des informations sur cette espèce.

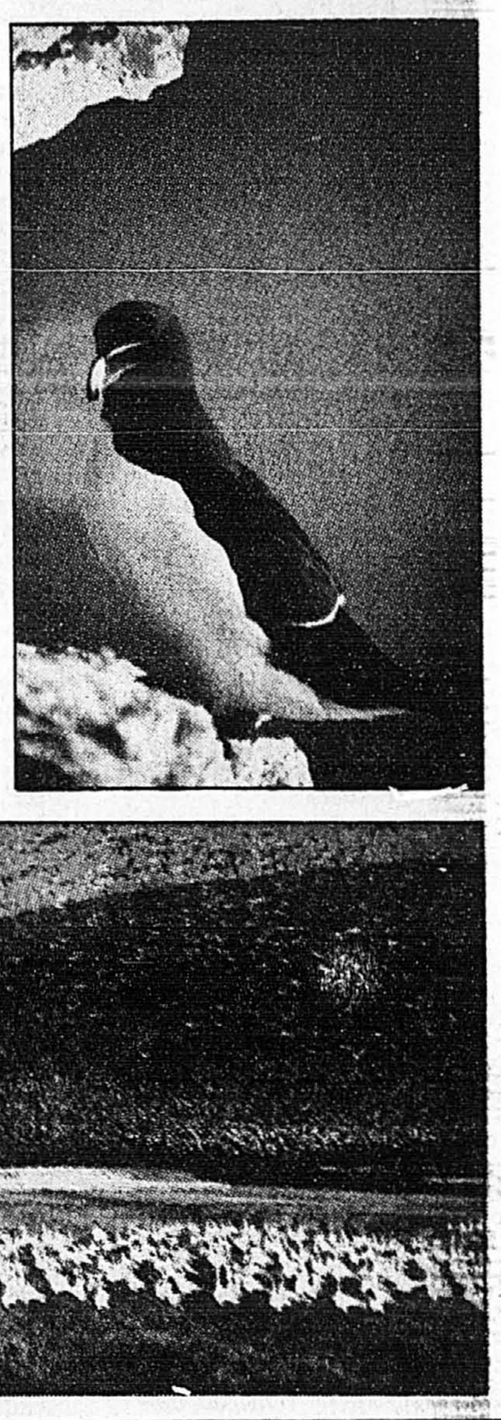
Chez nous, le chardonneret élégant est un oiseau de cage. On le retrouve occasionnellement dans la nature parce qu'il s'est probablement évadé de sa prison ou qu'on l'a remis en liberté. Il s'agit d'une espèce largement répandue dans toute l'Europe en incluant les îles britanniques.

■ ***Robert Farmer,*** de Laval, raconte avoir vu beaucoup de gros-bec errants cet hiver, à sa maison de campagne, au lac Saint-Paul, non loin de Mont-Laurier. L'un d'entre eux était bagué. Il demande pourquoi.

On bague les oiseaux pour suivre leur déplacements. Ce qui est possible lorsque la bête est retrouvée morte ou vive ou encore quand on peut lire les indication sur la petite bague, chose qui n'est pas toujours facile, il va sans dire. Ajoutons aussi qu'une foule de personnes baguent les oiseaux au Québec et en Amérique du Nord.

Photos primées

Voici les trois photos primées il y a deux semaines, catégorie «Les oiseaux sauvages», dans le cadre du concours de photos de la nature organisé par le magazine Franc-Vert et l'Union québécoise pour la conservation de la nature. Il s'agit du plus grand concours du genre au Québec. Le premier prix, intitulé «Grâce et silence», nous montre une chouette lapone photopraphiée par Guy Lelièvre, de Beaupré. Le deuxième prix est signé Doris Vandal, de Montréal. Il s'agit d'oies des neiges au repos dans un champ près du cap Tourmente. Le troisième prix a été gagné par Louis Gagnon, de Port-Menier, (Anticosti), pour cette photo d'un petit pingouin.



Le carnet d'observation

DE L'EXCITATION DANS L'AIR...

■ Beaucoup de mouvement en ce début de semaine. Si les juncos semblent avoir définitivement quitté les lieux après des mois de fidélité, les bruants à couronne blanche sont arrivés en grand nombre. Ils sont peu farouches et se délectent de graines de tournesol dans la mangeoire à trois mètres de la fenêtre de la salle à manger. Les premières hirondelles des granges sont aussi sur place et elles se sont manifestées en même temps que les moqueurs polyglottes qui étaient disparus depuis l'automne. On sait que cette espèce ne migre pas.

Autre bonne nouvelle: un couple d'hirondelles bicolores faisait son nid cette semaine. Par contre, des merles qui se sont installés dans la tête d'une épinette doivent faire face à des quiscales envahisseurs depuis peu. Les poursuites sont fréquentes mais les oiseaux noirs sont tenaces. Je crains pour les merles. Il y a deux ou trois ans, dans le même arbre où nichent habituellement des quiscales, des merles s'étaient faits déloger par ces oiseaux.

Un dernier mot: la légende est malencontreusement disparue la semaine dernière sous l'excellente photo du garrot. On aura reconnu un garrot à oeil d'or, femelle, une photo d'Armand Trottier, de *La Presse*.

INTER-CANADIEN ET LES OISEAUX

■ Lu dans la revue officielle de la compagnie aérienne Inter-Canadien lors d'un vol en mars, vers les Îles-de-la-Madeleine, en vue de faire un reportage sur la chasse et l'observation des phoques: «C'est aussi aux Îles-de-la-Madeleine que niche le célèbre harfang des neiges, parmi une vingtaine d'autres espèces d'oiseaux résidents.»

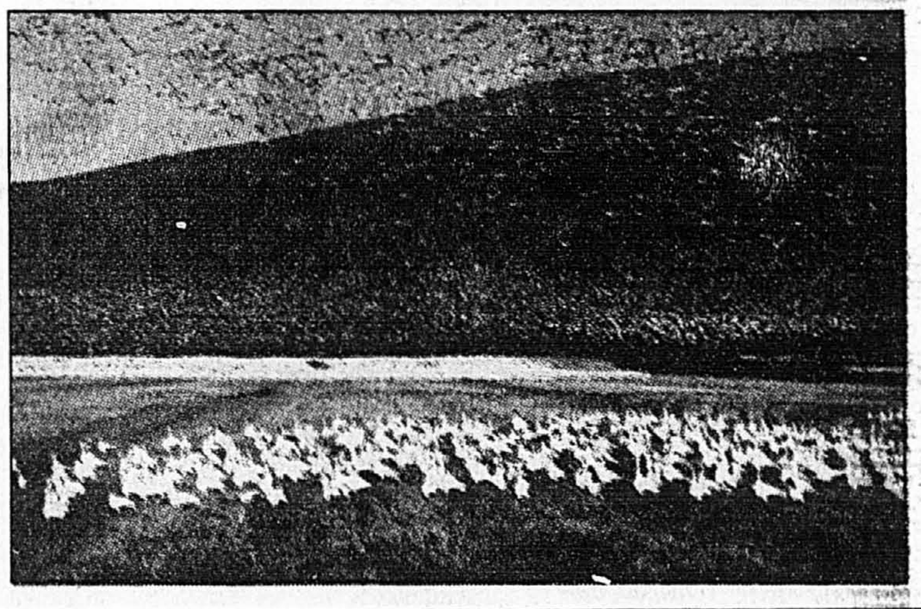
Belle façon d'informer les voyageurs sur une des régions les plus intéressantes au Québec en matière d'ornithologie. D'abord, on n'a aucune preuve que le harfang des neiges niche aux îles même si des cas de nidification ont été signalés au début du siècle. Le harfang élève sa petite famille dans la toundra arctique. Quant aux espèces d'oiseaux nicheurs, on ne parle pas d'une vingtaine, mais de plus de quatre-vingt. Et on peut en observer presque autant qui n'y sont que de passage.

QUAND LA STCUM SE FAIT TOLÉRANTE

■ Bruno Saint-Gelais vit à Montréal, à deux pas de la station de métro Honoré-Beaugrand. Il signale la présence dans son patelin de roselins familiers, tourterelles tristes, écureuils, perdrix grises, pics flamboyants, une petite nyctale, en tout, une trentaine d'espèces sans oublier... un lapin à queue blanche.

Même si des guides d'identification mentionnent que le roselin pourpré est le plus commun des roselins, il n'en reste pas moins que dans la région de Montréal et sur le territoire de l'île, c'est le roselin familier qu'on voit le plus fréquemment et cela, à longueur d'année.

Voici par ailleurs une observation faite par M. Saint-Gelais qui se passe de commentaires: «Les hirondelles à front blanc construisent chaque année leurs nids et élèvent leurs petits sous le parapet de la station de métro Honoré-Beaugrand, juste au-dessus des files d'attente de l'autobus 28. J'apprécie la tolérance de la STCUM et de ses clients qui laissent vivre ces créatures, même si leurs fientes incommodantes tombent sur les bancs de béton.»



Les petits compagnons

La teigne, une bien vilaine maladie de peau!



DR FRANÇOIS LUBRINA

collaboration spéciale





Voici des lésions typiques de teigne sur un chat domestique... et sur un chien de race teckel.

Nos compagnons à quatre pattes sont capables de nous donner, certes et sans conditions, des montagnes d'affection. D'incroyables preuves de tendresse aussi. Mais les animaux de bonne compagnie, il ne faudrait tout de même pas l'oublier, peuvent nous transmettre en plus (à leur corps défendant bien sûr!) de nombreuses maladies. Parmi ces dernières, la teigne n'est ni la plus rare, ni la moins contagieuse d'entre elles. Bien au contraire...

Causée par une infection fongique (ou, pour parler plus simplement, par des «champignons»), cette maladie cutanée n'aura que peu d'incidences, heureusement, sur l'état de santé général du chien ou du chat. Par contre, lorsque le poil, la peau ou les griffes sont infectés, la valeur esthétique de l'animal (surtout celle des chats persans) est fortement compromise. Celui-ci se retrouvera, en effet, avec de larges plaques complètement dénudées sur la tête, ou sur une petite ou une plus large partie de son corps. Voire toute sa surface corporelle dans les cas extrêmes.

Il se pourrait fort bien que vous-même, étant une personne sensible à ce genre d'infection, vous vous retrouviez avec des plaques rouges sur la peau. Ou même avec le cuir chevelu en bonne partie dégarni. Pour cette raison d'ailleurs, et sachant que les animaux domestiques sont une importante source de contamination pour l'homme et même les enfants, la déclaration de cette bien embêtante maladie aux autorités sanitaires est obligatoire dans des pays comme l'Allemagne.

Rien de plus difficile que de diagnostiquer du premier coup d'oeil, et avec une certitude quasi absolue, un banal cas de teigne. Cette maladie de peau peut en effet se confondre facilement, et à première vue, avec la galle, un eczéma, une infestation par les puces, de multiples débalancements hormonaux, des carences en vitamines, une dermatite bactérienne, de la séborrhée...

Bêtes et moins bêtes

Un des aspects assez caractéristiques de cette maladie, c'est la forme quasi circulaire des zones dénudées. D'où l'appellation très imagée, en anglais, de «ring worm». D'autre part, les poils (ou les cheveux!) atteints se brisent à 2 ou 3 mm de leur base. Les zones infectées semblent comme rasées de près! De grosses et vilaines croûtes recouvrent aussi la région atteinte.

Si le chat et le chien sont des espèces particulièrement sensibles, le lapin, mais aussi le cheval, le porc, la chèvre... et des rongeurs comme le cobaye, peuvent en être victimes.

Chez minet, les zones de peau qui perdront en tout premier lieu leurs poils sont généralement la tête (le visage et les oreilles plus particulièrement). Suivront: la queue, les pattes et le reste du corps.

Pour Pitou, les premières lésions apparaîtront 10 à 15 jours après le premier contact avec un animal, voire une personne, infecté. En effet il ne faudrait pas non plus crier haro que sur le baudet (le chien ou le chat en l'occurrence). Et faire porter le blâme de ce bobo aux seuls animaux. Les citoyens à deux pattes pouvant, eux aussi, transmettre cette fâcheuse dermatite tant aux bêtes qu'aux moins bêtes.

Le chien contaminé présentera des plaques de peau nue, de formes arrondies et d'un quart à un pouce et demi de diamètre. La zone malade semble comme avoir été tondue, avec, au centre, des squames ayant l'aspect d'une poudre blanche. À la périphérie de la lésion on notera un anneau rosé. Le pourtour des plaques de teigne est habituellement bien délimité.

Coiffeuses, marchands, etc.

Des 50 variétés de dermatophytoses susceptibles d'affecter l'homme en général, quatre seulement sont d'origine animale.

Le diagnostic d'une telle maladie de peau sur votre minou ou votre pitou pourra être posé à la clinique. Soit à la suite du simple examen visuel des lésions et de leur forme, l'expérience du vétérinaire aidant.

Mais la méthode la plus exacte pour effectuer un diagnostic précis, c'est encore de laisser votre vétérinaire procéder à une culture de la peau malade de votre compagnon. Vous aurez les résultats dans les deux semaines.

Pour une prompte guérison, deux sortes de traitements sont possibles:

- localement parlant, cela pourra consister à appliquer une crème sur les régions atteintes, et ce, plusieurs fois par jour;
- l'autre traitement, plus systémique celui-là, sera l'administration à votre protégé d'une dose quotidienne de médicament anti-fongique dans sa gueule sous forme de comprimés pendant 40 jours. En prenant bien garde de les tremper au préalable dans un corps gras (beurre, huile...) pour permettre une meilleure absorption du médicament.

Il est très important aussi d'éviter d'avoir des contacts cutanés directs avec un animal «teigneux», c'est à dire sans gant ni protection suffisante, pendant la durée du traitement. Et même un peu après. Si cette maladie n'affecte pas, en effet, certaines personnes insensibles à la teigne, elle peut faire des ravages chez d'autres. Mais aussi sur les animaux ou les individus avec lesquels ces dernières seront en contact pour des raisons personnelles ou professionnelles (coiffeuses, marchands de chaussures ou de vêtements, etc.).